



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)  
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 19 décembre 1959

## PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SATURDAY, December 19th, 1959

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
41502 — 1-52-0

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
41502 — 1-52-0

## Lettres patentes

(P.G. 15846-59)

Abgreen Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1959, constituant en corporation: Sam Abramovitch, comptable, David Litner, avocat, tous deux de Montréal, et Samuel Moskovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Abgreen Investment Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

## Letters Patent

(A.G. 15846-59)

Abgreen Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October 1959, incorporating: Sam Abramovitch, accountant, David Litner, advocate, both of Montreal, and Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Abgreen Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16009-59)

**Adanac Bedding Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Guy Guérin, Serge Morin, avocats, et Marthe Mongeau, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de substances convenables pour la fabrication de literie, coussins, oreillers, matelas, sous le nom de "Adanac Bedding Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2625, rue Albert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 16009-59)

**Adanac Bedding Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Guy Guérin, Serge Morin, advocates, and Marthe Mongeau, secretary, spinster of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in substances suitable for the manufacture of bedding, cushions, pillows, mattresses, under the name of "Adanac Bedding Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 2625 Albert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15912-59)

**Agence d'Assurances Chartrand Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, conseil en loi de la Reine, Jacques-P. Dansereau, tous deux de Montréal, et Marcel Lajeunesse, de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers ou agents pour le placement d'assurances ou de ré-assurances se rapportant à l'assurance-vie et à toutes assurances autres que la vie, sous le nom de "Agence d'Assurances Chartrand Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 15912-59)

**Agence d'Assurances Chartrand Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Jean-Paul Cardinal, Queen's Counsel, Jacques-P. Dansereau, both of Montreal, and Marcel Lajeunesse, of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To carry on as brokers or agents for investments in insurance or re-insurance connected with life insurance and with all other insurances except life, under the name of "Agence d'Assurances Chartrand Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15681-59)

**Alexandra Realty Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix octobre, 1959, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, Jean Lewis, sténographe, fille majeure, et Arthur Garvis, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre un commerce d'immeubles, sous le nom de "Alexandra Realty Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(A.G. 15681-59)

**Alexandra Realty Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1959, incorporating: Nathan Levitsky, lawyer, Jean Lewis, stenographer, fille majeure, and Arthur Garvis, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To engage in the real estate business, under the name of "Alexandra Realty Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15870-59)

**Alliance Motor Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Jack Rudner, de Côte Saint-Luc, Joseph Mendelson, et Lawrence Capelovitch, tous deux de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et de leurs accessoires, sous le nom de "Alliance Motor Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(A.G. 15870-59)

**Alliance Motor Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Jack Rudner, of Côte Saint-Luc, Joseph Mendelson and Lawrence Capelovitch, both of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in automobiles and their accessories, under the name of "Alliance Motor Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15868-59)

**All-Trade Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Rollin Gallay, avocat, Joel Pinsky, étudiant en droit, Martin Segal, comptable agréé, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, et faire le commerce de produits alimentaires, animaux, minéraux, matériaux et fournitures pour construction, pierres précieuses, livres et revues périodiques, oeuvres d'art, nouveautés, marchandises de fantaisie, substances et produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de "All-Trade Co. Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(A.G. 15868-59)

**All-Trade Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Rollin Gallay, advocate, Joel Pinsky, student-at-law, Martin Segal, chartered accountant, and Sarah Miller, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and to deal in food products, animals, minerals, building materials and supplies, precious stones, books and periodicals, works of art, novelties, fancy goods, chemicals, chemical products, land, sea and forest products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "All-Trade Co. Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14708-59)

**Amelior Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Gilles Boissonneault, André Surprenant et Guy Boissonneault, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de jardinier, de paysagiste et d'exterminateur de mauvaises herbes, sous le nom de "Amelior Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, avenue Bon-Air, Beloeil (Station), district judiciaire de Montréal.

(A.G. 14708-59)

**Amelior Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Gilles Boissonneault, André Surprenant and Guy Boissonneault, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as gardener, landscape gardener and weed exterminator, under the name of "Amelior Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 400 Bon-Air Avenue, Beloeil (Station), judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15981-59)

**Andrews Realty Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire, et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles, construction, de bûcherons et d'assurances, sous le nom de "Andrews Realty Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15867-59)

**Aster Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat, de Westmount, Neil Franklin Phillips, avocat, Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous deux de Montréal, et Godfroy Marin, avocat, de Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de placements, sous le nom de "Aster Corporation", avec un capital total de \$300,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 16051-59)

**Aubé Equipment Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1959, constituant en corporation: Jean-Marie Aubé, commerçant, Mme Bernadette Aubé, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Marie Aubé, et Benoît Côté, journalier, tous de St-Sauveur-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de parties d'automobiles, de camions et de tracteurs, ainsi que de machineries de toute sortes, sous le nom de "Aubé Equipment Company Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15981-59)

**Andrews Realty Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate, construction, lumber and insurance company, under the name of "Andrews Realty Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15867-59)

**Aster Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate, of Westmount, Neil Franklin Phillips, advocate, Yvonne Bélanger, secretary, spinster in use of her rights, both of Montreal, and Godfroy Marin, advocate, of Pointe-Claire, for the following purposes:

To carry on a business in real estate and investments under the name of "Aster Corporation", with a total capital stock of \$300,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$100 each and into 1,500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16051-59)

**Aubé Equipment Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1959, incorporating: Jean-Marie Aubé, tradesman, Mrs. Bernadette Aubé, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Marie Aubé, and Benoît Côté, laborer, all of Saint-Sauveur-des-Monts, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobile, truck, and tractor parts, as well as in all kinds of machinery under the name of "Aubé Equipment Company Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Sauveur-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15770-59)

**Auberge Chez Son Père Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1959, constituant en corporation: François Bouyeux, restaurateur, Claire Bouyeux, ménagère, épouse commune en biens dudit François Bouyeux et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Emmanuel Cooke, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateur, sous le nom de "Auberge Chez Son Père Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15817-59)

**Beacon Associates (Quebec) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Baruch Pollack, Isidore Greenbaum et Harry Blank, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises fabriquées de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et revues périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, articles de beauté, cosmétiques, nécessaires de toilette et parfums, sous le nom de "Beacon Associates (Quebec) Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15891-59)

**Bellina Hosiery Mills Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Irwin Aaron Frankel, de Mont-Royal, Louis Freedman, conseil en loi de la Reine, de Côte Saint-Luc, Bernard Lefebvre, conseil en loi de la Reine, de Laprairie, tous trois, avocats,

The head office of the company will be at Saint-Sauveur-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15770-59)

**Auberge Chez Son Père Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1959, incorporating: François Bouyeux, restaurateur, Claire Bouyeux, housewife, wife common as to property of the said François Bouyeux, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Emmanuel Cooke, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Auberge Chez Son Père Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15817-59)

**Beacon Associates (Quebec) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Baruch Pollack, Isidore Greenbaum and Harry Blank, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise made of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and to deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Beacon Associates (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15891-59)

**Bellina Hosiery Mills Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October 1959, incorporating: Irwin Aaron Frankel, of Mount Royal, Louis Freedman, Queen's Counsel, of Côte Saint-Luc, Bernard Lefebvre, Queen's Counsel, of Laprairie, all three advocates, and Sadie Gersovitz, secretary,

et Sadie Gersovitz, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bas pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Bellina Hosiery Mills Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15901-59)

**Bercy Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Avrom Podbere, Leonard H. Wisse et Isidor Raymond Hart, tous notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Bercy Investments Inc.", avec un capital actions divisé en 102 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$510.

Le siège social de la compagnie sera 4950 Chemin de la Reine-Marie, siute 425 Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15869-59)

**B. K. Land Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Baris Kaplan, bourgeois, d'Outremont, John Boyer, teneur de livres, de Duvernay, et Bernard Sivak, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "B. K. Land Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 100 actions privilégiées, catégorie "A", de \$10 chacune et 470 actions privilégiées, catégorie "B", de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4120 avenue de l'Hôtel de Ville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 16039-59)

**Boivin & Lauzon Compagnie Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1959, constituant en corporation: Rosaire Lauzon, Maurice Boivin, commerçants, et Alice Boivin, ménagère, épouse

spinster, of Montreal, for the following purposes:

To deal in hosiery for men, women and children, under the name of "Bellina Hosiery Mills Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15901-59)

**Bercy Investments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Avrom Podbere, Leonard H. Wisse and Isidor Raymond Hart, all notaries, of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Bercy Investments Inc.", with a capital stock divided into 102 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$510.

The head office of the company will be at 4950 Queen Mary Road, Suite 425, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15869-59)

**B. K. Land Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Baris Kaplan, gentleman, of Outremont, John Boyer, bookkeeper, of Duvernay, and Bernard Sivak, advocate, of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "B. K. Land Inc.", with a total capital stock of \$49,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 100 Class "A" preferred shares of \$10 each and 470 Class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4120 City Hall Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16039-59)

**Boivin & Lauzon Compagnie Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1959, incorporating: Rosaire Lauzon, Maurice Boivin, tradesmen, and Alice Boivin, housewife, wife common as to property

commune en biens dudit Maurice Boivin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Mount-Laurier, pour les objets suivants :

Commerce de produits alimentaires, savon, nettoyeurs, cire, accessoires de toilette, objets d'utilité, brosses, balais, piles électriques, ampoules électriques, fils, bouchons, brochettes, sacs, cartes à jouer, chandelles, colle, crayons, fusibles et remèdes brevetés, sous le nom de "Boivin & Lauzon Compagnie Limitée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mount-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15851-59)

**Boucherville Limited Dividend Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, Ethel Yussem secrétaire, Jean McFarlane, teneuse de livres, toutes deux filles majeures, tous trois de Montréal, et Claude Armand Sheppard, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'habitation à dividende limité, sous le nom de "Boucherville Limited Dividend Company", avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15915-59)

**Bowl-O-Rama Val Royal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Paul-Émile Mallette, comptable, agréé, de Montréal, Denis St-Aubin, évaluateur, de Pierrefonds, et Roger Leroux, entrepreneur général, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, de billard, de bowling, et autres places d'amusement, sous le nom de "Bowl-O-Rama Val Royal Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur eu par de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au par de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 15474-59)

**B. Rodrigue & Fils Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

de la said Maurice Boivin, and duly authorized by him for these presents, all of Mount-Laurier, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products, soap, cleansers, wax, toilet accessories, useful objects, brushes, brooms, electric batteries, electric bulbs, wires, plugs, tacks, bags, playing cards, candles, glue, pencils, safety-fuses and patent medicines, under the name of "Boivin & Lauzon Compagnie Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mount-Laurier, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15851-59)

**Boucherville Limited Dividend Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, Ethel Yussem, secretary, Jean McFarlane, bookkeeper, both filles majeures, all three of Montreal, and Claude Armand Sheppard, advocate, of St-Laurent, for the following purposes:

To act as a limited dividend housing company, under the name of "Boucherville Limited Dividend Company", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15915-59)

**Bowl-O-Rama Val Royal Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Paul-Émile Mallette, chartered accountant, of Montreal, Denis St-Aubin, assessor, of Pierrefonds, and Roger Leroux, general contractor, of St-Laurent, for the following purposes:

To operate bowling alleys, billiard rooms and other places of amusement under the name of "Bowl-O-Rama Val Royal Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15474-59)

**B. Rodrigue & Fils Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt et un octobre 1959, constituant en corporation: Bruno Rodrigue, entrepreneur, Rémi Labelle, courtier, tous deux de St-Laurent, et Paul-Émile Létourneau, administrateur, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur-peintre, sous le nom de "B. Rodrigue & Fils Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 199 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15902-59)

**Canfer Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Samuel Chait, de Montréal, Harry Aronovitch, de Côte St-Luc, tous deux avocats, et John Hamilton, fils, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'acier de construction et de renforcement et accessoires, sous le nom de "Canfer Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera suite 916, 159 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15933-59)

**Cap St-Martin Lumber Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Réal Hétu, notaire, Myrielle Labelle, secrétaire, tous deux de Montréal, et Jeannine Métayer, secrétaire, épouse séparée de biens de Alain Belzile, de Repentigny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de "Cap St-Martin Lumber Co. Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 21, rue Saint-François, Cap-Saint-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15944-59)

**Chartier Auto Spring Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

first day of October, 1959, incorporating: Bruno Rodrigue, contractor, Rémi Labelle, broker, both of St-Laurent, and Paul-Émile Létourneau, administrator, of Mount-Royal, for the following purposes:

To carry on as a contractor-painter, under the name of "B. Rodrigue & Fils Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 199 preferred shares of a par value of \$100 each and into 100 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15902-59)

**Canfer Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Samuel Chait, of Montreal, Harry Aronovitch, of Côte St-Luc, both advocates, and John Hamilton Jr., secretary, of Montreal, for the following purposes:

To deal in structural and reinforcing steel and accessories, under the name of "Canfer Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Suite 916, 159 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15933-59)

**Cap St-Martin Lumber Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Réal Hétu, notary, Myrielle Labelle, secretary, both of Montreal, and Jeannine Métayer, secretary, wife separate as to property of Alain Belzile, of Repentigny, for the following purposes:

To carry on a business as lumber merchants under the name of "Cap St-Martin Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 400 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 21 Saint-François Street, Cap Saint-Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15944-59)

**Chartier Auto Spring Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Donat Chartier, garagiste, Angéline Breton Chartier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Donat Chartier, et Huguette Chartier, commis de bureau, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce de garagiste, sous le nom de "Chartier Auto Spring Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15786-59)

#### Citadel Saw Chain Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Jean-A. Desjardins, Jacques Pilon, tous deux de Montréal, et Jean-Guy Fredette, de Verdun, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de scies à chaînes et produits connexes, sous le nom de "Citadel Saw Chain Products Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15955-59)

#### C. & L. Marine Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, Arthur Garvis, étudiant en droit, et Jean Lewis, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bateaux, équipement et accessoires marins, sous le nom de "C. & L. Marine Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15980-59)

#### Coffee Mill Espresso Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire, et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

ninth day of October, 1959, incorporating: Donat Chartier, garage-keeper, Angéline Breton Chartier, housekeeper, wife separate as to property of the said Donat Chartier, and Huguette Chartier, office clerk, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business as garage-keeper, under the name of "Chartier Auto Spring Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15786-59)

#### Citadel Saw Chain Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1959, incorporating: Jean-A. Desjardins, Jacques Pilon, both of Montreal, and Jean-Guy Fredette, of Verdun, all advocates, for the following purposes:

To deal with chain saws and their allied products, under the name of "Citadel Saw Chain Products Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15955-59)

#### C. & L. Marine Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Nathan Levitsky, advocate, Arthur Garvis, law student, and Jean Lewis, stenographer, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in boats and marine equipment and supplies, under the name of "C. & L. Marine Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15980-59)

#### Coffee Mill Espresso Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law student, all of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de restaurateur, sous le nom de "Coffee Mill Espresso Co.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15793-59)

**Comco Equipment Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1959, constituant en corporation: Camil Noël, conseil en loi de la Reine, Claude Rioux, tous deux de Québec, et Jacques R. Alleyn, de Ste-Foy, tous avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, vendre et autrement acquérir, outiller, fixer, réparer, faire le commerce et le négoce de moteurs, machinerie, outils et instruments de toutes sortes, bouilloires, groupe moto-propulseur, outillages hydrauliques de toutes sortes, outillage électrique, minier et industriel, outils, instruments, de toutes sortes, automobiles, camions et fournitures, avions et fournitures, bateaux à vapeur, remorqueurs et autres équipements de navigation, sous le nom de "Comco Equipment Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15873-59)

**Compagnie Immobilière Valran**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Jean-A. Desjardins, avocat, Madeleine Séguin, Flore Turcotte, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, Jean-Guy Fredette, de Verdun, et Marc-E. Cordeau, de Longueuil, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie foncière, d'entreprise et de sous-entreprise, de construction et de développement général, sous le nom de "Compagnie Immobilière Valran", avec un capital divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune et en 500 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$6,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15977-59)

**Connecticut Construction Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Coffee Mill Espresso Co.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 1,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15793-59)

**Comco Equipment Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1959, incorporating: Camil Noël, Queen's Counsel, Claude Rioux, both of Quebec, and Jacques R. Alleyn, of St. Foy, all attorneys, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and otherwise acquire, equip, set up, repair, deal in and deal with engines, machinery, tools and implements of all kinds, boilers, power plant equipment, hydraulic equipment of all kinds, electrical, mining and industrial equipment, tools, implements of all kinds, automobiles, trucks and supplies, airplanes and supplies, steamboats, tugs and other floating equipment, under the name of "Comco Equipment Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15873-59)

**Compagnie Immobilière Valran**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Jean-A. Desjardins, advocate, Madeleine Séguin, Flore Turcotte, secretaries, spinster's of full age, all three of Montreal, Jean-Guy Fredette, of Verdun, and Marc-E. Cordeau, of Longueuil, both advocates, for the following purposes:

To carry on a business as a real estate, contracting and sub-contracting, construction and general development company under the name of "Compagnie Immobilière Valran", with a capital stock divided into 2,000 preferred shares at a par value of \$20 each and into 500 common shares without nominal or par value and the amount with which the company shall start its operations shall be of \$6,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15977-59)

**Connecticut Construction Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, Max Bernfeld et Abraham J. Rosenstein, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Connecticut Construction Corp.", avec un capital total de \$2,000, divisé en 2,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15832-59)

#### Construction St-Hilaire Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: André-P. Casgrain, avocat, Mlles Gisèle Labbé et Annette Blais, secrétaires, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Construction St-Hilaire Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15940-59)

#### Coulombe Natural Gas Heating Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1959, constituant en corporation: Paul Coulombe, entrepreneur en chauffage, Cécile Loyer Coulombe, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul Coulombe, tous deux de St-Michel, et Lionel Laventure, maître plombier, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "Coulombe Natural Gas Heating Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15858-59)

#### Danney Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Gaston Lacroix, avocat, de St-Bruno, Marcel Gaboury, avocat, d'Outremont, et René Perron, sténographe, épouse contractuellement

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Edward H. Bernfeld, Max Bernfeld and Abraham J. Rosenstein, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Connecticut Construction Corp.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 2,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15832-59)

#### Construction St-Hilaire Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: André-P. Casgrain, advocate, the Misses Gisèle Labbé and Annette Blais, secretaries, all of Rimouski, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "Construction St-Hilaire Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15940-59)

#### Coulombe Natural Gas Heating Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1959, incorporating: Paul Coulombe, heating contractor, Cécile Loyer Coulombe, housewife, wife separate as to property of the said Paul Coulombe, both of St-Michel, and Lionel Laventure, master-plumber, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Coulombe Natural Gas Heating Ltd.", with a total capital stock of \$20,000 divided into 100 common shares of \$100 each, and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Michel, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15858-59)

#### Danney Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Gaston Lacroix, advocate, of St-Bruno, Marcel Gaboury, advocate, of Outremont, and René Perron, stenographer, wife contractually sepa-

séparée de biens de Louis Perron, et dûment autorisée par lui, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Danney Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15921-59)

**Dante Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Stanley Taviss et William Levitt, de Montréal, tous avocat, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et d'immeubles, sous le nom de "Dante Investment Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15892-59)

**Deluxe Car Wash Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Moe Ackman, avocat, de L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, Sidney Cutler, avocats, et Albert Liddell, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à laver les véhicule-moteurs, sous le nom de "Deluxe Car Wash Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15422-59)

**Directa Trading Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1959, constituant en corporation: Alexander Mittler, Josef Ullman, tous deux de Montréal, et Theodore Tibor Mittler, de Mont-Royal, tous marchands, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, confiserie et nouveautés, sous le nom de "Directa Trading Co. Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 50 actions ordinaires de 50 actions privilégiées, toutes de \$100 chacune.

rate as to property of Louis Perron, and duly authorized by him, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "Danney Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Laprairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15921-59)

**Dante Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Stanley Taviss and William Levitt, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To act as an investment and real estate company, under the name of "Dante Investment Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15892-59)

**Deluxe Car Wash Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Moe Ackman, advocate, of L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, Sidney Cutler, advocates, and Albert Liddell, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of washing motor vehicles, under the name of "Deluxe Car Wash Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15422-59)

**Directa Trading Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1959, incorporating: Alexander Mittler, Josef Ullman, both of Montreal, and Theodore Tibor Mittler, of Mount Royal, all merchants, for the following purposes:

To deal in foodstuffs, confectionery and novelties, under the name of "Directa Trading Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 50 common shares and 50 preferred shares all of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 110 rue McGill, Montreal, district judiciaire de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15773-59)

**Dominion Merchandising Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1959, constituant en corporation: Harold William Ashenmil, Jon Kosorwich, avocats, et Florence Altman, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer un commerce général d'annonces et de publicité, sous le nom de "Dominion Merchandising Corp.", avec un capital total de \$3,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 135 rue Desmarceaux, Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15871-59)

**Donnalee Dress Mart Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Melvin Salmon, Charles Brownstein, avocats, et Elaine Welik, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter un ou des magasins de robes, sous le nom de "Donnalee Dress Mart Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 16006-59)

**Dubus Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss, William Levitt, tous trois de Montréal, et Manuel Shacter, de Dorval, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Dubus Construction Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

The head office of the company will be at 110 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15773-59)

**Dominion Merchandising Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1959, incorporating: Harold William Ashenmil, Jon Kosorwich, advocates, and Florence Altman, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct a general advertising and publicity business, under the name of "Dominion Merchandising Corp.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 1,500 common shares of \$1 each and 1,500 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 135 Desmarceaux Street, Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15871-59)

**Donnalee Dress Mart Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Irving L. Adessky, Melvin Salmon, Charles Brownstein, advocates, and Elaine Welik, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To own and operate a dress shop or shops, under the name of "Donnalee Dress Mart Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16006-59)

**Dubus Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1959, incorporating: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss, William Levitt, all three of Montreal, and Manuel Shacter, of Dorval, all advocates, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Dubus Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15967-59)

**Eastern Improvement Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Daniel Lazare, Lou Tannenbaum, avocats, et Miriam Bernard, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'améliorations pour le foyer, sous le nom de "Eastern Improvement Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2232 rue Noël, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15735-59)

**Electro-Vac Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Conrad Lafleur, d'Argenteuil, Robert Leroux, d'Abitibi, et Jean-Paul Belisle, de Montréal, tous vendeurs, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils électriques, sous le nom de "Electro-Vac Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8865, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15965-59)

**Émilien Paré Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Carrier Fortin, Jean Rouillard, avocats, et Gérard Chapdelaine, étudiant en droit, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter un magasin général à rayons, sous le nom de "Émilien Paré Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 6,000 actions privilégiées de \$5 chacune et en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Camille, comté de Wolfe, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15967-59)

**Eastern Improvement Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Daniel Lazare, Lou Tannenbaum, advocates, and Miriam Bernard, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in home improvements of all kinds, under the name of "Eastern Improvement Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2232 Noël Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15735-59)

**Electro-Vac Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Conrad Lafleur, of Argenteuil, Robert Leroux, of Abitibi, and Jean-Paul Belisle, of Montreal, all salesmen, for the following purposes:

To operate a business dealing in electrical apparatus, under the name of "Electro-Vac Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 8865 Berri Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15965-59)

**Émilien Paré Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Carrier Fortin, Jean Rouillard, advocates, and Gérard Chapdelaine, law-student, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To own, and operate a general department store under the name of "Émilien Paré Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 6,000 preferred shares of \$5 each and into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Camille, county of Wolfe, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15767-59)

**Euramerica Land Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1959, constituant en corporation: Joseph H. Freedman, Leo Kravitz, tous deux avocats, et Peter Schwartz, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de "Euramerica Land Co. Ltd.", avec un capital total de \$4,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15772-59)

**Fairyland Investment Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1959, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, tous deux avocats, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de certaines propriétés immobilières, sous le nom de "Fairyland Investment Ltd.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15941-59)

**Food Basket Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Jean-A. Desjardins, de Montréal, Jean-Guy Fredette, de Verdun, Marc-E. Cordeau, de Longueuil, tous trois avocats, Madeleine Séguin, Flore Turcotte et Monique Collombet, toutes trois secrétaires, célibataires majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'épiciers, de bouchers et de restaurateurs, sous le nom de "Food Basket Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 15767-59)

**Euramerica Land Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1959, incorporating: Joseph H. Freedman, Leo Kravitz, both advocates, and Peter Schwartz, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a construction and real estate company, under the name of "Euramerica Land Co. Ltd.", with a total capital stock of \$4,000, divided into 400 common shares of \$1 each and 3,600 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15772-59)

**Fairyland Investment Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1959, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, both advocates, and Sarah Miller, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in certain immoveable property, under the name of "Fairyland Investment Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15941-59)

**Food Basket Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Jean-A. Desjardins, of Montreal, Jean-Guy Fredette, of Verdun, Marc-E. Cordeau, of Longueuil, all three advocates, Madeleine Séguin, Flore Turcotte and Monique Collombet, all three secretaries, spinsters, of full age, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as grocers, butchers and restaurateurs, under the name of "Food Basket Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,600 preferred shares of a par value of \$10 each and into 2,400 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16028-59)

**Frank & Mike Service Station Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1959, constituant en corporation: Fernand Beauregard, Alexander Biega, avocats, et Hendrik Kooiman, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de garagiste, sous le nom de "Frank & Mike Service Station Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 135, rue Ontario, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 16028-59)

**Frank & Mike Service Station Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1959, incorporating: Fernand Beauregard, Alexander Biega, advocates, and Hendrik Kooiman, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as garage-keeper, under the name of "Frank & Mike Service Station Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 135 Ontario Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15962-59)

**Fulgor Development Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Godfroy Marin, avocat, de Pointe-Claire, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Fulgor Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(A.G. 15962-59)

**Fulgor Development Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Godfroy Marin, advocate, of Pointe-Claire, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Fulgor Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15877-59)

**Gagnon Frères Meubles (Forestville) Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Alphonse Gagnon, commerçant, Janine Riverin Dufresne, secrétaire majeure, épouse contractuellement séparée de biens de Alban Dufresne, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Chicoutimi, et Jacqueline Savard, secrétaire, fille majeure, de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, machines agricoles, accessoires électriques et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de "Gagnon Frères Meubles (Forestville) Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 15877-59)

**Gagnon Frères Meubles (Forestville) Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Alphonse Gagnon, tradesman, Janine Riverin Dufresne, secretary of full age, wife contractually separate as to property of Alban Dufresne, and duly authorized by him for these presents, both of Chicoutimi, and Jacqueline Savard, secretary, of full age, of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture, farm implements, electrical accessories and in novelties of all kinds, under the name of "Gagnon Frères Meubles (Forestville) Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15946-59)

**Gardenia Development Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Godfroy Marin, avocat, de Pointe-Claire, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Gardenia Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(A.G. 15946-59)

**Gardenia Development Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Godfroy Marin, advocate, of Pointe-Claire, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Gardenia Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15896-59)

**Gervais Jacques Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Pierre Bienjonetti, Jacques Morency, avocats, et Louise-B. Vallée, veuve, sténographe, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Gervais Jacques Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et en 100 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 710, rue des Chênes, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 15896-59)

**Gervais Jacques Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Pierre Bienjonetti, Jacques Morency, advocates, and Louise-B. Vallée, widow, stenographer, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builders under the name of "Gervais Jacques Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of \$100 each and into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 710 des Chênes Street, East, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16008-59)

**Gladwick Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1959, constituant en corporation: Samuel Chait, de Montréal, Harry L. Aronovitch, de Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et John Hamilton, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de placements, sous le nom de "Gladwick Investment Corporation", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1980 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(A.G. 16008-59)

**Gladwick Investment Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1959, incorporating: Samuel Chait, of Montreal, Harry L. Aronovitch, of Côte St-Luc, both advocates, and John Hamilton, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment corporation, under the name of "Gladwick Investment Corporation", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1980 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15882-59)

**Greater Rawdon Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 15882-59)

**Greater Rawdon Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Norman Saylor, de Caughnawaga, John Maria Cerini, de Montréal, tous deux conseils en loi de la Reine, et Pierre Lalonde, d'Ahuntsic, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et construction sous le nom de "Greater Rawdon Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 32 avenue Robert, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15752-59)

**Hôtel Monaco de Fort Chambly Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Jean-Paul Bergeron, avocat, Jacqueline Laurendeau, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Marcel Landry, avocat, de Beauceville, pour les objets suivants:

Industrie hôtelière et commerce de restaurateurs, sous le nom de "Hôtel Monaco de Fort Chambly Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fort-Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15820-59)

**Imprimerie Mariveau Printing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1959, constituant en corporation: Luc Geoffroy, de Chambly, Robert Dulude, de Dorion, et Robert-Y. Lanthier, de Ste-Rose, tous avocats, pour les objets suivants:

Commerce d'imprimeur, sous le nom de "Imprimerie Mariveau Printing Inc.", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$500.

Le siège social de la compagnie sera 6945, 20ième avenue, Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15917-59)

**Jean Crépin Builders Supply Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corpo-

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Norman Saylor, of Caughnawaga, John Maria Cerini, of Montreal, both Queen's Counsels, and Pierre Lalonde, of Ahuntsic, all advocates, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Greater Rawdon Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 32 Robert Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15752-59)

**Hôtel Monaco de Fort Chambly Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Jean-Paul Bergeron, advocate, Jacqueline Laurendeau, secretary, spinster of full age, both of Montreal, and Marcel Landry, advocate, of Beauceville, for the following purposes:

To carry on a hotel and restaurateur business under the name of "Hôtel Monaco de Fort Chambly Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Fort Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15820-59)

**Imprimerie Mariveau Printing Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1959, incorporating: Luc Geoffroy, of Chambly, Robert Dulude, of Dorion, and Robert-Y. Lanthier, of Ste-Rose, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business as a printer under the name of "Imprimerie Mariveau Printing Inc.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value and the amount with which the company shall start its operations shall be at least \$500.

The head office of the company will be at 6945, 20th Avenue, Rosemont, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15917-59)

**Jean Crépin Builders Supply Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating:

ration: Jean Crépin, marchand, Joan McKeogh, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Crépin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Châteauguay, et Roger Savard, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Jean Crépin Builders Supply Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15937-59)

**J. Ouellette, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1959, constituant en corporation: Joseph-E. Ouellette, agent et courtier d'assurance, Jean Ouellette, agent d'assurance, tous deux de Montréal, et Maurice-R. Ouellette, comptable agréé, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Commerce d'assurances, sous le nom de "J. Ouellette, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 13976-59)

**J. R. Lemire Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: David Bellumeur, Yvon Brosseau, comptables agréés, et Michel Forest, comptable, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Commerce de meubles, d'articles de bureaux et de tissus de toutes sortes, sous le nom de "J. R. Lemire Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15971-59)

**Kenmont Realty Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Jack Klineberg, Gerald Ellis, notaires,

Jean Crépin, marchand, Joan McKeogh, housewife, wife separate as to property of the said Jean Crépin, and duly authorized by him for these presents, both of Châteauguay, and Roger Savard, advocate, of St-Laurent, for the following purposes:

To carry on a business as builders under the name of "Jean Crépin Builders Supply Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15937-59)

**J. Ouellette, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1959, incorporating: Joseph-E. Ouellette, insurance agent and broker, Jean Ouellette, insurance agent, both of Montreal, and Maurice-R. Ouellette, chartered accountant, of St-Laurent, for the following purposes:

To carry on an insurance business under the name of "J. Ouellette, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13976-59)

**J. R. Lemire Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: David Bellumeur, Yvon Brosseau, chartered accountants, and Michel Forest, accountant, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture, office articles and in fabrics of all kinds, under the name of "J. R. Lemire Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15971-59)

**Kenmont Realty Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Jack Klineberg, Gerald Ellis, notaries, and Miss

et Mlle Selma Shtull, secrétaire, majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agr comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Kenmont Realty Limited", avec un capital total de \$6,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 13401-59)

**La Cie de Construction Bruno Rodrigue Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Bruno Rodrigue, entrepreneur-peintre, Rémi Labelle, courtier, tous deux de St-Laurent, et Paul-Émile Létourneau, administrateur, de Mont-Royal, pour les objets suivants: -

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "La Cie de Construction Bruno Rodrigue Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 199 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15903-59)

**La Cie Ozal Ltée — Ozal Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Camille Dagenais, de Dorval, Roger Provost, de Montréal, tous deux ingénieurs professionnels, et Maurice-R. Marcotte, avocat, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de la décalcomanie et autres genres d'impressions, sous le nom de "La Cie Ozal Ltée — Ozal Company Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1005, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15703-59)

**L'Association Ambulancière Catholique**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Bornais, vérificateur, Albert Tessier, papetier, et Robert Lamy, préposé à la manutention, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Selma Shtull, secretary of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Kenmont Realty Limited", with a total capital stock of \$6,000, divided into 600 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13401-59)

**La Cie de Construction Bruno Rodrigue Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Bruno Rodrigue, contractor-painter, Rémi Labelle, broker, both of St-Laurent, and Paul-Émile Létourneau, administrator, of Mount-Royal, for the following purposes:

A business dealing with real estate and construction, under the name of "La Cie de Construction Bruno Rodrigue Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 199 preferred shares of a par value of \$100 each and into 100 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15903-59)

**La Cie Ozal Ltée — Ozal Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Camille Dagenais, of Dorval, Roger Provost, of Montreal, both professional engineers, and Maurice-R. Marcotte, advocate, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business in the field of decalcomania and in all other kind of picture transfer work under the name of "La Cie Ozal Ltée — Ozal Company Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 1005 Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15703-59)

**L'Association Ambulancière Catholique**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Bornais, auditor, Albert Tessier, paper-maker, and Robert Lamy, worker in the stores department, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

Promouvoir le secourisme, assurer la protection et la sauvegarde du public et lui venir en secours et en aide, sous le nom de "L'Association Ambulancière Catholique".

Le siège social de la corporation sera au Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15127-59)

**Le Club de Curling de Thurso Inc.  
The Thurso Curling Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Edmond Boulerice, agent-vendeur, Gaston Clermont, gérant, Claude Gareau, gérant de personnel, Adrien Clément, électricien, Douglas Senn, agent aux achats, Jacques Faguy, gérant de banque, et Gérald Jenkins, comptable, tous de Thurso, pour les objets suivants:

Exercer toutes activités sportives, sociales et récréatives en rapport avec le jeu de curling, sous le nom de "Le Club de Curling de Thurso Inc.—The Thurso Curling Club Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thurso, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15960-59)

**Lee's Association of Montreal**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Lee Yik Shun, magasinier retraité, Lee Yik, Lee Pun Yin, John T. Lee, marchands, Lee Dow Jow, opérateur de buanderie, Henry Y. Lee, commis de banque, George Lee, restaurateur, Lee Gin, propriétaire de maison de chambres, et Lee Gan Loy, opérateur de buanderie à sa retraite, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts du clan "Lee" et conserver et perpétuer les associations et traditions chinoises dudit clan, sous le nom de "Lee's Association of Montreal".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$75,000.

Le siège social de la corporation sera 94 ouest, rue Lagauchetière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15829-59)

**Les Entreprises Welga Ltée  
Welga Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To promote first-aid, to insure public protection and welfare, and to come to the aid and assistance of the public under the name of "L'Association Ambulancière Catholique".

The head office of the corporation will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15127-59)

**Le Club de Curling de Thurso Inc.  
The Thurso Curling Club Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Edmond Boulerice, sales agent, Gaston Clermont, manager, Claude Gareau, personnel manager, Adrien Clément, electrician, Douglas Senn, purchasing agent, Jacques Faguy, bank manager, and Gérald Jenkins, accountant, all of Thurso, for the following purposes:

To carry on all sporting, social and recreational activities in connection with the sport of curling under the name of "Le Club de Curling de Thurso Inc.—The Thurso Curling Club Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Thurso, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15960-59)

**Lee's Association of Montreal**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Lee Yik Shun, ret'd storekeeper, Lee Yik, Lee Pun Yin, John T. Lee, merchants, Lee Dow Jow, laundry operator, Henry Y. Lee, bank clerk, George Lee, restaurant keeper, Lee Gin, rooming house operator, and Lee Gan Loy, ret'd laundry operator, all of Montreal, for the following purposes:

To promote the interests of the Lee Clan and to preserve and perpetuate the associations and Chinese traditions of the said Clan, under the name of "Lee's Association of Montreal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, if \$75,000.

The head office of the corporation will be at 94 Lagauchetière Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15829-59)

**Les Entreprises Welga Ltée  
Welga Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Guy Tremblay, assistant-gérant, Reine Tremblay, secrétaire, et Claude Ruelland, avocat, tous célibataires, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Les Entreprises Welga Ltée — Welga Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15976-59)

**Les Jardins de St. Elzéar Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzweig, Stanley Taviss et William Levitt, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "Les Jardins de St. Elzéar Inc.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15910-59)

**Les Placements du Vallon Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Yves Barrette, industriel, Claude Royer, notaire, tous deux de Ste-Foy, et Dr Louis Royer, médecin, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Les Placements du Vallon Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 16014-59)

**Le Système Comptant Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1959, constituant en corporation: J.-Adolphe Richard, commerçant, Gérard Dubois et Jean Dubois, commis, tous de Victoriaville, pour les objets suivants:

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Guy Tremblay, assistant-manager, Reine Tremblay, secretary, and Claude Ruelland, advocate, all spinsters, of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "Les Entreprises Welga Ltée — Welga Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15976-59)

**Les Jardins de St. Elzéar Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Leo Rosentzweig, Stanley Taviss and William Levitt, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Les Jardins de St. Elzéar Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15910-59)

**Les Placements du Vallon Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Yves Barrette, industrialist, Claude Royer, notary, both of Ste-Foy, and Dr. Louis Royer, physician, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as an investment company under the name of "Les Placements du Vallon Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16014-59)

**Le Système Comptant Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1959, incorporating: J.-Adolphe Richard, tradesman, Gérard Dubois and Jean Dubois, clerk, all of Victoriaville, for the following purposes:

Commerce de produits et appareils se rapportant à l'exploitation agricole, sous le nom de "Le Système Comptant Ltée", avec un capital total de \$70,000, divisé en 7,000 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15639-59)

**Librairie Parent et Beaupré Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Roger Parent, avocat, Marcel Beaupré, libraire, et Denyse Courchesne, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de tout matériel scolaire tel que pupitres, bureaux, livres et fournitures de classe, sous le nom de "Librairie Parent et Beaupré Inc.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 5,000 actions communes de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5200, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15092-59)

**Lot 101 Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre septembre 1959, constituant en corporation: Sema Black, Bernice Borshy, secrétaires, filles majeures, et Moses Moscovitch, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de "Lot 101 Enterprises Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15769-59)

**Lowell Realty & Investment Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1959, constituant en corporation: John L. Liberman, Alfred N. Segall, avocats, et Marilyn Denny, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction et placements, sous le nom de "Lowell Realty &

To carry on a business dealing in products and apparatus dealing in farming operations under the name of "Le Système Comptant Ltée", with a total capital stock of \$70,000, divided into 7,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15639-59)

**Librairie Parent et Beaupré Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Roger Parent, advocate, Marcel Beaupré, stationer, and Denyse Courchesne secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all school material such as writing-desks, desks, books and class supplies, under the name of "Librairie Parent et Beaupré Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5200 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15092-59)

**Lot 101 Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1959, incorporating: Sema Black, Bernice Borshy, secretaries, spinsters of the full age of majority, and Moses Moscovitch, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate, construction and investment company, under the name of "Lot 101 Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15769-59)

**Lowell Realty & Investment Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1959, incorporating: John L. Liberman, Alfred N. Segall, advocates, and Marilyn Denny, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a construction and investment company, under the name of "Lowell Realty

Investment Inc.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1541 rue Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15951-59)

**Martin Rentals Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, Arthur Garvis, étudiant en droit, et Jean Lewis, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre un commerce de location d'automobiles et camions, sous le nom de "Martin Rentals Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15807-59)

**M. & A. Wolfe Holding Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1959, constituant en corporation: Nathan Wolfe, administrateur, de Westmount, Norman N. Genser, de Hampstead, et Sydney Phillips, de Côte Saint-Luc, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "M. & A. Wolfe Holding Corp.", avec un capital total de \$253,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 2,500 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie "B", d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15848-59)

**Mil Brand Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss, avocats, et Asher Kahn, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises fabriquées en tout ou en partie de textiles, plastique, cuir, caoutchouc, bois, métal, papier, nylon, fourrure, verre et produits d'iceux, sous le nom de "Mil

& Investment Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 1541 Crescent Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15951-59)

**Martin Rentals Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Nathan Levitsky, advocate, Arthur Garvis, law student, and Jean Lewis, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To engage in the automobile and truck rental business, under the name of "Martin Rentals Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15807-59)

**M. & A. Wolfe Holding Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1959, incorporating: Nathan Wolfe, executive, of Westmount, Norman N. Genser, of Hampstead, and Sydney Phillips, of Côte St-Luc, both advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "M. & A. Wolfe Holding Corp.", with a total capital stock of \$253,000, divided into 1,000 common shares having a par value of \$1 each, 2,500 Class "A" preferred shares having a par value of \$100 each and 2,000 Class "B" preferred shares having a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15848-59)

**Mil Brand Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1959, incorporating: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss, advocates, and Asher Kahn, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise made in whole or in part of textiles, plastic, leather, rubber, wood, metal, paper, nylon, fur, glass and products of same, under the name of "Mil Brand Corpora-

Brand Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 16134-59)

**Morub Holdings Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1959, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Jason Ruby, avocat, Marc Beaudoin, étudiant en droit, tous deux de Montréal, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, de l'Île Perrot, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Morub Holdings Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 11535-59)

**National Rendering Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Joseph Mendelson, Lawrence Capelovitch, avocats, et Celia Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'enduits de ciment, sous le nom de "National Rendering Corp.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5758 rue McAleer, Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15678-59)

**Nefla Investments Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix octobre 1959, constituant en corporation: Abraham H. Crestohl, gérant, Donald W. Seal, avocat, tous deux de Montréal, et Harvey Crestohl, avocat, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'une compagnie d'immeubles, amélioration et placements, sous le nom de "Nefla Investments Corp.", avec un capital

total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16134-59)

**Morub Holdings Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1959, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Jason Ruby, advocate, Marc Beaudoin, student-at-law, both of Montreal, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Ile-Perrot, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Morub Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11535-59)

**National Rendering Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Joseph Mendelson, Lawrence Capelovitch, advocates, and Celia Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a rendering business, under the name of "National Rendering Corp.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5758 McAleer Street, Côte St-Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15678-59)

**Nefla Investments Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1959, incorporating: Abraham H. Crestohl, manager, Donald W. Seal, advocate, both of Montreal, and Harvey Crestohl, advocate, of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, improvement and investment company, under the name of "Nefla Investments Corp.", with a total

total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 385 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15853-59)

**New Roslind Groceteria Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Claude Guérin, de Laval-sur-le-Lac, Jean Gagnon, de Pierrefonds, tous deux avocats, et Jeanne Le Sieur, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'épicerie, sous le nom de "New Roslind Groceteria Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15726-59)

**New York Structural Steel Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze octobre 1959, constituant en corporation: Abe Budovitch, administrateur, Baruch Pollack, Harry Blank, avocats, et Rhoda Cohuen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de métaux, sous le nom de "New York Structural Steel Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15923-59)

**Niru Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Max S. Kaufman, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, et Oscar Respitz, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Niru Investments Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,000 actions, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of a par value of \$10 each and 385 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15853-59)

**New Roslind Groceteria Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Claude Guérin, of Laval-sur-le-Lac, Jean Gagnon, of Pierrefonds, both advocates, and Jeanne Le Sieur, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a grocery business under the name of "New Roslind Groceteria Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each and into 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15726-59)

**New York Structural Steel Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1959, incorporating: Abe Budovitch, executive, Baruch Pollack, Harry Blank, advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of metals, under the name of "New York Structural Steel Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15923-59)

**Niru Investments Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Max S. Kaufman, of Westmount, Joseph Roy Hoffman and Oscar Respitz, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Niru Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 1,000 Class "A" shares of a par value of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
P. FRENETTE.  
52499

(P.G. 15789-59)

**North American Handbags Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Samuel Chait, de Montréal, Harry L. Aronovitch, de Côte St-Luc, tous deux avocats, et John Hamilton, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierre précieuses, boissons gazeuses, livres et revues périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de "North American Handbags Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 395 rue Mayor, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
P. FRENETTE.  
52499

(P.G. 14628-59)

**Northland Acceptance Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Marcel Cinq-Mars, avocat, Alfred Leclerc, comptable, tous deux de Noranda, et Denise Corriveau, secrétaire, célibataire, de Rouyn, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance, sous le nom de "Northland Acceptance Corporation", avec un capital total de \$300,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
P. FRENETTE.  
52499

(P.G. 15916-59)

**Nouvelles de Ste-Geneviève Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Paul-L. Lamoureux, dessinateur, Jacques Lamoureux, avocat, tous deux de Lachine, et Claudette Martel, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15789-59)

**North American Handbags Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Samuel Chait, of Montreal, Harry L. Aronovitch, of Côte St. Luc, both advocates, and John Hamilton, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise made of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles, and perfumes, under the name of "North American Handbags Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 395 Mayor Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14628-59)

**Northland Acceptance Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Marcel Cinq-Mars, advocate, Alfred Leclerc, accountant, both of Noranda, and Denise Corriveau, secretary, spinster, of Rouyn, for the following purposes:

To carry on the business of a finance company, under the name of "Northland Acceptance Corporation", with a total capital stock of \$300,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$100 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15916-59)

**Nouvelles de Ste-Geneviève Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Paul-L. Lamoureux, draughtsman, Jacques Lamoureux, advocate, both of Lachine, and Claudette Martel, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

Commerce d'imprimeur, sous le nom de "Nouvelles de Ste-Genevieve Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15886, boulevard Gouin, ouest, Sainte-Genevieve-de-Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 11983-59)

**Old Hall Stream Cemetery**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de cimetiére, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour d'octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Glenduen W. Ladd, épouse séparée de biens de Harry H. Ladd, Mary Piper Marsh, épouse séparée de biens de Gordon Marsh, toutes deux de Canaan, dans l'état de Vermont, E.U.A. et toutes deux autorisées aux fins des présentes, par leur époux respectif, et Hazel K. Hall, veuve, de West Stewartstown, dans l'état de New Hampshire, E.U.A., toutes trois ménagères, pour les objets suivants:

Assumer le contrôle, l'entretien, l'administration et réunir les fonds nécessaires pour réadapter un certain terrain d'inhumation et cimetiére déjà existant mais n'appartenant pas à une congrégation ou société religieuse, ou à l'Église d'Angleterre ou aux catholiques romains et n'étant pas déjà constituée en corporation par la loi, lequel est, par absence de contrôle, entretien ou administration, tombé dans un état de délabrement et de désaffectation et localisé sur cette parcelle de terrain connue comme le lot cadastral cinq B (5B) du deuxième rang des plan cadastral et livre de renvoi du canton de Hereford, comté de Compton et district de St-François, sous le nom de "Old Hall Stream Cemetery".

Le siège social de la corporation sera à East Hereford, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'octobre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
52499 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 15791-59)

**Olympia Mining Exploration Ltd.  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1959, constituant en corporation: William Edgar Bronstetter, avocat, de Hampstead, Jessie Stein, Evelyn Lehman, Myrtle O'Connor et Patricia Scott, tous quatre sténographes, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations, pour découvrir des mines et minerais, et les négocier sous le nom de "Olympia Mining Exploration Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils

To carry on a business as printer, under the name of "Nouvelles de Ste-Genevieve Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 15886 Gouin Boulevard, West, Sainte-Genevieve-de-Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11983-59)

**Old Hall Stream Cemetery**

Notice is hereby given that under the provisions of the Cemetery Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Glenduen W. Ladd, wife separate as to property of Harry H. Ladd, Mary Piper Marsh, wife separate as to property of Gordon Marsh, both of Canaan, in the State of Vermont, U.S.A., and both duly authorized by their respective husbands for the purpose of these presents, and Hazel K. Hall, widow, of West Stewartstown, in the State of New Hampshire, U.S.A., all three housewives, for following purposes:

To assume the control, maintenance and management, and the raising of the necessary funds so to do, of that certain burial ground and cemetery already existing and not belonging to a religious congregation or society, or to the Church of England, or to Roman Catholics, and not already by law incorporated, which has through lack of control, maintenance and management, fallen into a dilapidated and discreditable condition, and located on that plot of land known as a cadastral lot five B (5B) in the second range on the cadastral plan and in the book of reference of the township of Hereford, in the county of Compton and district of St. Francis, under the name of "Old Hall Stream Cemetery".

The head office of the corporation will be at East Hereford, judicial district of Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of October, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,  
52499-o, Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 15791-59)

**Olympia Mining Exploration Ltd.  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1959, incorporating: William Edgar Bronstetter, advocate, of Hampstead, Jessie Stein, Evelyn Lehman, Myrtle O'Connor and Patricia Scott, all four stenographers, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, and to deal therein, under the name of "Olympia Mining Exploration Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount

auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15659-59)

**Ovide Guay & Fils Ltée**  
**Ovide Guay & Son Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Thomas Saulnier, comptable, André Guay, entrepreneur, et Mme Lisette Guay, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Guay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "Ovide Guay & Fils Ltée — Ovide Guay & Son Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15766-59)

**Paul's Meat & Sausage Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1959, constituant en corporation: Paul Csaby, marchand, de Mont-Royal, Gabriel Argyelan, marchand, et Akos de S. Muszka, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de provisions et produits alimentaires, sous le nom de "Paul's Meat & Sausage Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 82 est rue Prince-Arthur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15796-59)

**Perfection Footwear Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Josef Friedman, Mischa Frymer, Abraham Borenstein et Nathan Szmigold, tous travailleurs de chaussures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de souliers, bottines et autres chaussures, sous le nom de "Perfection

of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15659-59)

**Ovide Guay & Fils Ltée**  
**Ovide Guay & Son Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Thomas Saulnier, accountant, André Guay, contractor, and Mrs. Lisette Guay, housewife, wife separate as to property of the said André Guay, and duly authorized by him for these presents, all of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Ovide Guay & Fils Ltée — Ovide Guay & Son Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15766-59)

**Paul's Meat & Sausage Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1959, incorporating: Paul Csaby, merchant, of Mount Royal, Gabriel Argyelan, merchant, and Akos de S. Muszka, lawyer, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of provisions and food products, under the name of "Paul's Meat & Sausage Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 82 Prince Arthur Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15796-59)

**Perfection Footwear Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1959, incorporating: Josef Friedman, Mischa Frymer, Abraham Borenstein and Nathan Szmigold, all Shoe Workers, of Montreal, for the following purposes:

To deal in shoes, boots and other footwear, under the name of "Perfection Footwear Co."

Footwear Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15932-59)

**Pharmacie Vétérinaire Dr. Grignon Ltée  
Dr. Grignon Veterinary Pharmacy Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: J.-Claude Nolin, René Talbot et Gilles Poirier, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en gros seulement de spécialités médicales, vétérinaires ou autres, de préparations pharmaceutiques, chimiques ou médicales de toutes sortes, sous le nom de "Pharmacie Vétérinaire Dr. Grignon Ltée — Dr. Grignon Veterinary Pharmacy Ltd.", avec un capital divisé en 499 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$2,495.00.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15895-59)

**Placements Nordex Inc.  
Nordex Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Jean Bourbonnière, agent, Charles Bourbonnière, commerçant, et Anita Lachapelle Bourbonnière, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Bourbonnière, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Placements Nordex Inc. — Nordex Investments Inc.", avec un capital divisé en 800 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$4,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15805-59)

**Pomona Development Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1959, constituant en corporation: Abraham Feiner, Albert Marcus, et

with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15932-59)

**Pharmacie Vétérinaire Dr. Grignon Ltée  
Dr. Grignon Veterinary Pharmacy Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Company Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: J.-Claude Nolin, René Talbot, and Gilles Poirier, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a wholesale business only in medical, veterinary or otherwise specialties, in pharmaceutical, chemical or medical preparations of all kinds, under the name of "Pharmacie Vétérinaire Dr. Grignon Ltée — Dr. Grignon Veterinary Pharmacy Ltd.", with a capital stock divided into 499 shares without nominal or par value and the amount with which the company shall start its operations is \$2,495.00.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15895-59)

**Placements Nordex Inc.  
Nordex Investments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Jean Bourbonnière, agent, Charles Bourbonnière, tradesman, and Anita Lachapelle Bourbonnière, housewife, wife separate as to property of the said Jean Bourbonnière, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as an investment company under the name of "Placements Nordex Inc. — Nordex Investments Inc.", with a capital stock divided into 800 shares without nominal or par value and the amount with which the company shall start its operations is \$4,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15805-59)

**Pomona Development Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1959, incorporating: Abraham Feiner, Albert Marcus and Isidore Reuben

Isidore Reuben Prazoff, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles sous le nom de "Pomona Development Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15231-59)

**Preferred Properties & Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Jean-Louis Frappier, de Beaconsfield, Joseph Philip Zako, de Montréal, tous deux représentants en commerce de placements, et Bogdan Anthony Lewandowski, avocat et conseil en loi de la Reine, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce général de placements et agir comme courtier, sous le nom de "Preferred Properties & Investments Ltd.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15646-59)

**Punch Design Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Frede Kruse, Tye Andersen, tous deux de Montréal, Robert Sthnaithmann et Oskar Sthnaithmann, de St-Jean, tous manufacturiers, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de décorateurs, sous le nom de "Punch Design Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2505, rue Maplewood, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15945-59)

**Quirion & Fortin Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1959, constituant en corporation: Conrad Quirion, St-Georges Fortin, tous deux garagistes, Armandine Boucher Quirion, ménagère, épouse commune en biens dudit Conrad Quirion, et Thérèse Gilbert Fortin, mé-

Prazoff, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Pomona Development Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 5,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15231-59)

**Preferred Properties & Investments Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Jean-Louis Frappier, of Beaconsfield, Joseph Philip Zako, of Montreal, both investment representatives, and Bogdan Anthony Lewandowski, advocate and Queen's Counsel, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general investment and brokerage business, under the name of "Preferred Properties & Investments Ltd.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15646-59)

**Punch Design Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Frede Kruse, Tye Anderson, both of Montreal, Robert Sthnaithmann and Oskar Sthnaithmann, of St-Jean, all manufacturers, for the following purposes:

To carry on a business as decorators, under the name of "Punch Design Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2505 Maplewood Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15945-59)

**Quirion & Fortin Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1959, incorporating: Conrad Quirion, St-Georges Fortin, both garage-keepers, Armandine Boucher, Quirion, housewife, wife common as to property of the said Conrad Quirion, and Thérèse Gilbert Fortin, housewife,

nagère, épouse séparée de biens dudit St-Georges Fortin, tous de St-Georges-de-Beauce, pour les objets suivants:

Commerce de garagiste et de quincaillier, sous le nom de "Quirion & Fortin Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Georges-de-Beauce, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15124-59)

**Raymond & Fernet Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1959, constituant en corporation: Claude Beaugard, Georges Beaugard, Henri Messier, notaires, et Gérard Bissonnette, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'assurance et de placements, sous le nom de "Raymond & Fernet Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 16078-59)

**Regimental Supply Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: J.-Rolland Gagnon, huissier, de Ste-Foy, J.-Édouard Talbot, garagiste, de Québec, et Delphis Gagnon, employé civil, de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Regimental Supply Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15947-59)

**Richelieu Développement Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Maurice Clark, Maurice Lapointe, Jean-Noël Godin, tous trois de Saint-Jean, et François Krakowski, de Montréal, tous marchands, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sus le nom de "Richelieu

wife separate as to property of the said St-Georges Fortin, all of St-Georges-de-Beauce, for the following purposes:

To carry on a business dealing as garage-keepers and hardware dealers under the name of "Quirion & Fortin Ltée" with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Georges-de-Beauce, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15124-59)

**Raymond & Fernet Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1959, incorporating: Claude Beaugard, Georges Beaugard, Henri Messier, notaries, and Gérard Bissonnette, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in insurance and investments, under the name of "Raymond & Fernet Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16078-59)

**Regimental Supply Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: J.-Rolland Gagnon, bailiff, of Ste-Foy, J.-Édouard Talbot, garage-keeper, of Québec, and Delphis Gagnon, civil employee, of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing, under the name of "Regimental Supply Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15947-59)

**Richelieu Développement Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Maurice Clark, Maurice Lapointe, Jean-Noël Godin, all three of St-Jean, and François Krakowski, of Montreal, all merchants, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Richelieu Déve-

Développement Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15890-59)

**Robert & Robert Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Camille Messara, Jean Cormier, avocats, et Suzanne Côté, secrétaire, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de "Robert & Robert Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-François-Xavier-de-Brompton, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 12507-59)

**Robin Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1959, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, Katherine Ingledew, sténographe, célibataire, et Joseph Nuss, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Robin Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15875-59)

**Rolay Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Fernand Beauregard, Alexander Biega, avocats, et Hendrik Kooiman, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Rolay Construction Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 676, avenue Outremont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

veloppement Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15890-59)

**Robert & Robert Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Camille Messara, Jean Cormier, advocates, and Suzanne Côté, secretary, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business as lumber merchants, under the name of "Robert & Robert Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-François-Xavier-de-Brompton, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12507-59)

**Robin Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1959, incorporating: Daniel Kingstone, advocate, Katherine Ingledew, stenographer, spinster, and Joseph Nuss, student, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Robin Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15875-59)

**Rolay Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Fernand Beauregard, Alexander Biega, advocates, and Hendrik Kooiman, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "Rolay Construction Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 676 Outremont Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15999-59)

**Ste-Julienne Auto Parts Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1959, constituant en corporation: Marcel-G. Guilbault, avocat, Rita Lévesque et Liette Riopel, secrétaires, célibataires majeures et usant de leurs droits, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles et de leurs accessoires, sous le nom de "Ste-Julienne Auto Parts Limited", avec un capital total de \$3,000, divisé en 3,000 actions communes de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Julienne-de-Rawdon, comté de Montcalm, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15906-59)

**St. Michel Apartments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1959, constituant en corporation: Gilles Beaupré, avocat, Netty Mol et Lillian Lazare, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "St. Michel Apartments Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15914-59)

**St. Michel Auto Body Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Marguerite Morga, de St-Michel, Pauline Huneault et Yvette Théroix, de Montréal, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, moteurs, machines et de tous leurs accessoires et parties, sous le nom de "St. Michel Auto Body Co. Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7980, 15ième avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15999-59)

**Ste-Julienne Auto Parts Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1959, incorporating: Marcel-G. Guilbault, advocate, Rita Lévesque and Liette Riopel, secretaries, spinsters of full age and in use of their rights, all of Joliette, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and their accessories, under the name of "Ste-Julienne Auto Parts Limited", with a total capital stock of \$3,000, divided into 3,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Sainte-Julienne-de-Rawdon, county of Montcalm, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15906-59)

**St. Michel Apartments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1959, incorporating: Gilles Beaupré, advocate, Netty Mol and Lillian Lazare, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "St. Michel Apartments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15914-59)

**St. Michel Auto Body Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Marguerite Morga, of St-Michel, Pauline Huneault, and Yvette Théroix, of Montreal, all three secretaries, spinsters of full age, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles, motors, machines and all their accessories and spare parts, under the name of "St. Michel Auto Body Co. Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7980, 15th Avenue, Saint-Michel, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15893-59)

**St. Sulpice Development Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Michaël Garber, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Harry Yohalem Garber, avocats, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, et construction, sous le nom de "St. Sulpice Development Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15993-59)

**Savaria Transport Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1959, constituant en corporation: Valmore Savaria, industriel, de Montréal, Guy Chartrand, gérant, et Françoise Coron, avocat, tous deux de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de "Savaria Transport Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10600, rue Balzac, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15913-59)

**Script-Bureau Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Jacques Marquis, André Marceau, Marc Jessop, tous trois avocats, et Denise Samson, secrétaire, célibataire majeure, tous de Québec, pour les objets suivants:

Créer ou faire créer des scripts, scénarios, textes, idées ou formats de programmes radio-phoniques, télévisuels, cinématographiques ou dramatiques dans le but de les exploiter ou de les vendre, sous le nom de "Script-Bureau Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes de \$1 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15893-59)

**St. Sulpice Development Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October 1959, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Harry Yohalem Garber, advocates, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment and construction company, under the name of "St. Sulpice Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15993-59)

**Savaria Transport Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1959, incorporating: Valmore Savaria, industrialist, of Montreal, Guy Chartrand, manager, and François Coron, advocate, both of Montreal-North, for the following purposes:

To transport merchandise of all kinds, under the name of "Savaria Transport Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10600 Balzac Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15913-59)

**Script-Bureau Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Jacques Marquis, André Marceau, Marc Jessop, all three advocates, and Denise Samson, secretary, spinster, all of Quebec, for the following purposes:

To create, or have created, scripts, scenarios, texts, ideas or formats of radio, television, cinematographical or dramatical programs for exploitation or to sell them, under the name of "Script-Bureau Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and into 3,600 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15771-59)

**Skyben Fabrics Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1959, constituant en corporation: Reuben Yumanski, marchand, David Litner, avocat, tous deux de Montréal, et Samuel Moskovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de textiles, tissus, cotons, lainages, soies, tissus à doublures, toiles, marchandises sèches, nouveautés, menus articles, outillage commercial et industriel, sous le nom de "Skyben Fabrics Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15924-59)

**Smart Sue Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, Leonard Liverman et Julius Briskin, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires de toutes descriptions, sous le nom de "Smart Sue Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15881-59)

**Sono Services Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Yvon Hurteau, technicien, de Montréal, Guy Brouillette, technicien, et Gisèle Brouillette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Guy Brouillette, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'ameublements de bureaux, fournitures et accessoires, sous le nom de "Sono Services Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15771-59)

**Skyben Fabrics Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1959, incorporating: Reuben Yumanski, merchant, David Litner, advocate, both of Montreal, and Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in textiles, fabrics, cottons, woollens, silks, linings, linens, dry goods, novelties, small-ware, commercial and industrial equipment, under the name of "Skyben Fabrics Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15924-59)

**Smart Sue Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Arthur Yanofsky, Leonard Liverman and Julius Briskin, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of every description, under the name of "Smart Sue Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,500 preferred shares of a par value of \$10 each and 5,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15881-59)

**Sono Services Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Yvon Hurteau, technician, of Montreal. Guy Brouillette, technician, and Gisèle Brouillette, housewife, wife separate as to property of the said Guy Brouillette, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Montreal North, for the following purposes:

To deal in office furniture, supplies and accessories, under the name of "Sono Services Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera 1510 rue Drummond, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15876-59)

**Starbrite Fashions Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Allan Marcus, David Kirshenblatt, Wm. Hollister Wilson, tous trois avocats, et Lucille Blagdon, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Blagdon, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de textiles et articles vestimentaires, sous le nom de "Starbrite Fashions Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15872-59)

**Steesons Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois octobre 1959, constituant en corporation: Murray Lapin, de Hampstead, Alan B. Gold, et Morris M. Weiner, tous deux de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et revues périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de "Steesons Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15775-59)

**The Tweed Shoppe Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1959, constituant en corporation: Rose Goldstein Mendelman, ménagère, épouse séparée de biens de Leo Mendelman, et

The head office of the company will be at 1510 Drummond Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15876-59)

**Starbrite Fashions Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Allan Marcus, David Kirshenblatt, Wm. Hollister Wilson, all three advocates, and Lucille Blagdon, secretary, wife separate as to property of Pierre Blagdon, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in textiles and wearing apparel, under the name of "Starbrite Fashions Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15872-59)

**Steesons Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1959, incorporating: Murray Lapin, of Hampstead, Alan B. Gold and Morris M. Weiner, both of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in merchandise made of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Steesons Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15775-59)

**The Tweed Shoppe Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1959, incorporating: Rose Goldstein Mendelman, housewife, wife separate as to property of Leo Mendelman, and duly

dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Gilles Beaupré, avocat, et Netty Mol, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires de toutes descriptions, pour hommes, femmes et enfants, meubles, bijouterie, souliers et chaussures de toutes descriptions, menus articles, marchandises de sport et textiles, sous le nom de "The Tweed Shoppe Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15961-59)

**Topsail Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Lionel Albert Sperber, avocat et conseil en loi de la Reine, Rita Segal, secrétaire, fille majeure, et Harry Segal, vendeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Topsail Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15966-59)

**Topstyle Thread Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: John Herschorn, avocat, Patricia Hyland Herschorn, secrétaire, épouse séparée de biens dudit John Herschorn, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Jack Samuel Gruman, dentiste, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des fils et corde fabriqués de laine, coton, toile, substances synthétiques et dérivés d'iceux, sous le nom de "Topstyle Thread Inc." avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 372 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

authorized by him for the purpose of these presents, Gilles Beaupré, advocate, and Netty Mol, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in men's, ladies' and children's wearing apparel of every description, furniture, jewelry, shoes and footwear of every description, small-wares, sporting goods and textiles, under the name of "The Tweed Shoppe Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15961-59)

**Topsail Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Lionel Albert Sperber, advocate and Queen's Counsel, Rita Segal, secretary, spinster of the full age of majority, and Harry Segal, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Topsail Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 5,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15966-59)

**Topstyle Thread Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: John Herschorn, advocate, Patricia Hyland Herschorn, secretary, wife separate as to property of the said John Herschorn, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Jack Samuel Gruman, dentist, all of Montreal, for the following purposes:

To deal with threads and twine made of wool, cotton, linen, synthetics and derivatives thereof, under the name of "Topstyle Thread Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 372, St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12985-59)

**Trans-Vision de Danville Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Gérard Morin, machiniste, d'Asbestos, Mlle Marie-Ange Morin, garde-malade, Mlle Bertha Morin, secrétaire, Roger Morin, marchand, et André Morin, technicien, tous quatre de Danville, pour les objets suivants:

Bâtir, ériger, installer et diriger un ou des réseau (x) de télédiffusion, sous le nom de "Trans-Vision de Danville Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chaque.

Le siège social de la compagnie sera à Danville, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 12985-59)

**Trans-Vision de Danville Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Gérard Morin, machiniste, of Asbestos, Miss Marie-Ange Morin, nurse, Miss Bertha Morin, secretary, Roger Morin, merchant, and André Morin, technician, all four of Danville, for the following purposes:

To build, erect, install and direct one or more broadcasting systems under the name of "Trans-Vision de Danville Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Danville, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11133-59)

**Ukrainian Canadian Professional and Businessmen's Association**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1959, constituant en corporation: sans capital-actions: Dr Ihor Fediw, Ph. D. professeur d'université, Rostyslaw Zerebecky, Eugene Senyshyn, tous deux courtiers en immeubles, Eugene Oryschuk, comptable, Jaroslaw Serbyn, libraire, P. Hrynewych, homme d'affaires, Dr Stephen E. Klemchuck, Dr Paul Taraszczuk, tous deux médecins, V. A. Oneskiw, Theodore F. Parkin, tous deux fabricants, E. Wasylshen, représentant de relations publiques, Julian Hlushewsky, fourreur, Nicolas Hrab, importateur, Michael Logush, courtier d'assurances, Basil Danchyshen, de Montréal, tous les quinze de Montréal, Dr Severin Hlensky, médecin de Saint-Michel, et Dimitri Bernec, fleuriste, de LaSalle, pour les objets suivants:

Réunir en une association des personnes d'origine ou descendance ukrainienne, résidant dans la province de Québec, pour aider favoriser l'industrie, le commerce, le bien-être professionnel et général de ses membres, sous le nom de "Ukrainian Canadian Professional and Businessmen's Association".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$150,000.

Le siège social de la corporation sera 351 Place Royale, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(A.G. 11133-59)

**Ukrainian Canadian Professional and Businessmen's Association**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Ihor Fediw, Ph. D. University Professor, Rostyslaw Zerebecky, Eugene Senyshyn, both real estate brokers, Eugene Oryschuk, accountant, Jaroslaw Serbyn, library owner, P. Hrynewych, businessman, Dr. Stephen E. Klemchuck, Dr. Paul Taraszczuk, both physicians, V. A. Oneskiw, Theodore F. Parkin, both manufacturers, E. Wasylshen, public relations representant, Julian Hlushewsky, furrier, Nicolas Hrab, importer, Michael Logush, insurance broker, Basil Danchyshen, advocate, all fifteen of Montreal, Dr. Severin Hlensky, physician, of Saint Michel, and Dimitri Bernec, florist, of LaSalle, for the following purposes:

To unite in an association persons of Ukrainian origin or descent residing in the Province of Quebec, to help foster the trade, business, profession and general welfare of its members, under the name of "Ukrainian Canadian Professional and Businessmen's Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$150,000.

The head office of the corporation will be at 351 Place Royale, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15900-59)

**Ungava Steel Industries Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1959, constituant en corporation: Paul Lemieux, de Beloeil, Jean-Paul Fortin, de Montréal, tous deux avocats, et Mar-

(A.G. 15900-59)

**Ungava Steel Industries Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1959, incorporating: Paul Lemieux, of Beloeil, Jean-Paul Fortin, of Montreal, both advocates, and Marcelle Roy,

celle Roy, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'aluminium, cuivre, zinc, fer, bois et de tous autres produits naturels du même genre, sous le nom de "Ungava Steel Industries Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1195, rue Montcalm, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15948-59)

**Valmour Realty & Development Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Robert Sitrit, agent d'immeubles, Robert Brettschneider, fabricant, et Albert Gomberg, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction et faire le commerce de certains immeubles, sous le nom de "Valmour Realty & Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3500 avenue Ridgewood, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15982-59)

**Ville de Brossard Golf & Country Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Nicolas Mateesco, avocat, Monica Berzeanu Mateesco, professeur, épouse séparée de biens dudit Nicolas Mateesco, d'après la loi de la Roumanie, tous deux de Montréal, et Florence Goulet Sénécal, secrétaire publique, épouse séparée de biens de George Sénécal, d'Outremont, pour les objets suivants:

Former et diriger un club de golf, sous le nom de "Ville de Brossard Golf & Country Club Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15826-59)

**Webster Realities Co. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

secretary, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in aluminum, copper, zinc, iron, lumber and in all other natural products of the same kind, under the name of "Ungava Steel Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1195 Montcalm Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15948-59)

**Valmour Realty & Development Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Robert Sitrit, realtor, Robert Brettschneider, manufacturer, and Albert Gomberg, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a construction company and to deal in certain real estate, under the name of "Valmour Realty & Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3500 Ridgewood Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15982-59)

**Ville de Brossard Golf & Country Club Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Nicolas Mateesco, advocate, Monica Berzeanu Mateesco, professor, wife separate as to property of the said Nicolas Mateesco, according to the law of Roumania, both of Montreal, and Florence Goulet Sénécal, public secretary, wife separate as to property of George Sénécal, of Outremont, for the following purposes:

To form and direct a golf club under the name of "Ville de Brossard Golf & Country Club Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15826-59)

**Webster Realities Co. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1959, constituant en corporation: Reuben Spector, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Dov Kravetz et Ben Schecter, de Montreal, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles, construction, et placements, sous le nom de "Webster Realities Co. Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 260 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

(P.G. 15934-59)

#### Wellie Munroe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1959, constituant en corporation: Wellie Munroe, épiciier, Antoinette Létourneau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Wellie Munroe, Benoît Bouchard, courtier, et Jacqueline Bélanger Bouchard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Benoît Bouchard, tous de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de produits alimentaires, sous le nom de "Wellie Munroe Inc.", avec un capital total de \$20,000; divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 606, rue Richelieu, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15730-59)

#### Z. Balogh Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize octobre 1959, constituant en corporation: Alexander Biega, Fernand Beauregard, avocats, et Hendrik Kooiman, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et assurances, sous le nom de "Z. Balogh Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7495 avenue Birnam, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1959, incorporating: Reuben Spector, Queen's Counsel, of Westmount, Dov Kravetz and Ben Schecter, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To act as a real estate, construction and investment company, under the name of "Webster Realities Co. Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 260 preferred shares of a par value of \$100 each and 400 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15934-59)

#### Wellie Munroe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1959, incorporating: Wellie Munroe, grocer, Antoinette Létourneau, housekeeper, wife separate as to property of the said Wellie Munroe, Benoît Bouchard, broker, and Jacqueline Bélanger Bouchard, housewife, wife separate as to property of the said Benoît Bouchard, all of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture, food products under the name of "Wellie Munroe Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 606 Richelieu Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15730-59)

#### Z. Balogh Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1959, incorporating: Alexander Biega, Fernand Beauregard, advocates, and Hendrik Kooiman, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and insurance, under the name of "Z. Balogh Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7495 Birnam Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499-o Acting Deputy Attorney General.

**Lettres patentes supplémentaires**

**Supplementary Letters Patent**

(P.G. 15619-59)

**A. D. McGibbon & Sons Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf octobre 1959, à la compagnie "A. D. McGibbon & Sons Limited", 1° modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses 1,755 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$53,775 à \$300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 49,245 actions privilégiées de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o **P. FRENETTE.**

(P.G. 15925-59)

**Alfred Lambert Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six octobre 1959, à la compagnie "Alfred Lambert Inc.", augmentant son capital de \$666,000 à \$1,166,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 25,000 actions privilégiées rachetables 6½% cumulatif (1959) de \$20 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o **P. FRENETTE.**

(P.G. 14351-59)

**Anjou Industrial Park Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente octobre 1959, à la compagnie "Anjou Industrial Park Ltd.", modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o **P. FRENETTE.**

(P.G. 16017-59)

**Antonio Bureau Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre novembre 1959, à la compagnie "Antonio Bureau Limitée", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o **P. FRENETTE.**

(P.G. 15889-59)

**Brind'Amour & Fils Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six octobre 1959,

(A.G. 15619-59)

**A. D. McGibbon & Sons Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated nineteenth day of October, 1959, to the company "A. D. McGibbon & Sons Limited", 1. amending the privileges and restrictions attached to its 1,755 preferred shares of \$100 each; 2. increasing its capital stock of \$53,775 to \$300,000, the additional capital stock being divided into 49,245 preferred shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1959.

**P. FRENETTE,**  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15925-59)

**Alfred Lambert Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-sixth day of October, 1959, to the company "Alfred Lambert Inc." increasing its capital stock from \$666,000 to \$1,166,000, the additional capital stock being divided into 25,000 redeemable preferred cumulative 6½% (1959) shares of \$20 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

**P. FRENETTE,**  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14351-59)

**Anjou Industrial Park Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of October, 1959, to the company "Anjou Industrial Park Ltd.", amending the provisions of its letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1959.

**P. FRENETTE,**  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16017-59)

**Antonio Bureau Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of November, 1959, to the company "Antonio Bureau Limitée", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1959.

**P. FRENETTE,**  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15889-59)

**Brind'Amour & Fils Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, date the twenty-sixth day of October, 1959, to the com-

à la compagnie "Brind'Amour & Fils Inc.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15537-59)

**Defrostomatic Co. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier octobre 1959, à la compagnie "Defrostomatic Co. Limited", subdivisant et convertissant 500 de ses actions communes de \$100 chacune en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 16048-59)

**Duval & Raymond Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux octobre 1959, à la compagnie "Duval & Raymond Inc.", 1° convertissant 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 13764-59)

**Hochelaga Petroleum (Sorel) Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept octobre 1959, à la compagnie "Wilfrid Chapdelaine Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 22 juin 1959, 1° changeant son nom en celui de "Hochelaga Petroleum (Sorel) Ltd"; 2° réduisant le nombre de ses directeurs de cinq (5) à trois (3).

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 16043-59)

**Hôtel Canada Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf octobre 1959, à la compagnie "Hôtel Canada Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 juin 1959, changeant son nom en celui de "Hôtel Canada Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

pany "Brind'Amour & Fils Inc.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15537-59)

**Defrostomatic Co. Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the first day of October, 1959, to the company "Defrostomatic Co. Limited", subdividing and converting 500 of its common shares of \$100 each into 5,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16048-59)

**Duval & Raymond Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of October, 1959, to the company "Duval & Raymond Inc.", 1. converting 1,000 common shares of \$100 each into 1,000 preferred shares of \$100 each; 2. amending the provisions of its letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13764-59)

**Hochelaga Petroleum (Sorel) Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-seventh day of October, 1959, to the company "Wilfrid Chapdelaine Inc.", incorporated under Part I of the said Quebec Companies Act, by letters patent, of June 22nd, 1959, 1. changing its name into "Hochelaga Petroleum (Sorel) Ltd"; 2. reducing the number of its directors from five (5) to three (3).

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16043-59)

**Hôtel Canada Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of October, 1959, to the company "Hôtel Canada Limitée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of June 19, 1959, changing its name into that of "Hôtel Canada Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15697-59)

**Jacoby's House of Antiques Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuf octobre 1959, à la compagnie "Jacoby's House of Antiques Co. Ltd.", augmentant son capital de \$40,000 à \$50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions classe "A" de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 15697-59)

**Jacoby's House of Antiques Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the ninth day of October, 1959, to the company "Jacoby's House of Antiques Co. Ltd.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$50,000, the additional capital stock being divided into 1,000 class "A" shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15989-59)

**Java Food Products Ltd-Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept octobre 1959, à la compagnie "J. A. Simard & Compagnie Limitée — J. A. Simard & Company Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes du 20 février 1946, changeant son nom en celui de "Java Food Products Ltd-Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 15989-59)

**Java Food Products Ltd-Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-seventh day of October, 1959, to the company "J. A. Simard & Compagnie Limitée — J. A. Simard & Company Limited", incorporated under Part I of the said Quebec Companies Act, by letters patent, of February 20, 1946, changing its name into "Java Food Products Ltd-Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15582-59)

**London Mfg. Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept octobre 1959, à la compagnie "London Mfg. Co. Ltd.", augmentant son capital de \$20,000 à \$170,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 15582-59)

**London Mfg. Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventeenth day of October, 1959, to the company "London Mfg. Co. Ltd." increasing its capital stock from \$20,000 to \$170,000, the additional capital stock being divided into 1,500 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15864-59)

**Marché A. Bélanger Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois octobre 1959, à la compagnie "Salaison Populaire Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 6 décembre 1957, changeant son nom en celui de "Marché A. Bélanger Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 15864-59)

**Marché A. Bélanger Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of October, 1959, to the company "Salaison Populaire Limitée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of December 6, 1957, changing its name into that of "Marché A. Bélanger Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15661-59)

**Maurice Pollack Realty Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 15661-59)

**Maurice Pollack Realty Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huit octobre 1959, à la compagnie "Maurice Pollack Realty Company Limited", modifiant les droits, privilèges et restrictions attachés à ses actions classe "B".

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15714-59)

**McLean Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux octobre 1959, à la compagnie "McLean Investments Ltd.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15020-59)

**Northeast Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept octobre 1959, à la compagnie "Northeast Investment Corporation", 1° réduisant son capital de \$100,000 à \$36,000, le capital-actions annulé étant divisé en 6,400 actions non émises de \$10 chacune; 2° augmentant son capital ainsi réduit de \$36,000 à \$336,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 30,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15842-59)

**Park Avenue Radio Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt octobre 1959, à la compagnie "Park Avenue Radio Company", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15713-59)

**Paul Bergeron Automobile Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept octobre 1959, à la compagnie "Paul Bergeron Automobile Inc.", augmentant son capital de \$40,000 à \$75,000, le capital actions additionnel étant divisé en 7,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighth day of October, 1959, to the company "Maurice Pollack Realty Company Limited", amending the rights, privileges and restrictions attached to its class "B" shares.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15714-59)

**McLean Investments Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of October, 1959, to the company "McLean Investments Ltd.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15020-59)

**Northeast Investment Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventh day of October, 1959, to the company "Northeast Investment Corporation", 1. reducing its capital stock from \$100,000 to \$36,000, the cancelled capital stock being divided into 6,400 unissued shares of \$10 each; 2. increasing its capital stock thus reduced from \$36,000 to \$336,000, the additional capital stock being divided into 30,000 preferred shares of \$10 each.

— Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15842-59)

**Park Avenue Radio Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twentieth day of October, 1959, to the company "Park Avenue Radio Company", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15713-59)

**Paul Bergeron Automobile Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-seventh day of October, 1959, to the company "Paul Bergeron Automobile Inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$75,000, the additional capital stock being divided into 7,000 common shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15621-59)

**Princess Furriers Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept octobre 1959, à la compagnie "Princess Furriers Inc.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 15621-50)

**Princess Furriers Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventh day of October, 1959, to the company "Princess Furriers Inc.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10158-59)

**Quemont Engineering Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente octobre 1959, à la compagnie "Quemont Engineering Ltd.", 1° réduisant son capital de \$215,000 à \$15,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° convertissant ses 7,500 actions classes "A" de \$1 chacune et ses 7,500 actions classe "B" de \$1 chacune en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 10158-59)

**Quemont Engineering Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of October, 1959, to the company "Quemont Engineering Ltd.", 1. reducing its capital stock from \$215,000 to \$15,000, the cancelled capital stock being divided into 2,000 preferred shares of \$100 each; 2. converting its 7,500 class "A" shares of \$1 each and its 7,500 classes "B" shares of \$1 each into 15,000 common shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15964-59)

**Rica Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf octobre 1959, à la compagnie "Rica Biscuits Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 13 août 1951, sous le nom primitif de "Toledo Biscuits Ltée", lequel nom primitif a été changé en celui de "Rica Biscuits Ltée", par lettres patentes supplémentaires du 25 octobre 1951, 1° changeant son nom en celui de "Rica Corporation"; 2° subdivisant 1,500 actions communes de \$100 chacune en 15,000 actions communes de \$10 chacune; 3° convertissant 7,500 actions communes de \$10 chacune en 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune; 4° augmentant son capital de \$150,000 à \$225,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune; 5° changeant son siège social de la municipalité de Pont-Viau à Montréal; 6° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(A.G. 15964-59)

**Rica Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of October, 1959, to the company "Rica Biscuits Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of August 13, 1951, under the original name of "Toledo Biscuits Ltée", which primitive name has been changed into that of "Rica Biscuits Ltée", by supplementary letters patent of October 25, 1951, 1. changing its name into that of "Rica Corporation"; 2. subdividing 1,500 common shares of \$100 each into 15,000 common shares of \$10 each; 3. converting 7,500 common shares of \$10 each into 7,500 preferred shares of \$10 each; 4. increasing its capital stock from \$150,000 to \$225,000, the additional capital stock being divided into 7,500 preferred shares of \$10 each; 5. changing its head office from the municipality of Pont-Viau to Montreal; 6. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15375-59)

**Roberta Fashions Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux octobre 1959, à la compagnie "Robert K. Fashions Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite

(A.G. 15375-59)

**Roberta Fashions Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of October, 1959, to the company "Robert K. Fashions Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Com-

première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 16 avril 1958, changeant son nom en celui de "Roberta Fashions Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 16046-59)

**Rochester Mister Ease Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois novembre 1959, à la compagnie "Rochester Mister Ease Inc.", modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15926-59)

**Ron Sportswear Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept octobre 1959, à la compagnie "Skirt City Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 18 août 1959, changeant son nom en celui de "Ron Sportswear Co."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15583-59)

**Sabourin Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize octobre 1959, à la compagnie "Sabourin Electrical Supply (Châteauguay) Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 31 juillet 1957, changeant son nom en celui de "Sabourin Enterprises Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15262-59)

**Samuel Mintz Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois octobre 1959, à la compagnie "Mayfair Garment Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 27 janvier 1953, changeant son nom en celui de "Samuel Mintz Enterprises Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

panies Act, by letters patent of April 16, 1958, changing its name into that of "Roberta Fashions Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16046-59)

**Rochester Mister Ease Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the third day of November, 1959, to the company "Rochester Mister Ease Inc.", amending the provisions of its letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15926-59)

**Ron Sportswear Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-seventh day of October, 1959, to the company "Skirt City Inc.", incorporated under Part I of the said Quebec Companies Act, by letters patent, of August 18, 1959, changing its name into "Ron Sportswear Co."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15583-59)

**Sabourin Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of October, 1959, to the company "Sabourin Electrical Supply (Châteauguay) Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of July 31, 1957, changing its name into that of "Sabourin Enterprises Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15262-59)

**Samuel Mintz Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of October, 1959, to the company "Mayfair Garment Co. Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of January 27, 1953, changing its name into that of "Samuel Mintz Enterprises Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15990-59)

**Sanguinet Oil Products Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf octobre 1959, à la compagnie "Sanguinet Oil Products Ltd.", subdivisant ses 50 actions ordinaires de \$100 chacune en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-0 P. FRENETTE.

(A.G. 15990-59)

**Sanguinet Oil Products Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of October, 1959, to the company "Sanguinet Oil Products Ltd.", subdividing its 50 common shares of \$100 each into 5,000 common shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15837-59)

**Standard-Triumph (Quebec) Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq novembre 1959, à la compagnie "Standard Motors (Quebec) Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 25 mars 1954, changeant son nom en celui de "Standard-Triumph (Quebec) Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-0 P. FRENETTE.

(A.G. 15837-59)

**Standard-Triumph (Quebec) Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifth day of November, 1959, to the company "Standard Motors (Quebec) Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of March 25, 1954, changing its name into that of "Standard-Triumph (Quebec) Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15688-59)

**Supermarché M. J. Supermarket Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix octobre 1959, à la compagnie "Épicerie M. J. Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 22 juin 1959, changeant son nom en celui de "Supermarché M. J. Supermarket Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le dix octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-0 P. FRENETTE.

(A.G. 15688-59)

**Supermarché M. J. Supermarket Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of October, 1959, to the company "Épicerie M. J. Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of June 22, 1959, changing its name into that of "Supermarché M. J. Supermarket Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14694-59)

**The Italian Pentecostal Church of Canada**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf octobre 1959, à la corporation "Chiesa Christiana Pentecostale", constituée par lettres patentes du 14 janvier 1926, 1° changeant son nom en celui de "The Italian Pentecostal Church of Canada"; 2° réduisant le nombre de ses directeurs de sept à cinq; 3° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-0 P. FRENETTE.

(A.G. 14694-59)

**The Italian Pentecostal Church of Canada**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of October, 1959, to the corporation "Chiesa Christiana Pentecostale", incorporated by letters patent of January 14, 1926, 1. changing its name into that of "The Italian Pentecostal Church of Canada"; 2. reducing the number of its directors from seven to five; 3. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15747-59)

**The Morris Finance & Mortgage Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 15747-59)

**The Morris Finance & Mortgage Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-

province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze octobre 1959, à la compagnie "The Morris Finance & Mortgage Corporation", 1° subdivisant ses 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune; 2° convertissant 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune en 3,000 actions classe "A" de \$10 chacune; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes supplémentaires du 3 décembre 1956.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15843-59)

**The Royal Trust Company  
Mortgage Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt octobre 1959, à la compagnie "The Royal Trust Realty Company", constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 21 mars 1912, 1° changeant son nom en celui de "The Royal Trust Company Mortgage Corporation"; 2° convertissant ses 7,000 actions privilégiées de \$100 chacune en 7,000 actions ordinaires de \$100 chacune; 3° augmentant son capital de \$900,000 à \$5,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 41,000 actions ordinaires de \$100 chacune; 4° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

(P.G. 15899-59)

**Victor Development Corporation Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six octobre 1959, à la compagnie "The Victor Development Company Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 7 juillet 1958, changeant son nom en celui de "Victor Development Corporation Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
52499-o P. FRENETTE.

Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of October, 1959, to the company "The Morris Finance & Mortgage Corporation", 1. subdividing its 1,000 common shares of \$100 each into 10,000 common shares of \$10 each 2. converting 3,000 common shares of \$10 each into 3,000 class "A" shares of \$10 each; 3. amending the provisions of its supplementary letters patent of December 3, 1956.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15843-59)

**The Royal Trust Company  
Mortgage Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twentieth day of October, 1959, to the company "The Royal Trust Realty Company", incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act by letters patent of March 21, 1912, 1. changing its name into that of "The Royal Trust Company Mortgage Corporation"; 2. converting its 7,000 preferred shares of \$100 each into that of 7,000 common shares of \$100 each; 3. increasing its capital stock from \$900,000 to \$5,000,000, the additional capital stock being divided into 41,000 common shares of \$100 each; 4. amending the provisions of its letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15899-59)

**Victor Development Corporation Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-sixth day of October, 1959, to the company "The Victor Development Corporation Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of July 7, 1958, changing its name into that of "Victor Development Corporation Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,  
52499 Acting Deputy Attorney General.

**Demandes à la Législature**

GAÉTAN MARSAN

Avis public est par la présente, donné que Gaétan Marsan, couvreur de Ste-Julienne, comté de Montcalm, Province de Québec, s'adressera à la législature de la Province de Québec aussitôt que possible à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi intitulée: "Loi concernant le testament de Didace Lavoie"; laquelle loi aura pour effet de valider:

1° Une vente par Isidore Rondeau à Gaétan Marsan, le 26 octobre 1959, devant Me Jean-Paul Bonin, sous le numéro 8244 des minutes dudit notaire. Cette vente concerne un immeuble désigné comme suit audit acte:

**Applications to Legislature**

GAÉTAN MARSAN

Public notice is hereby given that Gaétan Marsan, roofer of Ste-Julienne, county of Montcalm, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, as soon as possible at its present session, for the adoption of an Act entitled "Act respecting the will of Didace Lavoie"; which Act shall have the effect of validating:

1. A sale by Isidore Rondeau to Gaétan Marsan, on October 26, 1959, before Me Jean-Paul Bonin, under number 8244 of the Minutes of the said notary. This sale concerns an immovable designated as follows in the deed:

Un emplacement faisant partie du lot originaire numéro neuf cent vingt et un (Partie 921) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Julienne, comté de Montcalm, ayant une superficie d'environ deux arpents, et bornée comme suit: au sud, par le chemin public, au nord, par la partie du même lot vendu par Joseph Collin & al, à Stanislas Simard & al, le quatre septembre mil neuf cent trente et un (1931), à l'est, par la partie du lot 923 du même cadastre, appartenant à Jos. Lavallée et Alfred Legault, à l'ouest, par le lot 925 appartenant à l'acquéreur et par une partie du lot 928 appartenant à Alexandre Perreault.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

2° Une vente par Alexandre Perreault à Gaëtan Marsan, passée devant Me Jean-Paul Bonin, notaire à Montréal, le 26 octobre 1959, sous le numéro 8245 des minutes dudit notaire. Cette vente comprenait les immeubles désignés comme suit audit acte, savoir:

1° Une terre située dans le rang de la Petite Rivière, Paroisse de Ste-Julienne, comté de Montcalm, comme sur le plan et livre de renvoi officiels, du cadastre de ladite paroisse, sous les numéros neuf cent vingt-six, neuf cent vingt-huit et neuf cent vingt-neuf.

Avec les bâtisses y érigées.

2° Une terre située dans le même rang, connue sur lesdits plan et livre de renvoi officiels comme faisant partie du lot numéro neuf cent quarante-quatre et des numéros neuf cent quarante-cinq et neuf cent quarante-six (P. N° 944, 945 et 946) bornée d'un bout par la petite rivière, en arrière et d'un côté au terrain de Azarie Beauchamp ou représentants, et de l'autre côté par Fabien Marsan ou représentants.

3° Un terrain situé dans le même rang, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de Ste-Julienne, sous le numéro neuf cent vingt (920).

4° Un lopin de terre connu sur lesdits plan et livre de renvoi officiels comme faisant partie de lot numéro neuf cent vingt et un (Partie 921) borné d'un bout au chemin du roi, d'un bout à la rivière, d'un côté au N° 928, et de l'autre côté à L. Henry.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Nonobstant la prohibition d'aliéner, stipulée au testament de feu Didace Lavoie et la condition faite par ledit testament, à Alexandre Perreault de ne pas recevoir ses parents.

Montréal, 4 novembre 1959.

1290 St-Denis, ch. 34.

Le Procureur de Gaëtan Marsan,  
52279-48-4-0 ROD. GARIÉPY.

#### LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA TUQUE

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'école pour la municipalité de la ville de La Tuque dans le comté de Laviolette s'adresseront à la Législature de Québec, à sa session actuellement en cours, pour faire insérer des dispositions les concernant dans le bill présenté par la ville de La Tuque à ladite Législature actuellement en session.

Ledit bill de la ville de La Tuque ayant pour objet de "faire ratifier son règlement numéro 441

An emplacement forming part of the original lot number nine hundred and twenty-one (Part 921) on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Julienne, county of Montcalm, having an area of about two arpents, and bounded as follows: on the south, by the public road, on the north, by that part of the same lot sold by Joseph Collin & al, to Stanislas Simard & al, on September fourth, one thousand nine hundred and thirty-one (1931), on the East, by that part of lot 923 of the same cadaster, belonging to Jos. Lavallée and Alfred Legault, on the west, by lot 925 belonging to the purchaser and by a part of lot 928 belonging to Alexandre Perreault.

As the whole is to be found presently with all the active and passive servitudes, apparent and unapparent attached to the said immovable.

2. A sale by Alexandre Perreault to Gaëtan Marsan, passed before Me Jean-Paul Bonin, notary at Montreal, on October 26, 1959, under number 8245 of the Minutes of the said notary. This was comprised of the immovables designated as follows in the said deed, to wit:

1. A farm situated in the range of Petite Rivière, parish of Ste-Julienne, county of Montcalm, as on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the said parish, under numbers nine hundred and twenty-six, nine hundred and twenty-eight, and nine hundred and twenty-nine.

With the buildings thereon erected.

2. A farm situated in the same range, as on the same official plan and in the book of reference as forming part of lot number nine hundred and forty-four and of numbers nine hundred and forty-five and nine hundred and forty-six (Pt. No. 944, 945 and 946) bounded at one end by the Petite Rivière, in rear and on one side by the land of Azarie Beauchamp or representatives, and on the other side by Fabien Marsan or representatives.

3. A lot of land situated in the same range, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadaster of Ste-Julienne, under number nine hundred and twenty (920).

4. A strip of land known on the said official plan and in the book of reference as forming part of lot number nine hundred and twenty-one (Part 921) bounded at one end of the King's highway, at one end by the river, on one side by No. 928, and on the other side, by L. Henry.

As the whole is presently to be found with all the active and passive servitudes, apparent and unapparent, attached to the said immovables.

Notwithstanding the prohibition to alienate, stipulated in the will of the late Didace Lavoie and conditions made by the said will, to Alexandre Perreault not to receive his relatives.

Montreal, November 4, 1959.

1290, St-Denis, Room 34.

52279-48-4 ROD. GARIÉPY,  
Attorney for Gaëtan Marsan.

#### THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF LA TUQUE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the town of La Tuque in the county of Laviolette will apply to the Legislature of Quebec, at the present session, to have certain provisions regarding them inserted in the bill to be presented by the town of La Tuque to the said Legislature at its present session.

The said bill of the town of La Tuque having for its object: "to have ratified its by-law number

concernant l'évaluation et les impositions foncières de St-Maurice Power Corporation dans la ville de La Tuque", les commissaires d'école susmentionnés demanderont qu'il y soit inséré les dispositions nécessaires aux intérêts de l'éducation et à la bonne administration de leurs affaires de même qu'à la sauvegarde, au respect et à l'exercice de leurs droits et des droits de leurs contribuables en ce qui concerne l'évaluation et les impositions foncières de St-Maurice Power Corporation Limited dans la ville de La Tuque.

La Tuque, 18 novembre 1959.

Les Procureurs des Commissaires  
d'école de la municipalité de La  
Tuque dans le comté de Laviolette,  
JEAN-MARIE CARRIER,  
JEAN-MARIE BUREAU, C.R.

52286-48-4-0

441 concerning the valuation and taxation of Saint-Maurice Power Corporation's real property within the town of La Tuque" the abovementioned School Commissioners will request that there be inserted therein provisions necessary for the educational interests and proper administration of their affairs as well as for the protection of their rights and those of their taxpayers in the valuation and taxation of St. Maurice Corporation Limited's real property within the town of La Tuque.

La Tuque, November 18th, 1959.

JEAN-MARIE CARRIER,  
JEAN-MARIE BUREAU, Q.C.,  
Attorneys for the School Commis-  
sioners of the municipality of La  
Tuque, in the county of Laviolette.

52286-48-4-0

#### L'INDUSTRIELLE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

Avis est par les présentes donné que "L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie" s'adressera à la Législature de Québec à sa présente session afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

1. Pour autoriser la Compagnie à émettre des contrats sur une base variable et pour augmenter ses pouvoirs en conséquence;
2. Et pour d'autres fins.

Sillery, Québec, 17 novembre 1959.

L'Industrielle Compagnie  
d'Assurance sur la Vie,  
par: Le Président,  
J. LOUIS LEVESQUE,  
Le Secrétaire,  
ANDRÉ CHARRON.

52278-48-4-0

#### INDUSTRIAL LIFE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that "Industrial Life Insurance Company" will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session to obtain the adoption of a law amending its charter for the following purposes, namely:

1. To authorize the company to issue contracts on a variable basis and to increase its powers accordingly;
2. And for other purposes.

Sillery, Quebec, November 17th, 1959.

Industrial Life  
Insurance Company,  
per: J. LOUIS LEVESQUE,  
President.  
ANDRÉ CHARRON,  
Secretary.

52278-48-4-0

#### CORPORATION DE LA VILLE DE DANVILLE

Avis public est, par les présentes, donné que la "Corporation de la Ville de Danville" présentera à la présente session de la Législature Provinciale de Québec, un bill privé en vue d'accorder à la ville de Danville des pouvoirs additionnels, et en vue de modifier et d'ajouter certaines dispositions à la Loi des cités et villes, savoir: de créer un fonds industriel de \$150,000.00, de conclure des ententes avec toute société, personne ou corporation relativement au transport et à la livraison de gaz aux consommateurs, de priver un électeur d'être inscrit sur la liste des électeurs et de voter si ses redevances ou taxes municipales ne sont pas payées à la ville, de fixer la durée du terme du maire et des échevins à trois ans, de tenir des élections annuelles pour deux échevins, pour exiger, en sus de toute taxe, une compensation pour le service d'égouts, suivant un tarif jugé convenable, pour limiter et régler les taxis, pour recouvrer de l'ancien et du nouveau locataire des taxes de locataire proportionnellement à la période d'occupation, pour rendre responsable un propriétaire des taxes de locataire, à défaut d'aviser du départ de son locataire, et autres fins.

Danville, ce 12 novembre 1959.

Le Procureur de la Pétitionnaire,  
J. GILLES GEOFFROY,  
Avocat.

52287-48-4-0

#### CORPORATION OF THE TOWN OF DANVILLE

Public notice is given by these presents that the "Corporation of the Town of Danville" will present at the present session of the Provincial Legislature of Quebec a private bill in view of granting to the town of Danville additional powers and in view of amending and adding certain provisions to the Cities and Towns Act, to wit: to create an industrial fund of \$150,000.00, to conclude agreements with any association, person or corporation relative to the transportation and delivery of gas to consumers, to deprive an elector to be inscribed on the electoral list and to vote should his property or municipal taxes not be paid to the town, to fix the length of term for mayor aldermen to three years, to hold annual elections for two aldermen, to exact, over and above any tax, a compensation for sewer service, according to a tariff as judged proper, to limit and regulate taxis, to recover from old and new tenants a rental tax in proportion to period of occupation, to render a proprietor responsible for tenants' taxes, in default of advising the departure of tenants, and for other purposes.

Danville, November 12, 1959.

J. GILLES GEOFFROY,  
Advocate,  
Attorney for the Petitioner.

52287-48-4

DRURY'S LIMITED

Avis public est, par les présentes, donné, que la corporation "Drury's Limited" s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant le projet de loi à être présenté par la cité de Montréal aux fins de clarifier la signification du mot "locataire" mentionné à l'article 428 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, telle qu'amendée.

Montréal, le 24 novembre 1959.

Les Procureurs de Drury's Limited,

LACROIX, VIAU  
& POUPART.

52304-48-4-o

LES SYNDICS DES ÉCOLES COMPLÉMENTAIRES DU COMTÉ DE CHAMBLY

Avis public est, par les présentes, donné que Les syndics des écoles complémentaires du comté de Chambly s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: création d'une corporation sous le nom de "La commission des écoles secondaires du comté de Chambly"; établir les conditions d'admission dans la corporation; déclarer que les pouvoirs et obligations des commissions scolaires, en vertu de la Loi de l'Instruction publique, s'appliquent à la nouvelle corporation; établir la date et la procédure des élections des membres de la corporation; fixer le quorum des assemblées; établir de quelle manière une rémunération pourra être accordée aux membres de la corporation; établir les pouvoirs d'emprunt; établir les méthodes de préparation du budget et de son approbation; collection des taxes; établir la manière de régler tout litige entre la corporation et ses membres; et pour autres fins.

Montréal, le 24 novembre 1959.

Les procureurs des pétitionnaires,  
LACROIX, VIAU & POUPART.

52325-48-4-o

COMMISSION DES ÉCOLES  
CATHOLIQUES DE LA CITÉ  
DE JACQUES CARTIER

Avis public est par les présentes donné que la "Commission des Écoles Catholiques de la Cité de Jacques Cartier", s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Pour faire changer la date de l'assemblée annuelle des contribuables et la date de l'élection des Commissaires;

Pour autoriser l'exécution d'un contrat pour les services du Secrétaire-trésorier et du Directeur général des écoles pour un terme n'excédant pas cinq ans;

Pour autoriser le paiement des frais de perception contre les contribuables en défaut;

Pour augmenter, pour fin d'éducation, la taxe de vente de un (1%) pour cent à deux (2%) pour cent dans les limites de leur municipalité scolaire;

Pour créer un fonds de roulement;

Et pour toutes autres fins.

Jacques-Cartier, le 24 novembre 1959.

Le procureur de la requérante,

MARIO DU MESNIL.

52331-48-4-o

DRURY'S LIMITED

Public notice, is hereby given, that the corporation "Drury's Limited" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an act amending the proposed law to be presented by the city of Montreal in order to clarify the meaning of the word "tenant" mentioned in Section 428 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as amended.

Montreal, November 24, 1959.

LACROIX, VIAU  
& POUPART,

52304-48-4-o Attorney for Drury's Limited.

THE SYNDICS OF HIGH SCHOOL OF  
CHAMBLY COUNTY

Public notice is hereby given that The syndics of high school of Chambly county shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act for the following purposes: creation of a new corporation under the name of "The high school Board of county of Chambly"; to establish the conditions of admission in the corporation; to declare that the powers and obligations of the school commissions, in virtue of the Education Act, shall apply to the new corporation; to establish the date and proceeding of elections of the members of the corporation; to fix the quorum of meetings; to establish the manner the remuneration shall be granted to the members of the corporation; to establish the borrowing powers; to establish the methods of preparing of the budget; collection of taxes; to establish the manner to settle any litigation between the corporation and its members; and for other purposes.

Montreal, November 24, 1959.

LACROIX, VIAU & POUPART,  
Attorneys for the Petitioners.

52325-48-4-o

CITY OF JACQUES  
CARTIER CATHOLIC  
SCHOOL COMMISSION

Public notice is hereby given that the "City of Jacques Cartier Catholic School Commission", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session for the passing of an act for the following purposes:

To change the date of the annual meeting of the ratepayers and the date of election of the school commissioners;

To authorize the passing of a contract for the services of the Secretary-Treasurer and of the School Director for a term not exceeding five years;

To authorize the payment of the costs of collection against ratepayers who are in default;

To increase, for educational purpose, the sale tax from one (1%) per cent to two (2%) per cent within the limits of their school municipality;

To establish a sinking fund;

And for all other purposes.

Jacques-Cartier, November 24th, 1959.

MARIO DU MESNIL,

52331-48-4-o

Attorney for the petitioner.

## DAME AMÉLIA-RENÉE LESNOWSKI

Avis public est présentement donné que "Dame Amélia-Renée Lesnowski", épouse de Oscar Gagnon, demeurant à ville Mont-Royal, pétitionnera les corps législatifs de la province de Québec, à leur présente session, en adoption d'une loi la déclarant la véritable acquéreur de l'immeuble mentionné à l'acte de vente du 11 octobre 1944, sis à ville Mont-Royal, par devant Maître George-Carlyle Marler.

Montréal, 24 novembre 1959.

L'Avocat de la Pétitionnaire,  
52362-49-4-o LÉONARD TRÉPANIÉ, C.R.

## DAME AMÉLIA-RENÉE LESNOWSKI

Public notice is hereby given that "Dame Amélia-Renée Lesnowski"; wife of Oscar Gagnon, residing at the town of Mont-Royal, is petitioning the Legislative Bodies of the Province of Quebec, at the present session, for the enactment of a law declaring her the true owner of the property mentioned in the Deed of Land dated October 11th, 1944, which property is situated in the town of Mont-Royal, before Mr. George Carlyle Marler, notary.

Montreal, November 24th, 1959.

LÉONARD TRÉPANIÉ, Q.C.,  
52362-49-4-o Attorney for Petitioner.

## SUCCESSION DU DR ALYRE AUBIN

Avis public est par les présentes donné que Dame Alyre Aubin, de Ste-Thécle, dans le comté de Laviolette, s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi concernant le décès et la "succession du Dr Alyre Aubin", aux fins de confirmer son décès et de prévoir l'émission et l'enregistrement d'un certificat de décès, et autres fins.

Ste-Thécle, 3 octobre 1959.

52363-49-4-o Dame ALYRE AUBIN.

## ESTATE OF DR ALYRE AUBIN

Public notice is hereby given that Mrs Alyre Aubin, of St. Thecle, in the county of Laviolette, will apply to the legislature, at its present Session, to demand the adoption of a law respecting the death and the "estate of Dr Alyre Aubin", in order to confirm his death and for the purpose of allowing the issuance and registration of a death's certificate and other purposes.

St. Thecle, October 3rd, 1959.

52363-49-4-o Mrs. ALYRE AUBIN.

ASSOCIATION DES CITOYENS  
D'OUTREMONT INC.

Avis est par les présentes donné que l'"Association des Citoyens d'Outremont Inc." s'adressera à la Législature Provinciale à sa présente session, lors de la présentation du bill de la cité d'Outremont, pour y proposer les amendements suivants à l'effet de:

a) régir et déterminer le mode d'élection des échevins de ladite cité par les locataires et les propriétaires;

b) régir d'une façon appropriée la disposition des fonds de la municipalité par voie de budget ou autrement;

c) déterminer et préciser les fonctions du Maire, la rédaction des agendas des assemblées du Conseil et soumettre toute autre suggestion qui aura pour effet d'assurer le bon fonctionnement du Conseil de la cité, dans le meilleur intérêt de la population.

Montréal, le 26 novembre 1959.

Le Procureurs,  
DURANLEAU, DUPRÉ,  
DURANLEAU, LETTE &  
52364-49-4-o COUSINEAU.

ASSOCIATION DES CITOYENS  
D'OUTREMONT INC.

Notice is hereby given that the "Association des Citoyens d'Outremont Inc.", will apply to the Provincial Legislature at its present session, when the bill for the city of Outremont will be presented, to propose the following amendments to the effect that:

a) to govern and determine the method for the election of aldermen of the said city by the tenants and property-owners;

b) to govern in an appropriate way the disposal of the funds of the municipality through the budget or otherwise;

c) to determine and specify the duties of the Mayor, the drawing-up of agendas for the meetings of the council and to submit any other suggestion which may have for effect the proper management of the city Council, in the best interests of the population.

Montréal, November 26, 1959.

DURANLEAU, DUPRÉ,  
DURANLEAU, LETTE &  
52364-49-4-o COUSINEAU,  
Attorneys.

CORPORATION DES  
MAÎTRES-NETTOYEURS DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Avis public est par les présentes donné que la "Corporation des Maîtres-Nettoyeurs de la Province de Québec", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

a) les constituer en corporation;

b) les autoriser à définir les obligations et les responsabilités des membres.

c) leur accorder les pouvoirs d'administration et de réglementation usuels.

Montréal, 25 novembre 1959.

L'Avocat de la Requérante,  
52366-49-4-o MAURICE R. MARCOTTE.

CORPORATION OF  
MASTER-CLEANERS OF THE  
PROVINCE OF QUEBEC

Public notice is hereby given that the "Corporation of Master-Cleaners of the Province of Quebec", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of a special act, for the following purposes:

a) to incorporate them.

b) to authorize them to define the obligations and responsibilities of their members.

c) to grant them the usual powers of administration and regulation.

Montreal, November 25th, 1959.

MAURICE R. MARCOTTE,  
52366-49-4-o Attorney for the petitioner.

**COMMISSION DES ÉCOLES  
CATHOLIQUES DE LA CITÉ DE DORVAL**

Avis public est par les présentes donné que la "Commission des Écoles Catholiques de la cité de Dorval", dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

- a) autoriser le paiement de frais de représentation aux commissaires d'écoles;
- b) créer un fonds de réserve, à même les surplus budgétaires non autrement appropriés pour défrayer le coût de certains travaux scolaires ou parascolaires ou de certains achats non d'usage courant;
- c) décréter que la signature du président, soit imprimée, gravée ou lithographiée sur les chèques de paie.
- d) prescrire les procédures à suivre dans le cas d'un immeuble qui a été omis du rôle d'évaluation ou du rôle de perception;
- e) décréter que les taxes scolaires porteront intérêt à raison de six pourcent (6%) par an;
- f) autoriser les commissaires d'écoles à prendre des polices d'assurance collective, tant sur la vie que sur la santé du personnel enseignant, des officiers et autres employés permanents.

Dorval, 24 novembre 1959.

L'Avocat de la requérante,  
52365-49-4-o MAURICE R. MARCOTTE.

**CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF THE  
CITY OF DORVAL**

Public notice is hereby given that the "Catholic School Commission of the city of Dorval", in the district of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of a special Act, for the following purposes:

- a) to authorize the payment of expenses of the school commissioners for official entertainment.
- b) to create a reserve fund, from the budgetary surplus not otherwise appropriated to defray the cost of certain school works or of certain extraordinary purchases.
- c) to decree that the signature of the president be printed, engraved or lithographed on the pay cheques.
- d) to prescribe the procedure to be followed in the case of an immoveable that has been omitted from the assessment or collection rolls.
- e) to decree that the school taxes will bear interest at a rate of 6% per annum.
- f) to authorize the school commissioners to take group insurance policies, on the life or the health of their teaching personnel, officers and other permanent employees.

Dorval, November 24th, 1959.

MAURICE R. MARCOTTE,  
52365-49-4-o Attorney for the petitioner.

**VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE**

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue" dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

- a) prescrire que le coût de construction des conduites privées, entrées d'eau et d'égouts et autres dépenses incidentes seront aux frais du propriétaire;
- b) augmenter les pouvoirs du conseil relativement à la construction et l'entretien de tout fossé nécessaire à l'égouttage;
- c) confirmer et ratifier la possession à titre de propriétaire d'une ruelle connue comme étant le lot 193-1 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne;
- d) régler l'enlèvement et le remorquage de tout véhicule stationné illégalement;
- e) autoriser la nomination d'experts pour fins d'évaluation;
- f) obliger le locataire de donner un avis écrit lorsqu'il quitte les lieux loués;
- g) imposer et prélever une taxe de vente;
- h) déclarer valide l'achat d'une propriété pour fins municipales, et pour toutes autres fins.

Montréal, 23 novembre 1959.

L'Avocat de la requérante,  
52367-49-4-o MAURICE R. MARCOTTE.

**SUCCESSION DE FEU LEWIS AZEF**

Le soussigné donne avis que Dame Lilian (Lea) Ruttenberg Azef, de la cité de Montréal, présentera à la présente session de la Législature de Québec, un projet de loi relativement au décès et à la "succession de feu Lewis Azef".

Le Procureur de la pétitionnaire,  
52368-49-4-o (S.) LOUIS DORION, Avocat.

**TOWN OF SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE**

Public notice is hereby given that the "Town of Sainte-Anne-de-Bellevue" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session, to request the adoption of an act for the following purposes:

- a) prescribe that the cost for the construction of private conduits, water and sewer connections, as well as the incidental expenditures, shall be done at the expense of the owner;
- b) increase that existing powers of the council concerning the construction and the maintenance of any drainage ditch;
- c) confirm and ratify the ownership of a lane known as lot 193-1 of the official cadastre of the parish of Sainte-Anne;
- d) prescribe that any vehicle illegally parked may be removed;
- e) authorize the appointment of experts for valuation purposes;
- f) cause the tenant to give a written notice before moving away;
- g) impose and levy a sales tax;
- h) declare legal and valid the purchase of a property for municipal purposes, and for other purposes.

Montreal, November 23rd, 1959.

MAURICE R. MARCOTTE,  
52367-49-4-o Attorney for the petitioner.

**ESTATE OF THE LATE LEWIS AZEF**

The undersigned gives notice that Dame Lilian (Lea) Ruttenberg Azef, of the city of Montreal, will present at the present session of the Legislature of Quebec, the project of an Act relative to the death and to the "estate of the late Lewis Azef".

(S.) LOUIS DORION, advocate,  
52368-49-4 Attorney for the Petitioner.

UKRAINIAN NATIONAL FEDERATION  
OF QUEBEC

Avis public est par les présentes donné que "Ukrainian National Federation of Quebec", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi ou d'un amendement, amendant le projet de loi à être présenté par la cité de Montréal, aux fins d'amender l'article 362 (c) de la Charte de la cité de Montréal, pour y ajouter parmi les terrains et immeubles qui jouissent d'une exemption de taxe et qui sont mentionnés à cet article, les terrains et immeubles de la corporation ci-dessus, occupés et/ou à être occupés pour fins sociales et/ou de bienfaisance, et ce avec effet rétroactif à 1958 quant à l'immeuble situé à l'angle nord-est des rues Hutchison et Fairmount ouest, à Montréal.

Montréal, le 26 novembre 1959.

Le Procureur de Ukrainian National  
Federation of Quebec,  
RENÉ DURANLEAU.

52384-49-4-o

## VILLE D'ACTON VALE

Prenez avis par les présentes que la "Ville d'Acton Vale" s'adressera à la Législature Provinciale de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi ayant pour but: créer un fonds industriel pour un montant n'excédant pas \$150,000.00, afin de promouvoir la venue de nouvelles industries et pour d'autres fins.

Acton Vale, ce 1er décembre 1959.

L'avocat pour les requérants,  
MAURICE ROUSSEAU.

52426-49-4-o

## CITÉ DE SEPT-ILES

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la "Cité de Sept-Iles", s'adressera à la Législature à sa présente session pour les fins suivantes, à savoir, pour obtenir le pouvoir:

1° D'annexer à ses limites actuelles; (A) les rangs 7-est, 2-est, nord et 2-nord de la baie de Sept-Iles; (B) une lisière de terre de 500 pieds chaque côté de la Rivière des Rapides et du Grand Lac des Rapides.

2° De régler l'ouverture des rues et leur traces dans une nouvelle subdivision avant l'émission d'un permis de construction;

3° D'exiger l'émission d'un permis de lotissement;

4° De détourner la circulation et remorquer les véhicules contrevenant à un règlement dans certains cas;

5° De prohiber la sollicitation dans les rues, décréter ce qui constitue une nuisance publique et imposer des amendes à cet effet;

6° D'assurer l'ordre et la sécurité des écoliers.

7° De percevoir des taxes concernant les cirques, spectacles et amusements ambulants;

8° D'obliger tout propriétaire à obtenir un permis d'occupation des lieux nouvellement modifiés ou construits;

9° De signifier d'une façon spéciale, certains documents de la Cour municipale;

10. D'imposer une taxe de vente sur toute transaction immobilière.

11° De légiférer en matière de consommation et possession de liqueurs alcooliques dans les endroits publics et les endroits non licenciés;

12° De modifier l'article 522 de la loi des Cités et Villes pour les territoires dont l'annexion est demandé.

Les Procureurs de la cité de Sept-Iles,  
52427-49-4-o FRANCOEUR & BOUCHER.

UKRAINIAN NATIONAL FEDERATION  
OF QUEBEC

Public notice is hereby given that "Ukrainian National Federation of Quebec", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law or of an amendment, amending a bill to be presented by the city of Montreal, in order to amend article 362 (c) of the Charter of the city of Montreal, by adding among the lands and immoveables enjoying an exemption of tax, and which are mentioned in said article, the lands and immoveables of the above corporation, occupied and/or to be occupied for social and/or charitable purposes, with retroactive effect to 1958, as far as the immoveable situate at the north-east side corner of Hutchison and Fairmount West, Montreal, are concerned.

Montreal, November 26, 1959.

RENÉ DURANLEAU,  
Attorney for Ukrainian National  
Federation of Quebec.

52384-49-4-o

## TOWN OF ACTON VALE

Take notice by these presents that the "Town of Acton Vale" will apply to the Provincial Legislature of Quebec at the present session, for the adoption of an act for the purpose of: creating an industrial fund for an amount not to exceed \$150,000.00, so as to promote the advent of new industries and for other purposes.

Acton Vale, this 1st day of December, 1959.

MAURICE ROUSSEAU,  
Advocate for the petitioners.

52426-49-4

## CITY OF SEPT-ILES

Public notice is hereby given that the Corporation of the "City of Sept-Iles" will apply to the Legislature at its present session for the following purposes, to obtain the power:

1. To annex, within its present limits; (A) ranges 7-East, 2-East, 1-North and 2 North of the Sept-Iles Bay; (B) a strip of land of 500 feet on each side of the River des Rapides and of Grand Lac des Rapides.

2. To regulate the opening of streets and traces of same in a new subdivision before issuing a building permit;

3. To demand issuance of a permit for the dividing of lots;

4. To divert circulation and to tow vehicles infringing a by-law in certain cases;

5. To prohibit solicitation in the streets, to enact that which constitutes a public nuisance and to impose fines to this effect;

6. To assure order and security to school children.

7. To collect taxes concerning circuses, shows and ambulating amusements;

8. To oblige any proprietor to obtain an occupation permit of places newly modified or built;

9° To signify in a special way, certain documents of the Municipal Court;

10. To impose a sales tax on any real estate transaction.

11. To legalize the consumption and possession of alcoholic beverages in public places and in places without licences;

12. To amend article 522 of the Cities and Towns Act for the territories for which annexation is requested.

FRANCOEUR & BOUCHER,  
Attorneys for the city of Sept-Iles.

52427-49-4

VILLE DE BROMPTONVILLE

Avis est par les présentes donné que la corporation de la "Ville de Bromptonville" s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour amender sa charte de façon à prolonger le terme d'office du maire à trois ans, à pourvoir à la division de la municipalité en quartiers représentés par deux conseillers, à changer la date d'élection du maire et des conseillers, à autoriser la dépense d'une somme de \$2,000.00 annuellement aux fins de promotions industrielles, à décréter un mode d'imposition pour le paiement de la taxe d'aqueduc, à limiter le nombre des voitures-taxi, à la perception de la taxe de locataire, à pouvoir imposer comme immeubles les fils et tuyaux conducteurs de gaz, d'électricité, de téléphone et de télévision et pour d'autres fins.

Bromptonville, ce 3 décembre 1959.

Les Procureurs de la requérante,  
(Signé) LEBLANC, DELORME,  
BARNARD, LEBLANC & FRÉCHETTE.  
52443-50-4-o

TOWN OF BROMPTONVILLE

Notice is hereby given that the corporation of the "Town of Bromptonville" will request the Quebec Legislature, at its present session, to amend its charter, in order to prolong the term of the mayor to three years, to provide for the division of the municipality into wards represented by two councillors, to change the date of election of the mayor and councillors, to authorize the annual expense of a sum of \$2,000.00 for industrial promotion purposes, to decree a mode of taxation and payment of the water tax, to limit the number of taxis, to provide for the collection of rental taxes and to be empowered to tax as immovables the wires and pipes used for the distribution of gas, electricity, telephone, television and for other purposes.

Bromptonville, December 3, 1959.

(Signed) LEBLANC, DELORME,  
BARNARD, LEBLANC & FRÉCHETTE,  
Attorneys for petitioner.  
52443-50-4-o

CITÉ DE DORVAL

Avis public est présentement donné que la "Cité de Dorval", dans la circonscription électorale de Jacques Cartier, pétitionnera les corps législatifs de la province de Québec, à leur présente session, en adoption d'une loi l'autorisant à réglementer ou à prohiber certains types d'enseignes lumineuses; autorisant une réglementation plus complète de l'industrie du taxi; abrogeant l'article 540 tel que modifié pour la cité; autorisant la cité à conclure une entente avec la Commission du Transport aux fins de prolonger dans les limites de son territoire, le service de transport en commun de ladite Commission; et autres objets complémentifs ou relatifs.

Montréal, 3 décembre 1959.

L'avocat de la pétitionnaire,  
GUY PAGER.  
52444-50-4-o

CITY OF DORVAL

Public notice is hereby given that the "City of Dorval" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act to regulate or to prohibit certain types of posters, billboards, placards and signs; to authorize a more adequate legislation concerning the operation of taxis, locations of taxis stands; to abrogate article 540 of the Cities and Towns' Act as amended for the city by 14 George VI, chapter 120; to authorize both the city and the Montreal Transport Commission to enter into an agreement for the purpose of extending to the city its public transportation service and for other purposes.

Montreal, December 3rd, 1959.

GUY PAGER,  
The attorney of petitioner.  
52444-50-4-o

VILLE DE SAINT-BRUNO DE MONTARVILLE

Avis public est présentement donné que la "Ville de Saint-Bruno de Montarville", dans la circonscription électorale de Chambly-Rouville, pétitionnera les corps législatifs de la province de Québec, à leur présente session, en adoption d'une loi autorisant la ville à réglementer l'enlèvement des vidanges et à imposer une taxe spéciale à cette fin; réglementant l'usage des plages publiques; déclarant la ville propriétaire des rues et ruelles et places publiques qui apparaissent aux plan et livre de renvoi officiel ainsi qu'au plan maître sous réserve du droit d'action par les propriétaires dans un délai de 12 mois de la date de la sanction de la présente loi; modifiant l'article 494 de la Loi des cités et villes aux fins d'obliger les estimateurs à déposer au bureau du conseil, le rôle d'évaluation aussitôt après sa confection; autorisant l'établissement d'un bureau de revision; limitant l'imposition de la taxe, quant aux immeubles situés à l'encoignure des rues, à un côté seulement; modifiant l'article 526a de la Loi des cités et villes; modifiant le paragraphe 3 de la loi concernant la destitution de certains officiers des cités et villes.

Montréal, 3 décembre 1959.

L'Avocat de la pétitionnaire,  
GUY PAGER.  
52445-50-4-o

TOWN OF ST. BRUNO DE MONTARVILLE

Public notice is hereby given that the "Town of St. Bruno de Montarville" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of an act to regulate of garbage collection and authorizing the town to impose and levy a special tax for this purpose; to regulate public beaches; to declare that streets, lanes, public places which are shown on the official cadastre and on the master plan are the property of the town under reserve of legal recourse by the owners; to modify article 494 of Cities and Towns' Act; to establish a permanent board of revision; to limit the taxation to one side or part of in the case of corner lots; modifying article 3 of 1941 Revised Statutes, chapter 235; modifying article 526a of Cities and Towns' Act and for other purposes.

Montreal, December 3rd, 1959.

The Attorney of petitioner,  
GUY PAGER.  
52445-50-4-o

## CITÉ DE BEAUHARNOIS

Avis public est par les présentes donné que la "Cité de Beauharnois", corporation municipale ayant son siège social dans les limites de son territoire, dans le district de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'obtention d'une loi modifiant sa charte aux fins de créer une commission des loisirs; de légiférer sur les arbres nuisibles, le déménagement d'immeubles par les rues de la cité, et pour toutes autres fins.

Beauharnois, ce 1er décembre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,  
52451-50-4-o FRANÇOIS DORVAL.

## CITY OF BEAUHARNOIS

Public notice is hereby given that the "City of Beauharnois", municipal corporation having its head office within the limits of its territory, in the district of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain a bill amending its charter for the purposes of creating a recreational commission, to make regulations concerning trees considered as dangerous, the moving of buildings on city streets, and for all other purposes.

Beauharnois, December 1st, 1959.

FRANÇOIS DORVAL,  
52451-50-4 Attorney for the petitioner.

## VILLE DE REPENTIGNY

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Repentigny", s'adressera à la législature de la Province de Québec, à la présente session, pour prévoir et régler certains travaux de rues, pavages, égouts ou aqueduc; acquérir et construire des égouts et aqueducs dans les rues privées et ruelles; pouvoir enrayer certaines nuisances; légiférer sur le stationnement et l'établissement des roulottes dans la ville; pourvoir aux vacances dans les charges du maire et/ou d'échevins; prévoir les qualifications requises pour se porter candidat et occuper les charges de maire et d'échevin; se porter garante ou endosseur de tout montant emprunté par émission d'obligations ou autrement, pour la construction d'un hôpital, centre de loisirs, ou compagnie provinciale de téléphone, par des corporations légalement constituées; et pour autres fins.

Montréal, le 26 novembre 1959.

Les Procureurs du pétitionnaire,  
52452-50-4-o LAGANIÈRE, BÉLANGER & PAGE.

## TOWN OF REPENTIGNY

Public notice is hereby given that the "Town of Repentigny", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, to foresee and regulate certain works on streets, pavements, sewers or aqueducts; to acquire and build sewers and aqueducts in private streets and lanes; to eliminate certain public nuisances; to make regulations concerning parking and the establishment of peddlars in the town; provide replacements in the duties of the mayor and/or aldermen; to foresee that candidates running for mayor and aldermen have the required qualifications; to guarantee or endorse any amount borrowed by bond issue or otherwise, for the construction of a hospital, recreational center, or provincial telephone company, by legally incorporated corporations, and for all other purposes.

Montreal, November 26, 1959.

LAGANIÈRE, BÉLANGER  
& PAGE,  
52452-50-4 Attorneys for the Petitioner.

PAROISSE DE SAINT-CHARLES  
DE LACHENAIE

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la "Paroisse de Saint-Charles de Lachenaie", s'adressera à la législature de la Province de Québec, à la présente session, pour fixer la date et les modalités des élections; régir les permis de construction; fixer l'emplacement des rues sur tout terrain à subdiviser; régler la subdivision des lots; régler la construction et le zonage; régler la construction des conduites d'eau et d'égout; faire des dons aux oeuvres de charité et organisations de loisirs; accorder rémunération au maire et aux échevins; et pour autres fins apparaissant au projet de loi.

Montréal, le 26 novembre 1959.

Les Procureurs du pétitionnaire,  
52453-50-4-o LAGANIÈRE, BÉLANGER & PAGE.

PARISH OF SAINT-CHARLES  
DE LACHENAIE

Public notice is hereby given that the Corporation of the "Parish of Saint-Charles de Lachenaie" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session to fix the date and methods of election; to govern building permits; to fix street emplacements on any land to be subdivided; to regulate subdivision of lots; to regulate building and zoning; to regulate the construction of water and sewer conduits; to give gifts for charitable works and recreational organizations; to grant remuneration to the mayor and aldermen; and for other purposes appearing in the bill.

Montreal, November 26, 1959.

LAGANIÈRE, BÉLANGER,  
& PAGE,  
52453-50-4 Attorneys for the petitioner.

## JOSEPH-MAURICE-ANTOINE GRIGGS

Avis est par les présentes, donné, que Joseph-Maurice-Antoine Miso, "Moisan", employé de Bailey Meter Co., résidant et domicilié à 1260 Boul. O'Brien, cité de St. Laurent, district de Montréal, présentera une pétition à la présente session de la Législature de Québec, pour l'adoption d'une loi changeant son nom de famille en celui de: "Joseph-Maurice-Antoine Griggs", et pour autres fins.

Montréal, le 10 décembre 1959.

Le Procureur du requérant,  
52522-51-4-o ANDRÉ BÉLANGER.

## JOSEPH-MAURICE-ANTOINE GRIGGS

Notice is hereby given that Joseph-Maurice-Antoine Miso "Moisan", employed at the "Bailey Meter Co.", domiciled and residing at 1260 O'Brien Blvd., in the city of St. Laurent, district of Montreal, will apply at the present session of the Quebec Legislature for an act to change his family name to that of: "Joseph-Maurice-Antoine Griggs", and for other purposes.

Montreal, this 10th day of December, 1959.

ANDRÉ BÉLANGER,  
52522-51-4-o Attorney for the Petitioner.

**LA CORPORATION DE GAZ SAGUENAY-LAC-ST-JEAN ENR.**

Avis est par les présentes donné que "La Corporation de Gaz Saguenay-Lac-St-Jean Enr." s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour l'adoption d'une loi l'autorisant:

1° A acquérir de gré à gré ou par expropriation, tous droits de passage, servitudes et terrains nécessaires pour la construction de pipe-lines pour la transmission et la distribution du gaz naturel dans les comtés de Chicoutimi, Jonquièrre, Kénogami, Roberval, Lac St-Jean.

2° A acquérir, de gré à gré, tout système de distribution de gaz avec toutes franchises, droits de passage et servitudes s'y rattachant et à les exercer et

3° A exercer dans les limites du territoire susdit les pouvoirs énoncés dans les articles 63 à 71 et 73 à 76 inclusivement de la Loi des compagnies de Gaz et d'eau (S.R.Q. 1941, ch. 294);

4° A obtenir de toute corporation municipale comprise dans le territoire ci-dessus, sur simple résolution, sans autre formalité, une franchise n'excédant pas vingt-cinq (25) ans et comportant le droit exclusif de vendre et distribuer le gaz par tuyau ou autrement et de placer les tuyaux et autres accessoires nécessaires dans les limites de leur territoire respectif.

Chicoutimi, 4 décembre 1959.

Le Procureur des pétitionnaires,  
52529-51-4-o JEAN-PAUL GRAVEL.

**LA CORPORATION DE GAZ SAGUENAY-LAC-ST-JEAN ENR.**

Notice is hereby given that "La Corporation de Gaz Saguenay-Lac-St-Jean Enr." will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of a bill authorizing it:

1. To acquire by mutual agreement or by expropriation, all rights of way, servitudes and lands necessary for the construction of pipe-lines for the transmission and distribution of natural gas in the counties of Chicoutimi, Jonquièrre, Kénogami, Roberval, Lake St-John.

2. To acquire, by mutual agreement, any gas distributing system with all franchises, rights-of-way and servitudes thereto attached and to carry on therewith and

3. To exercise, within the limits of the above said territory, the powers stated in articles 63 to 71 and 73 to 76 inclusively of the Gas and Water Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 294);

4. To obtain from any municipal corporation comprised in the above territory, by a simple resolution, without any other formality, a franchise not to exceed twenty-five (25) years and including the exclusive right to sell and distribute gas by pipe-line or otherwise and to place pipes and other necessary accessories within the limits of their respective territories.

Chicoutimi, December 4, 1959.

52529-51-4 JEAN-PAUL GRAVEL,  
Attorney for the Petitioners.

**Actions en séparation de biens**

**DUMONT VS BÉLANGER**

Canada, Province de Québec, district de Rouyn-Noranda, Cour Supérieure, N° 5681. Dame Annette Dumont, épouse contractuellement commune en biens de sieur Noël Bélanger, domiciliée à 216 rue Carter de la cité de Noranda, district de Rouyn-Noranda, demanderesse, vs Noël Bélanger, époux contractuellement commun en biens de Dame Annette Dumont, domicilié au même domicile susdit, savoir: 216 rue Carter de la cité de Noranda, district de Rouyn-Noranda, défendeur.

Dame Annette Dumont de la cité de Noranda, épouse contractuellement commune en biens de Noël Bélanger du même endroit, a intenté une action en séparation de biens contre ledit Noël Bélanger, en date du 3ième jour de décembre 1959.

Rouyn, ce 4 décembre 1959.

Les Procureurs de la demanderesse,  
52519-o BUREAU & BUREAU.

**HÉBERT VS BEAULIEU**

Cour Supérieure, district de Montréal, N° 491 826, Dame Gilberte Hébert, de Baie d'Urfé, district de Montréal, épouse commune en biens de Monsieur Éloi Beaulieu, marchand, des mêmes lieux vs Éloi Beaulieu, des mêmes lieux.

Une action en séparation de biens a été instituée le 3 décembre 1959, en cette cause.

Montréal, 3 décembre 1959.

Le Procureur de la demanderesse,  
52527-o LAURIN LAPOINTE.

**Actions for separation as to property**

**DUMONT VS BÉLANGER**

Canada, Province of Quebec, district of Rouyn-Noranda, Superior Court, No. 5681. Dame Annette Dumont of Noranda, wife common as to property of Noël Bélanger, residing at 216 Carter Street in the city of Noranda, district of Rouyn-Noranda, plaintiff, vs Noël Bélanger of Noranda, husband of the said Annette Dumont, residing at 216 Carter Street of the city of Noranda, on the said district, defendant.

Dame Annette Dumont of Noranda wife common as to property of Noël Bélanger, of the same place, instituted an action in separation as to property from the said Noël Bélanger on December 3rd, 1959.

Rouyn, this 4 day of December, 1959.

52519-o BUREAU & BUREAU,  
Attorneys for plaintiff.

**HÉBERT VS BEAULIEU**

Superior Court, district of Montreal, No. 491 826, Dame Gilberte Hébert, wife common as to property of Éloi Beaulieu, merchant, both of Baie d'Urfé, district of Montreal, vs Éloi Beaulieu, of the same place.

An action in separation as to property has been instituted on the 3rd of December, 1959, in this case.

Montréal, this 3rd day of December 1959.

52527-o LAURIN LAPOINTE,  
Attorney for the Plaintiff.

## GARIÉPY VS DAGENAIS

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 491 441. Dame Claire Gariépy, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de André Dagenais, professeur, du même lieu, demmanderesse vs André Dagenais, professeur, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27ième jour de novembre 1959.

Montréal, le 10 décembre 1959.

Le Procureur de la demmanderesse.

52531-o

JEAN-LOUIS DORAIS.

## GARIÉPY VS DAGENAIS

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 491 441. Mrs Claire Gariépy, of the city and district of Montreal, wife common as to property of André Dagenais, professor, of the same place, plaintiff vs André Dagenais, professor, of the city and district of Montreal, defendant.

Notice is hereby given that an action in separation as to property only has been instituted in this case on the 27th day of November 1959.

Montreal, December 10th, 1959.

JEAN-LOUIS DORAIS,

52531-o

Attorney for the Plaintiff.

## Avis divers

CAISSE D'ÉCONOMIE BREVNAT  
(MONTRÉAL) CREDIT UNION

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Caisse d'Économie Brevnat (Montréal) Credit Union", en date du 17 novembre 1959, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-huit novembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,

52500-o

RAYMOND DOUVILLE.

## Miscellaneous notices

CAISSE D'ÉCONOMIE BREVNAT  
(MONTRÉAL) CREDIT UNION

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Caisse d'Économie Brevnat (Montréal) Credit Union" under date of November 17, 1959, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of November, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,

52500

Assistant Secretary of the Province.

## CAISSE D'ÉCONOMIE JACQUES-CARTIER

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Caisse d'Économie Jacques-Cartier", en date du 25 novembre 1959, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-huit novembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,

52501-o

RAYMOND DOUVILLE.

## CAISSE D'ÉCONOMIE JACQUES-CARTIER

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Caisse d'Économie Jacques-Cartier" under date of November 25, 1959, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of November, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,

52501

Assistant Secretary of the Province.

SYNDICAT COOPÉRATIF DES ÉPICIERS  
DE HULL, INC.

(Loi des syndicats coopératifs de Québec)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif "Le Syndicat d'Épargne des Épiciers de l'Ouest de Québec", tenue le 3 novembre 1959, le nom de ladite société a été, par résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de "Syndicat Coopératif des Épiciers de Hull, Inc."

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le premier décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,

52502-o

RAYMOND DOUVILLE.

SYNDICAT COOPÉRATIF DES ÉPICIERS  
DE HULL, INC.

(Quebec Cooperative Syndicates' Act)

Notice is given that at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "Le Syndicat d'Épargne des Épiciers de l'Ouest de Québec", held on November 3, 1959, the name of the said association was, by resolution duly adopted for this purpose, changed into that of "Syndicat Coopératif des Épiciers de Hull, Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, on December 1st, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,

52502

Assistant Secretary of the Province.

SYNDICAT D'ÉPARGNE DES ÉPICIERS  
DU SAGUENAY ET LAC ST-JEAN

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du

SYNDICAT D'ÉPARGNE DES ÉPICIERS  
DU SAGUENAY ET LAC ST-JEAN

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of

syndicat coopératif "Syndicat d'Épargne des Épiciers du Saguenay et Lac St-Jean", en date du 16 novembre 1959, dont le siège social est situé à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-sept novembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
52503-o RAYMOND DOUVILLE.

TRI-VAL CREDIT UNION

(Loi des Syndicats Coopératifs de Québec)

Avis est, par les présentes, donné que par une résolution adoptée à l'assemblée générale spéciale de "Ciba Employees Credit Union", tenue le 30 octobre 1959, le nom dudit syndicat coopératif a été changé en celui de "Tri-Val Credit Union".

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
52504 RAYMOND DOUVILLE.

HERON ENTERPRISES LTD.

Distribution d'actif

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions du règlement spécial "A" de "Heron Enterprises Ltd." dûment passé et décrété par les directeurs de la compagnie, ladite compagnie a été autorisée, sujette aux dispositions dudit règlement et des stipulations de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, de céder ses biens et diviser son actif au pro rata entre ses actionnaires.

Daté et signé en la cité de Montréal, province de Québec, Canada, à compter du 20 novembre 1958.

Le Secrétaire,  
52505 CLAUDE DUCHARME.

(P.G. 13090-59)  
TERRA FIRMA DEVELOPMENT CORP.

Règlement N° 24

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Terra Firma Development Corp.", ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq (5) à huit (8), de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de huit directeurs.

2° Cinq directeurs constitueront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Vraie copie certifiée.  
25 novembre 1959.

Le Secrétaire,  
52520 SOPHIE OSTROFF.

BUILDING PRODUCTS EMPLOYEES  
(MONTREAL) CREDIT UNION LIMITED

(Loi des Syndicats Coopératifs de Québec)

Avis est, par les présentes, donné qu'à une assemblée générale spéciale des membres de "Building Products Employees Credit Union"

foundation of the cooperative syndicate "Syndicat d'Épargne des Épiciers du Saguenay et Lac St-Jean" under date of November 16, 1959, whereof the head office is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of November, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,  
52503 Assistant Secretary of the Province.

TRI-VAL CREDIT UNION

(Quebec Cooperative Syndicates Act)

Notice is hereby given that, by a resolution adopted at a Special General Meeting of the "Ciba Employees Credit Union", held on October 30th, 1959, the name of the said Cooperative Syndicate was changed to that of "Tri-Val Credit Union".

Given at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,  
52504-o Assistant Secretary of the Province.

HERON ENTERPRISES LTD.

Distribution of the assets

Notice is hereby given that under the provisions of special by-law "A" of "Heron Enterprises Ltd.", duly passed and enacted by the Directors of the company, the said company has been authorized, subject to the provisions of the said by-law and the requirements of section 90 of the Quebec Companies Act, to part with its property and divide its assets rateably amongst its shareholders.

Dated and signed in the city of Montreal, province of Quebec, Canada, from November the 20th 1958.

CLAUDE DUCHARME,  
52505-o Secretary.

(A.G. 13090-59)  
TERRA FIRMA DEVELOPMENT CORP.

By-law N° 24

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Terra Firma Development Corp.", as follows:

1. The number of directors of the company and the same is hereby increased from five (5) to eight (8) so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of eight directors.

2. Five directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law.

Certified true copy.  
November 25th, 1959.

SOPHIE OSTROFF,  
52520-o Secretary.

BUILDING PRODUCTS EMPLOYEES  
(MONTREAL) CREDIT UNION LIMITED

(Quebec Cooperative Syndicates Act)

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of the "Building Products Employees Credit Union", held on the 19th day

tenue le 19e jour de janvier 1959, le nom dudit syndicat coopératif a, par une résolution adoptée à cette fin, été changé en celui de "Building Products Employees (Montreal) Credit Union Limited".

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce premier jour de décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
52528 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14183-57)

LES PLACEMENTS MERLIN  
INVESTMENTS LTD.

Règlement N° 4

Le nombre des directeurs de la compagnie "Les Placements Merlin Investments Ltd.", est changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de quatre (4), et le règlement N° 1 de la compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du règlement N° 4 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 30 septembre 1959 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 30 septembre 1959, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

(Sceau) Le Secrétaire,  
52532-o JULIEN S. MACKAY.

(P.G. 1359-45)

BEN-ROSE SPORTSWEAR INC.

Règlement N° 23

"Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Ben-Rose Sportswear Inc.", ici nommée la compagnie, ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre directeurs, de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Deux directeurs constitueront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, approuvés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Vraie copie certifiée du règlement N° 23, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 20 janvier 1959.

Le Secrétaire,  
52533 WOLF COOPER.

(Sec. P. 2910-04)

SINGER SEWING MACHINE COMPANY

(Loi des Compagnies à Fonds Social Étrangères)

Avis est, par les présentes, donné que, par une nouvelle procuration, en date du 27 octobre 1959, M. W. H. Laidley, chambre 300, 455 ouest, rue Craig, Montréal, a été nommé agent principal, dans cette province, de "Singer Sewing Machine Company", une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, en lieu et place de M. Laurent Grenier, et que, conformément à ladite nouvelle procuration, le bureau principal de ladite compagnie est présentement établi à l'adresse donnée di-dessus, à savoir: Chambre 300, 455 ouest, rue Craig, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 16e jour de décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
52539 RAYMOND DOUVILLE.

of January, 1959, the name of the said Co-operative Syndicate was, by a resolution adopted for such purpose, changed to that of "Building Products Employees (Montreal) Credit Union Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this first day of December, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,  
52528-o Assistant-Secretary of the Province.

(A.G. 14183-57)

LES PLACEMENTS MERLIN  
INVESTMENTS LTD.

By-law No. 4

The number of the directors of the company "Les Placements Merlin Investments Ltd.", is changed from three (3) that it was heretofore to that of four (4), and by-law No. 1 of the company is therefore amended.

Certified copy of by-law No. 4 duly adopted at a meeting of the directors held on September 30, 1959 and approved at a special general meeting of the company held on September 30, 1959, by the shareholders holding amongst themselves 100% of the shares represented at this meeting.

(Seal) JULIEN S. MACKAY,  
52532 Secretary.

(A.G. 1359-45)

BEN-ROSE SPORTSWEAR INC.

By-law No. 23

"Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Ben-Rose Sportswear Inc.", herein called the company as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four directors so that the Board of Directors shall hereafter be composed of four directors.

2. Two Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, approved and revised in order to give effect to this By-law."

Certified true copy of By-law No. 23, as adopted by the directors and approved by the shareholders on January 20th, 1959.

WOLF COOPER,  
52533-o Secretary.

(P. Sec. 2910-04)

SINGER SEWING MACHINE COMPANY

(Extra-Provincial Companies Act)

Notice is hereby given that, by new Power of Attorney, dated October 27th, 1959, Mr. W. H. Laidley, of Room 300, 455 Craig Street West, Montreal, has been appointed Chief Agent, in this Province, of "Singer Sewing Machine Company", an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec, in the place and stead of Mr. Laurent Grenier, and that, according to the said new Power of Attorney, the principal office of the said company is now established at the above given address, namely: Room 300, 455 Craig Street West, in the city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of December, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,  
52539-o Assistant-Secretary of the Province.

**LA CAISSE POPULAIRE  
SAINT RENÉ GOUPIL — GATINEAU**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Saint René Goupil — Gatineau", en date du 23 novembre 1959, dont le siège social est situé à Gatineau", comté de Papineau, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 12 décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
52540-o RAYMOND DOUVILLE.

**LA CAISSE POPULAIRE  
ST-CONRAD — VILLE D'ANJOU**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire St-Conrad — Ville d'Anjou", en date du 22 novembre 1959, dont le siège social est situé en la ville d'Anjou, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le douze décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
52541-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12700-59)

**SEAFORD CORPORATION**

*Règlement spécial "A"*

Sur proposition dûment faite, secondée et passée à l'unanimité, il a été résolu et passé à l'unanimité que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de quatre à six, de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de six (6) directeurs.

Il a, de plus, été résolu que tous pouvoirs, règlements, résolutions et procédures de la compagnie, incompatibles à icelui, soient par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner au présent règlement qui sera connu comme étant le règlement spécial "A".

Vraie copie certifiée.  
Montréal, 27 novembre 1959.

Le Secrétaire,  
52542 ALFRED LIEBLICH.

(Sec. P. 222-25)

**MONTREAL TOURIST AND  
CONVENTION BUREAU INCORPORATED**

Extrait des règlements de la corporation ci-dessus nommée, tels qu'adoptés à une assemblée spéciale tenue le 19 février 1959, concernant une augmentation des membres de son conseil d'administration de trois à soixante-quinze:

"Règlement N° 3 — Directeurs — 1. Nombre et quorum. Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil d'administration de soixante-quinze (75) directeurs.

Vraie copie certifiée.  
Le Secrétaire,  
52543 CHAS. E. SMITH.

**LA CAISSE POPULAIRE  
SAINT RENÉ GOUPIL — GATINEAU**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Saint René Goupil — Gatineau", under date of November 23, 1959, whereof the head office is at Gatineau, county of Papineau, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,  
52540 Assistant Secretary of the Province.

**LA CAISSE POPULAIRE  
ST-CONRAD — VILLE D'ANJOU**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire St-Conrad — Ville d'Anjou", under date of November 22, 1959, whereof the head office is at Ville d'Anjou, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,  
52541 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12700-59)

**SEAFORD CORPORATION**

*Special By-law "A"*

On motion duly made, seconded and unanimously carried, it was resolved that the number of Directors of this company be increased from four to six, so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of six (6) directors.

It was further resolved that all powers, by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to the present by-law, which shall be known as special by-law "A".

Certified true copy.  
Montréal, November 27th, 1959.

ALFRED LIEBLICH,  
52542-o Secretary.

(P. Sec. 222-25)

**MONTREAL TOURIST AND  
CONVENTION BUREAU INCORPORATED**

Extract of the by-laws of the above named corporation, as adopted at a Special Meeting held on February 19th, 1959, concerning an increase in the directorate thereof from three to seventy-five:

"By-law No. 3 — Directors — 1. Number and quorum. The affairs of the Bureau shall be managed by a Board of seventy-five (75) directors".

Certified true copy.  
CHAS. E. SMITH,  
52543-o Secretary.

(P.G. 10441-59)  
THE ELECTRICAL MAINTENANCE ASSOCIATION OF MONTREAL & DISTRICT

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 3 décembre 1959, approuvé les règlements un à douze inclusivement de "The Electrical Maintenance Association of Montreal & District", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
52544 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 10441-59)  
THE ELECTRICAL MAINTENANCE ASSOCIATION OF MONTREAL & DISTRICT

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, by-laws one to twelve inclusive of "The Electrical Maintenance Association of Montreal & District", were approved on December 3rd, 1959, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,  
52544-o Assistant Secretary of the Province.

## Chartes — Abandon de

## O'CONNELL LODGE LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "O'Connell Lodge Ltd.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, P.Q., ce 12e jour de novembre 1959.

Le Secrétaire,  
52521 (Signé) J. A. MARTIN, C.A.

## Charters — Surrender of

## O'CONNELL LODGE LTD.

Notice is hereby given that "O'Connell Lodge Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 12th day of November, 1959.

(Signed) J. A. MARTIN, C.A.,  
52521-o Secretary.

## BANK HOTEL LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Bank Hotel Limited" s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Hull, P.Q., 14 décembre 1959.

Le Procureur de  
Bank Hotel Limited,  
52534 WILLIAM F. HADLEY.

## BANK HOTEL LIMITED

Take notice that "Bank Hotel Limited" will petition the Attorney General of the Province of Quebec for permission to surrender its charter.

Hull, P.Q. December 14, 1959.

WILLIAM F. HADLEY,  
52534-o Attorney for  
Bank Hotel Limited.

## WESTMOUNT HOLDINGS LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Westmount Holdings Limited", ayant son siège social en la cité de Westmount, s'adressera au Procureur général, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 15 décembre 1959.

Les Procureurs de la compagnie,  
HOWARD & STALKER,  
354 ouest, rue Notre-Dame,  
Montréal. 52547

## WESTMOUNT HOLDINGS LIMITED

Take notice that "Westmount Holdings Limited", with head office in the city of Westmount, will apply to the Attorney General for permission to surrender its charter, in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montréal, 15th December, 1959.

HOWARD & STALKER,  
52547-o Attorneys for the company.  
354 Notre-Dame St., West,  
Montréal.

## BRIGHT METALS LTD.

Avis est par les présentes donné que "Bright Metals Ltd.", une corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, P. Q., s'adressera au Procureur Général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'obtenir d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Trois-Rivières, ce 13ième jour d'octobre 1959.

Le Procureur de la compagnie,  
52548-o MAURICE LANGLOIS, C.R.

## BRIGHT METALS LTD.

Notice is hereby given that "Bright Metals Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Trois-Rivières, this 13th day of October 1959.

MAURICE LANGLOIS, C.R.,  
52548-o Attorney for the company.

**Compagnies autorisées  
à faire des affaires**

**Companies Licensed  
to do Business**

(Sec. P. 725-59)

**SMITTY'S PANCAKE HOUSES LTD.**

Avis est, par les présentes, donné que "Smitty's Pancake Houses Ltd.", une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de la Colombie Britannique, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à suite 811, 65 rue Sainte-Anne, en les cité et district judiciaire de Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Georges-René Fournier, de ladite cité de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 9e jour de décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
52499 **RAYMOND DOUVILLE.**

(P. Sec. 725-59)

**SMITTY'S PANCAKE HOUSES LTD.**

Notice is hereby given that "Smitty's Pancake Houses Ltd.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the British Columbia "Companies Act", has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Suite 811, 65 St. Anne Street, in the city and judicial district of Quebec.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Georges-René Fournier, of the said city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of December, 1959.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
52499-o Assistant Secretary of the Province.

(Sec. P. 860-59)

**BOULDER LAKE MINES, INC.**

Avis est, par les présentes, donné que "Boulder Lake Mines, Inc.", une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de l'état d'Ohio, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi a/s de M. John McG. Home, 507 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. John McG. Home, à l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 16e jour de décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
52499 **RAYMOND DOUVILLE.**

(P. Sec. 860-59)

**BOULDER LAKE MINES, INC.**

Notice is hereby given that "Boulder Lake Mines, Inc.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the Laws of the State of Ohio, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at c/o Mr. John McG. Home, 507 Place d'Armes, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is the said Mr. John McG. Home, of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of December, 1959.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
52499-o Assistant Secretary of the Province.

(Sec. P. 810-59)

**COMERCIAL FENIX S. A.**

Avis est, par les présentes, donné que "Comercial Fenix S. A.", une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois du Venezuela, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S. R. Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi a/s de "Montreal Trust Company", 511 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Eric John Strowlger, de la cité de Hampstead.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 16e jour de décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
52499 **RAYMOND DOUVILLE.**

(P. Sec. 810-59)

**COMERCIAL FENIX S. A.**

Notice is hereby given that "Comercial Fenix S. A.", an extra-provincial company incorporated pursuant to the laws of Venezuela, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at c/o Montreal Trust Company, 511 Place d'Armes, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Eric John Strowlger, of the city of Hampstead.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of December, 1959.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
52499-o Assistant Secretary of the Province.

(Sec. P. 809-59)  
**COMMUNITY COUNSELLING SERVICE,  
 INC.**

Avis est, par les présentes, donné que "Community Counselling Service Inc." une compagnie constituée en corporation en vertu de "Stock Corporation Law" de l'état de New York, U.S.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 300, 455 ouest, rue Craig, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. W. H. Laidley, à l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 16e jour de décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
 52499 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 809-59)  
**COMMUNITY COUNSELLING SERVICE,  
 INC.**

Notice is hereby given that "Community Counselling Service, Inc.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the Stock Corporation Law of the State of New York, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q. 1941, chapter 179.

The principal office of the said company in the province is to be established at Room 300, 455 Craig Street West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. W. H. Laidley, of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of December, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,  
 52499-o Assistant Secretary of the Province.

**Curatelle publique**

YVON ISODOROFF

Succession vacante de Isodoroff, Yvon en son vivant de Lac Ste-Marie, comté de Gatineau, Qué., Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 17 mars 1959 par un juge de la cour supérieure siégeant à Hull, dans le district de Hull que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.

187, rue Sainte-Catherine (Ouest),  
 Montréal 18. 52538-o

**Public Curatorship**

YVON ISODOROFF

Vacant Estate of Isodoroff, Yvon in his lifetime of Lake Ste-Marie, county of Gatineau, Que., The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on March 17, 1959, by a judge of the Superior Court sitting at Hull, in the district of Hull, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR.

187 Saint-Catherine Street (West),  
 Montreal 18. 52538

**Département des  
 Affaires municipales**

VILLE DE PORT-ALFRED

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil N° 1391 du 10 décembre 1959, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement N° 273 du conseil de la ville de Port-Alfred, tel que modifié par ledit conseil dans une résolution adoptée le 5 octobre 1959, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de Grande-Baie et annexé à la ville de Port-Alfred.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire, situé dans le canton de Bagot, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis, dans le canton de Babot, cette partie du lot 93 dont les limites se décrivent comme suit: Partant du coin sud-ouest du lot de subdivision 93-207 (rue); de là, successivement, les lignes suivantes: la ligne séparative des lots 92 et 93 en allant vers l'ouest sur une

**Department of  
 Municipal Affairs**

TOWN OF PORT-ALFRED

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 1391 of December 10, 1959, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 273 of the town council of Port-Alfred, as amended by the said council in a resolution adopted on October 5, 1959, and to enact that, from and after the date of the publication of the said notice, the territory mentioned in the said by-law and hereinunder described is detached from the municipality of Grande-Baie and annexed to the town of Port-Alfred.

This territory is the following:

A territory, situated in the township of Bagot, comprising, with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Alexis, in the township of Bagot, that part of lot 93, the limits of which are described as follows: Starting from the southwest corner of the subdivision lot 93-207 (street); thence, successively, the following lines: the dividing line of lots 92 and 93 going towards the

longueur de cinq cent quatre-vingts (580.0') pieds; une ligne parallèle à la ligne ouest du lot de subdivision 93-207 (rue) et traversant le lot N° 93 sur toute sa largeur; la ligne séparative des lots 93 et 94 en allant vers l'est jusqu'au coin nord-ouest du lot de subdivision 93-123 (rue); la ligne ouest dudit lot de subdivision 93-123 (rue); la ligne nord du lot de subdivision 93-207 (rue) jusqu'à son coin nord-ouest et enfin la ligne ouest du lot subdivision 93-207 jusqu'au point de départ.

Le ministre des Affaires municipales,  
52518-o PAUL DOZOIS.

West along a length of five hundred and eighty (580.0') feet; a line parallel to the west line of subdivision lot 93-207 (street) and crossing lot No. 93 on its entire width; the dividing line of lots 93 and 94 going towards the east as far as the northwest corner of the subdivision lot 93-123 (street); the west line of the said subdivision lot 93-123 (street); the north line of subdivision lot 93-207 (street) to its northwest corner and finally the west line of subdivision lot 93-207 to its starting point.

PAUL DOZOIS,  
52518 Minister of Municipal Affairs.

## Département de l'Agriculture

### CERCLE AGRICOLE DE LA PAROISSE DE L'ASCENSION DE PATAPÉDIA

Avis est donné que le ministre de l'Agriculture a autorisé la formation d'un cercle agricole dans le comté de Bonaventure, sous le nom de "Cercle Agricole de la Paroisse de l'Ascension de Patapédia", conformément à la loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Daté du bureau du ministre de l'Agriculture, le 10 décembre 1959.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
52517-o R. TRÉPANIÉ.

### CERCLE AGRICOLE DE STE-ÉLISABETH DE WARWICK

Avis est donné que le "Cercle agricole de la paroisse Ste-Élisabeth de Warwick", comté d'Arthabaska, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Daté du bureau du ministre de l'Agriculture, le 10 décembre 1959.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
52517-o R. TRÉPANIÉ.

### CERCLE AGRICOLE DE ST-GILLES DE BEURIVAGE

Avis est donné que le "Cercle Agricole de la Paroisse de St-Gilles de Beurivage", comté de Lotbinière, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (R.S.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Daté du bureau du ministre de l'Agriculture, le 10 décembre 1959.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
52517-o R. TRÉPANIÉ.

## Department of Agriculture

### FARMERS' CLUB OF THE PARISH OF L'ASCENSION DE PATAPÉDIA

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has authorized the formation of a Farmers' Club in the county of Bonaventure, under the name of "Farmers' Club of the parish of l'Ascension of Patapédia", pursuant to the Farmers' Club Act, (R.S.Q., 1941, chap. 118).

Dated at the office of the Minister of Agriculture, December 10, 1959.

R. TRÉPANIÉ,  
52517 Deputy Minister of Agriculture.

### FARMERS' CLUB OF STE-ÉLISABETH OF WARWICK

Notice is given that the "Farmers' Club of the Parish of Ste-Élisabeth of Warwick", county of Arthabaska, having neglected, for a period of two years to have conformed to the requirements of the Farmers Club Act, (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares said club dissolved, pursuant to the provisions of Article 44 of the said Act.

Dated at the office of the Minister of Agriculture, December 10, 1959.

R. TRÉPANIÉ,  
52517 Deputy Minister of Agriculture.

### FARMERS' CLUB OF ST-GILLES OF BEURIVAGE

Notice is given that the "Farmers' Club of the Parish of St-Gilles of Beurivage", county of Lotbinière, having neglected, for a period of two years to have conformed to the requirements of the Farmers Club Act, (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares said club dissolved, pursuant to the provisions of Article 44 of the said Act.

Dated at the office of the Minister of Agriculture, December 10, 1959.

R. TRÉPANIÉ,  
52517 Deputy Minister of Agriculture.

## Département de l'Agriculture Industrie laitière

### COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 18-57B  
(Region d'Amos)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

## Department of Agriculture Dairy Industry

### DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 18-57B  
(Region of Amos)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du mercredi, le 16 décembre 1959, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Stanislas Panneton, président, Joseph Hébert, J.-Alfred Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'ordonnance N° 18-57 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 24 août 1957 est amendée en y ajoutant l'article suivant:

"3a) Toutefois il est loisible au marchand de lait de convenir avec ses producteurs-fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Commission, d'un prix minimum pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature. Ce marchand de lait devra payer à ses producteurs-fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature plus une quantité équivalente à au moins 2% du lait ainsi utilisé, et au prix déterminé dans le contrat dûment approuvé par la Commission, le reste du lait reçu.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

- a) la quantité totale du lait reçu;
- b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- e) le prix payé pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature".

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1960.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: STANISLAS PANNETON, président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
J.-A. CHARTRAND, commissaire,  
ALFRED COOKMAN, commissaire,  
PAUL-ABEL ARÈS, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.  
52537-o\*

COMMISSION DE L'INDUSTRIE  
LAIITIÈRE DE LA PROVINCE  
DE QUÉBEC

Ordonnance N° 75-56A  
(Région de Mégantic)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, le 16 décembre 1959, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Stanislas Panneton, président, Joseph Hébert, J.-Alfred Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'ordonnance N° 75-56, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 24 novembre 1956, est amendée en y ajoutant l'article suivant:

Meeting of Wednesday, December 16th, 1959, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs Stanislas Panneton, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No. 18-57 published in the *Quebec Official Gazette* of August 24th, 1957, is amended by adding the following article:

"3a. Yet, the milk dealer may agree with his producers-suppliers, by written contract approved by the Commission, as to a minimum price for milk used for other purposes than fluid milk consumption. This milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price fixed in article 3 of the present Order, the milk used for consumption in its natural state plus a quantity equal to at least 2% of the milk thus used, and at the price established by contract duly approved by the Commission, the balance of the milk received.

This milk dealer shall supply the Dairy Industry Commission on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by the said Commission, showing for the preceding month:

- a) total quantity of milk received;
- b) quantity of milk used for consumption in its natural state;
- c) quantity of milk used for other purposes;
- d) quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- e) price paid for milk used for other purposes than fluid milk consumption."

2. The present Order shall come into force on January 1st, 1960.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: STANISLAS PANNETON, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,  
ALFRED COOKMAN, Commissioner,  
PAUL-ABEL ARÈS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.  
52537-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION  
OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

Order No. 75-56A  
(Region of Mégantic)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, December 16th, 1959, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs Stanislas Panneton, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No. 75-56, published in the *Quebec Official Gazette* of November 24th, 1956, is amended by adding the following article:

"3a) Toutefois il est loisible au marchand de lait de convenir avec ses producteurs-fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Commission, d'un prix minimum pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature. Ce marchand de lait devra payer à ses producteurs-fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature plus une quantité équivalente à au moins 2% du lait ainsi utilisé, et au prix déterminé dans le contrat dûment approuvé par la Commission, le reste du lait reçu.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

- a) la quantité totale du lait reçu;
- b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
- c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
- d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
- e) le prix payé pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature".

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er janvier 1960.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: STANISLAS PANNETON, président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
J.-A. CHARTRAND, commissaire,  
ALFRED COOKMAN, commissaire,  
PAUL-ABEL ARÈS, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.  
52537-o

"3a. Yet, the milk dealer may agree with his producers-suppliers, by written contract approved by the Commission, as to a minimum price for milk used for other purposes than fluid milk consumption. This milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price fixed in article 3 of the present Order, the milk used for consumption in its natural state plus a quantity equal to at least 2% of the milk thus used, and at the price established by contract duly approved by the Commission, the balance of the milk received.

This milk dealer shall supply the Dairy Industry Commission on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by the said Commission, showing for the preceeding month:

- a) total quantity of milk received;
- b) quantity of milk used for consumption in its natural state;
- c) quantity of milk used for other purposes;
- d) quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
- e) price paid for milk used for other purposes than fluid milk consumption."

2. The present Order shall come into force on January 1st, 1960.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: STANISLAS PANNETON, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,  
ALFRED COOKMAN, Commissioner,  
PAUL-ABEL ARÈS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.  
52537-o

## Département de l'Instruction publique

## Department of Education

### N° 261-57. MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE VERCHÈRES

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Verchères, dans le comté de Verchères, en celui de la municipalité scolaire de Verchères, dans le comté de Verchères.

Québec, le 9 décembre 1959.  
Le Surintendant de l'Instruction publique,  
52523-51-2-o O.-J. DESAULNIERS.

### No. 261-57. SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF VERCHÈRES

Application is made to change the name of the school municipality of the village of Verchères, in the county of Verchères into that of the school municipality of Verchères, in the county of Verchères.

Quebec, December 9, 1959.  
O.-J. DESAULNIERS,  
52523-51-2 Superintendent of Education.

### N° 1264-57. MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE ST-BONIFACE-DE-SHAWINIGAN

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Boniface-de-Shawinigan, dans le comté de St-Maurice, en celui de la municipalité scolaire de St-Boniface-de-Shawinigan, même comté.

Québec, le 10 décembre 1959.  
Le Surintendant de l'Instruction publique,  
52524-51-2-o O.-J. DESAULNIERS.

### No. 1264-57. SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-BONIFACE-DE-SHAWINIGAN

Application is made to change the name of the school municipality of the village of St-Boniface-de-Shawinigan, in the county of St-Maurice, into that of the school municipality of St-Boniface-de-Shawinigan, same county.

Quebec, December 10, 1959.  
O.-J. DESAULNIERS,  
52524-51-2 Superintendent of Education.

### N° 1145-59. MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE BEAULAC

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Garthby, dans le

### No. 1145-59. SCHOOL MUNICIPALITY OF BEAULAC

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Garthby, in

comté de Wolfe, à la municipalité scolaire de Beaulac, dans le même comté.

Québec, le 17 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
52554-51-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1054-59.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA  
PAROISSE DE ST-JOSEPH**

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Cranbourne, dans le comté de Dorchester, les lots 4 et 5 du rang I, 149 rang II et la partie des lots 150 et 151 du même rang, contenant une superficie de 59 acres et appartenant à Monsieur Léandre Cloutier, tous du cadastre officiel de St-Odilon-de-Cranbourne, pour les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Joseph, dans le comté de Beauce.

Québec, le 16 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
52555-51-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1054-59.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE  
STE-GERMAINE-DU-LAC-ETCHEMIN**

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Cranbourne, dans le comté de Dorchester, les lots 620 et 621 du rang X du cadastre officiel de St-Odilon-de-Cranbourne, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, dans le même comté.

Québec, le 16 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
52556-51-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1185-59.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE  
ST-VINCENT-DE-PAUL**

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Les Écores, dans le comté de Laval, les lots originaires nos 87 à 105 inclusivement, ainsi que toutes leurs subdivisions présentes et futures, du cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Vincent-de-Paul, dans le même comté.

Québec, le 16 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
52557-51-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1253-59.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE  
STE-GERTRUDE-DE-PONTIAC**

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Gertrude-de-Pontiac, dans le comté d'Abitibi-Est, en celui de la municipalité scolaire de Ste-Gertrude, même comté.

Québec, le 16 décembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
52558-51-2-o O.-J. DESAULNIERS.

the county of Wolfe, to the school municipality of Beaulac, in the same county.

Quebec, December 17, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,  
52554-51-2 Superintendent of Education.

No. 1054-59.

**SCHOOL MUNICIPALITY OF THE  
PARISH OF ST-JOSEPH**

Application is made to detach from the school municipality of Cranbourne, in the county of Dorchester, lots 4 and 5 of range I, 149, range II and that part of lots 150 and 151 of the same range, containing an area of 59 acres and belonging to Mr. Léandre Cloutier, all of the official cadaster of St-Odilon-de-Cranbourne, to annex them to the school municipality of the parish of St-Joseph, in the county of Beauce.

Quebec, December 16, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,  
52555-51-2 Superintendent of Education.

No. 1054-59.

**SCHOOL MUNICIPALITY OF  
STE-GERMAINE-DU-LAC-ETCHEMIN**

Application is made to detach from the school municipality of Cranbourne, in the county of Dorchester, lots 620 and 621 of range X of the official cadaster of St-Odilon-de-Cranbourne, to annex them to the school municipality of Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, in the same county.

Quebec, December 16, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,  
52556-51-2 Superintendent of Education.

No. 1185-59.

**SCHOOL MUNICIPALITY OF  
ST-VINCENT-DE-PAUL**

Application is made to detach from the school municipality of Les Écores, in the county of Laval, the original lots Nos. 87 to 105 inclusively, as well as all their present and future subdivisions, in the official cadaster of the parish of St-Vincent-de-Paul, to annex them to the school municipality of St-Vincent-de-Paul, in the same county.

Quebec, December 16, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,  
52557-51-2 Superintendent of Education.

No. 1253-59.

**SCHOOL MUNICIPALITY OF  
STE-GERTRUDE-DE-PONTIAC**

Application is made to change the name of the school municipality of Ste-Gertrude-de-Pontiac, in the county of Abitibi-East, into that of the school municipality of Ste-Gertrude, same county.

Quebec, December 16, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,  
52558-51-2 Superintendent of Education.

**Département des  
Terres et Forêts**

**AVIS**

Cadastre officiel de la ville de Lachine (municipalité de cité de Lachine) division d'enregistrement de Montréal

Avis est par la présente donné que les lots 181-347 à 181-350 et 181-354 à 181-359 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er décembre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

52498-o

**Department of  
Land and Forest**

**NOTICE**

Official cadastre of the town of Lachine (municipality of city of Lachine) registration division of Montreal

Notice is hereby given that lots 181-347 to 181-350 and 181-354 to 181-359 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December the 1st, 1959.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy-Minister.

52498-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du meuble dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 505 du 7 mai 1952 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the furniture industry in the province of Québec, rendered obligatory by the decree No. 505 of May 7, 1952 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to the said decree;

1° L'article III sera remplacé par le suivant:  
 "III. *Taux minima de salaires:* Les taux minima de salaires des salariés, y compris les membres du personnel féminin, travaillant à la fabrication ou réparation des meubles ou autres articles inclus dans la juridiction industrielle du présent décret, de même que celui des chauffeurs de bouilloires, des gardiens-chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes, des gardiens, des préposés à l'expédition, des préposés au transport, des préposés à l'entretien ou à la réparation des machines et immeubles sont les suivants:

1. Article III will be replaced by the following:  
 "III. *Minimum rates of wages:* The minimum rates of wages of the employees, male and female, working at the manufacturing or repairing of furniture or other articles include in the industrial jurisdiction of the present decree, and those of boiler firemen, watchmen firemen, stationary enginemen, watchmen and men whose work is concerned with shipping, transportation and maintenance or repair of machines and buildings, shall be as follows:

*Zone I:* Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à \$1.25 de l'heure.

*Zone I:* The average wage rate shall not be less than \$1.25 per hour.

Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (primes pour temps supplémentaire étant exclues) est divisé par le total des heures de travail. Les salaires de chaque salarié assujetti au décret sont inclus dans la computation de telle moyenne, excepté celui de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître. Les salaires minima sont établis et doivent être payés, indépendamment de tout temps supplémentaire, boni ou prime quelconque, comme suit:

For the purpose of computing the average, the total wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total hours worked. The wages of every employee regulated by the decree shall be included in such average, except the wages of any person holding a position above the rank of foreman. The minimum wages are established and shall be paid, irrespective of any overtime, bonus or premium, as follows:

|   | <i>l'heure</i> |
|---|----------------|
| Salariés de 18 ans et plus:                                       |                |
| Premier trimestre . . . . .                                       | \$0.81         |
| Deuxième trimestre . . . . .                                      | 0.86           |
| Après le premier semestre . . . . .                               | 0.92           |
| Après un (1) an . . . . .   | 0.98           |
| Après deux (2) ans . . . . .                                      | 1.03           |
| Salariés de moins de 18 ans:                                      |                |
| Premier trimestre . . . . .                                       | 0.71           |
| Deuxième trimestre . . . . .                                      | 0.76           |
| Après le premier semestre . . . . .                               | 0.82           |
| Après un (1) an . . . . .   | 0.88           |
| Après deux (2) ans . . . . .                                      | 0.93           |
| Les salaires minima suivants s'appliquent aux gardiens seulement: |                |
| Première année . . . . .  | 0.85           |
| Après un (1) an . . . . .   | 0.90           |

|   | <i>Per hour</i> |
|---|-----------------|
| Employees of 18 years of age and over:              |                 |
| First three months . . . . .                        | \$0.81          |
| Second three months . . . . .                       | 0.86            |
| After six months . . . . .                          | 0.92            |
| After one (1) year . . . . .                        | 0.98            |
| After two (2) years . . . . .                       | 1.03            |
| Employees under 18 years of age:                    |                 |
| First three months . . . . .                        | 0.71            |
| Second three months . . . . .                       | 0.76            |
| After six months . . . . .                          | 0.82            |
| After one (1) year . . . . .                        | 0.88            |
| After two (2) years . . . . .                       | 0.93            |
| The following minimum rates apply to watchmen only: |                 |
| First year . . . . .                                | 0.85            |
| After one (1) year . . . . .                        | 0.90            |

*Zone II:* Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à \$1.15 de l'heure.

*Zone II:* The average wage rate shall not be less than \$1.15 per hour.

Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (primes pour temps supplémentaire étant exclues) est divisé par le total des heures de travail. Les salaires de chaque salarié assujetti au décret sont inclus dans la computation de telle moyenne, excepté celui de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître. Les salaires minima sont établis et doivent être payés, indépendamment de tout temps supplémentaire, boni ou prime quelconque, comme suit:

For the purpose of computing the average, the total wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total hours worked. The wages of every employee regulated by the decree shall be included in such average, except the wages of any person holding a position above the rank of foreman. The minimum wages are established and shall be paid, irrespective of any overtime, bonus or premium, as follows:

|                                     | <i>l'heure</i> |
|-------------------------------------|----------------|
| Salariés de 18 ans et plus:         |                |
| Premier trimestre . . . . .         | \$0.76         |
| Deuxième trimestre . . . . .        | 0.80           |
| Après le premier semestre . . . . . | 0.85           |

|  | <i>Per hour</i> |
|--|-----------------|
| Employees of 18 years of age and over: |                 |
| First three months . . . . .           | \$0.76          |
| Second three months . . . . .          | 0.80            |
| After six months . . . . .             | 0.85            |

|  | <i>l'heure</i> |  | <i>Per hour</i> |
|--|----------------|--|-----------------|
| Après un (1) an.....   | \$0.90         | After one (1) year.....                                | \$0.90          |
| Après deux (2) ans.....  | 0.94           | After two (2) years.....                               | 0.94            |
| Salariés de moins de 18 ans:   |                | Employees under 18 years of age:                       |                 |
| Premier trimestre.....   | 0.66           | First three months.....                                | 0.66            |
| Deuxième trimestre.....  | 0.70           | Second three months.....                               | 0.70            |
| Après le premier semestre.....                                       | 0.75           | After six months.....                                  | 0.75            |
| Après un (1) an.....   | 0.80           | After one (1) year.....                                | 0.80            |
| Après deux (2) ans.....  | 0.84           | After two (2) years.....                               | 0.84            |
| Les salaires minima suivants s'appliquent<br>aux gardiens seulement: |                | The following minimum rates apply to<br>watchmen only: |                 |
| Première année.....  | 0.80           | First year.....  | 0.80            |
| Après un (1) an.....   | 0.85           | After one (1) year.....                                | 0.85            |

*Zone III:* Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à \$1.03 de l'heure.

Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (primes pour temps supplémentaire étant exclues) est divisé par le total des heures de travail. Les salaires de chaque salarié assujéti au décret sont inclus dans la computation de telle moyenne, excepté celui de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître. Les salaires minima sont établis et doivent être payés, indépendamment de tout temps supplémentaire, boni ou prime quelconque, comme suit:

|  | <i>l'heure</i> |  | <i>Per hour</i> |
|--|----------------|--|-----------------|
| Salariés de 18 ans et plus:  |                | Employees of 18 years of age and over:                 |                 |
| Premier trimestre.....   | \$0.71         | First three months.....                                | \$0.71          |
| Deuxième trimestre.....  | 0.74           | Second three months.....                               | 0.74            |
| Après le premier semestre.....                                       | 0.78           | After six months.....                                  | 0.78            |
| Après un (1) an.....   | 0.82           | After one (1) year.....                                | 0.82            |
| Après deux (2) ans.....  | 0.85           | After two (2) years.....                               | 0.85            |
| Salariés de moins de 18 ans:   |                | Employees under 18 years of age:                       |                 |
| Premier trimestre.....   | 0.61           | First three months.....                                | 0.61            |
| Deuxième trimestre.....  | 0.64           | Second three months.....                               | 0.64            |
| Après le premier semestre.....                                       | 0.68           | After six months.....                                  | 0.68            |
| Après un (1) an.....   | 0.72           | After one (1) year.....                                | 0.72            |
| Après deux (2) ans.....  | 0.75           | After two (2) years.....                               | 0.75            |
| Les salaires minima suivants s'appliquent<br>aux gardiens seulement: |                | The following minimum rates apply to<br>watchmen only: |                 |
| Première année.....  | 0.73           | First year.....  | 0.73            |
| Après un (1) an.....   | 0.77           | After one (1) year.....                                | 0.77            |

La durée de service dans l'industrie du meuble en général doit déterminer les taux minima ci-dessus pour fin d'application immédiate.

Dès le moment où un salarié atteint l'âge de dix-huit (18) ans, il doit être tenu compte dans la détermination de son salaire minimum, de la durée de son service dans l'industrie du meuble avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit (18) ans.

Les augmentations de salaires que tout employeur doit accorder pour atteindre la moyenne de sa zone, doivent être réparties également, d'une manière uniforme, parmi tous les salariés.

Si pendant la durée du présent décret, le Comité paritaire de l'industrie du Meuble doit faire des réclamations de salaires parce que la moyenne minimum n'a pas été observée, les montants ainsi réclamés doivent être distribués par le Comité paritaire à tous les salariés rapportés durant cette période, proportionnellement aux heures de travail accomplies durant ladite période.

Pour fins de calcul de la moyenne des salaires prévue au présent article, tous salaires du ou des propriétaires des industries soumises aux dispositions du présent décret, et dans le cas d'une compagnie limitée ou incorporée, tous salaires des membres du conseil d'administration, ne peuvent être compris dans la computation d'une moyenne."

2° Les paragraphes "a" et "b" de l'article VI seront remplacés par les suivants:

*Zone III:* The average wage rate shall not be less than \$1.03 per hour.

For the purpose of computing the average, the total wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total hours worked. The wages of every employee regulated by the decree shall be included in such average, except the wages of any person holding a position above the rank of foreman. The minimum wages are established and shall be paid, irrespective of any overtime, bonus or premium, as follows:

|  | <i>l'heure</i> |  | <i>Per hour</i> |
|--|----------------|--|-----------------|
| Salariés de 18 ans et plus:  |                | Employees of 18 years of age and over:                 |                 |
| Premier trimestre.....   | \$0.71         | First three months.....                                | \$0.71          |
| Deuxième trimestre.....  | 0.74           | Second three months.....                               | 0.74            |
| Après le premier semestre.....                                       | 0.78           | After six months.....                                  | 0.78            |
| Après un (1) an.....   | 0.82           | After one (1) year.....                                | 0.82            |
| Après deux (2) ans.....  | 0.85           | After two (2) years.....                               | 0.85            |
| Salariés de moins de 18 ans:   |                | Employees under 18 years of age:                       |                 |
| Premier trimestre.....   | 0.61           | First three months.....                                | 0.61            |
| Deuxième trimestre.....  | 0.64           | Second three months.....                               | 0.64            |
| Après le premier semestre.....                                       | 0.68           | After six months.....                                  | 0.68            |
| Après un (1) an.....   | 0.72           | After one (1) year.....                                | 0.72            |
| Après deux (2) ans.....  | 0.75           | After two (2) years.....                               | 0.75            |
| Les salaires minima suivants s'appliquent<br>aux gardiens seulement: |                | The following minimum rates apply to<br>watchmen only: |                 |
| Première année.....  | 0.73           | First year.....  | 0.73            |
| Après un (1) an.....   | 0.77           | After one (1) year.....                                | 0.77            |

The length of service in the furniture industry in general shall determine the minimum hourly rates applicable.

When an employee attains the age of eighteen (18) years, the length of his service in the furniture industry, before attaining that age, shall be taken into account when determining his minimum salary.

The wage increases to be granted by an employer to reach the average for his zone, shall be distributed equally, in a uniform manner, amongst all the employees.

If during the existence of the present decree, the Joint Committee of the Furniture Industry has to file claims for wages because the minimum average has not been observed, the amounts thus claimed shall be distributed by the Joint Committee to all employees reported during this period, in proportion to hours worked during the said period.

For the purpose of computing average wages provided for under the present section, all wages of the owner or owners of industries governed by the provisions of the present decree and, in the case of a limited or incorporated company, all wages of the members of the Board of Directors, shall not be included in the computation of an average."

2. Paragraphs "a" and "b" of article VI will be replaced by the following:

“VI. Dimanches et jours de fêtes:

a) Dans les zones I, II et III, sera rémunéré au taux de salaire double, tout travail exécuté le dimanche, le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le Jour de Noël et le lendemain du Jour de Noël ou le lendemain du Premier de l'An, après entente entre employeurs et salariés relativement au choix du lendemain du Jour de Noël ou le lendemain du Premier de l'An seulement.

Après entente entre l'employeur et les salariés concernés, il est permis de remplacer le temps perdu à cause de chômage la journée de travail qui précède ou qui suit immédiatement l'une des fêtes mentionnées dans le présent paragraphe, par un nombre équivalent d'heures de travail rémunérées au taux régulier, au cours d'un ou de plusieurs jours convenus mutuellement, avec l'approbation préalable du Comité paritaire.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas cependant aux chauffeurs de bouilloires, gardiens-chauffeurs de bouilloires, mécaniciens de machines fixes, de même qu'aux gardiens.

b) Dans les zones I, II et III, les jours suivants sont des jours chômés et payés, soit: le Vendredi-Saint, la fête du Travail et le lendemain du Jour de Noël ou le lendemain du Premier de l'An, après entente entre employeurs et salariés relativement au choix du lendemain du Jour de Noël ou le lendemain du Premier de l'An seulement. Le montant remis à chaque salarié pour chacun des jours de congé chômés et payés ci-haut mentionnés, doit être l'équivalent du salaire qu'il aurait effectivement gagné au taux de base d'une journée normale de travail.

Pour bénéficier de ces congés, le salarié doit travailler le jour ouvrable qui précède et le jour ouvrable qui suit immédiatement tel congé, à moins qu'il n'obtienne, à l'avance, la permission de son employeur.”

3° L'article XI sera remplacé par le suivant:

“XI. *Durée du décret:* Le décret est valable à compter de la première période de paie suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au premier juillet 1961. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une ou l'autre des parties, par un avis écrit signifié à l'autre partie dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juillet 1961 ou avant le 1er juillet de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.”

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 19 décembre 1959. 52526-0

“VI. Sundays and holidays:

a) In zones I, II and III, shall be remunerated at the rate of double time all work executed on Sundays, New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Christmas Day, and the day following Christmas Day or the day following New Year's Day after agreement reached between employers and employees, with regards to the choice of the day following Christmas Day or the day following New Year's Day only.

Upon agreement between the employer and the employees concerned, it is permitted to replace the time lost on the working day immediately preceding or following the holidays mentioned in this paragraph, by an equivalent number of working hours remunerated at the regular rate, during one or more days mutually agreed, with the previous approval of the Joint Committee.

The provisions of the present section do not apply to boiler firemen, watchmen-boiler firemen, stationary enginemen or watchmen.

b) In zones I, II and III, the following days shall be Statutory holidays with pay: Good Friday, Labour Day, and the day following Christmas Day or the day following New Year's Day after agreement between employers and employees as to the choice of the day following Christmas Day or the day following New Year's Day only. The amount paid to each employee for each one of the above mentioned Statutory Holidays with pay, shall be the equivalent of the wages he would have effectively earned at the basic rate of a normal work day.

To be entitled to these holidays, an employee must work the work day immediately preceding and the work day immediately following such a holiday, unless his absence be authorized by the employer.”

3. Article XI will be replaced by the following:

“XI. *Duration of the decree:* The decree shall take effect with the (1st) first complete pay period following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until July 1, 1961. It then renews itself automatically from year to year, unless it be denounced by either of the parties by a written notice to the other party within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before July 1, 1961 or before July 1st of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.”

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, December 19, 1959. 52526-0

## Nominations

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 1209, en date du 28 octobre 1959, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer en conseil de la Reine, les avocats et membres du Barreau de la province dont les noms suivent, à savoir:

M. M. Leonard A. Seton, 215, rue St-Jacques, ouest, Gérard Raymond, 276, rue St-Jacques, ouest, A. J. Rosenstein, 1,117 rue Ste-Catherine, ouest, Albert H. Malouf, 7,200, rue Hutchison, George W. Hall, 507, Place d'Armes, Paul-F. Renault, 360, rue St-Jacques, ouest, Yvon Perras, 170, rue Dorchester, est, Armand Pagé, Hôtel de Ville, Edward I. Auerback, 614, rue St-Jacques, ouest, Abbey Litovsky, 5,616, avenue du Parc, S. Louis Kursner, 493, rue Sherbrooke, ouest, Maurice Martel, 159, rue Craig, ouest, tous de Montréal, Philippe-Auguste Miller, Département de l'Instruction publique, Hôtel du Gouvernement, Roger Thibaudeau, 72, Côte de la Montagne, tous deux de Québec, Blaise Fournier et Louis Dugal, 2, rue de la Cour, tous deux de Rivière-du-Loup, Charles-A. Beaulieu, 160, rue de l'Évêché, Rimouski, et J. P. Léopold Flynn, de New-Carlisle.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le seize décembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,  
52499-o RAYMOND DOUVILLE.

## Appointments

Notice is given that, by Order in Council number 1209, dated October 28, 1959, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint as Queen's Counsels, the advocates and members of the Bar of the Province of Quebec, the following, to wit:

Messrs. Leonard A. Seton, 215, St-James Street, West, Gérard Raymond, 276 St-James Street, West, A. J. Rosenstein, 1,117 St-Catherine Street, West, Albert H. Malouf, 7,200 Hutchison Street, George W. Hall, 507 Place d'Armes, Paul-F. Renault, 360 St-James Street, West, Yvon Perras, 170, Dorchester Street, East, Armand Pagé, City Hall, Edward I. Auerback, 614 St-James Street, West, Abbey Litovsky, 5,616 Park Avenue, S. Louis Kursner, 493 Sherbrooke Street, West, Maurice Martel, 159 Craig Street West, all of Montreal, Philippe-Auguste Miller, Department of Education, Parliament Building, Roger Thibaudeau, 72 Mountain Hill, both of Quebec, Blaise Fournier and Louis Dugal, 2, Court Street, both of Rivière-du-Loup, Charles-A. Beaulieu, 160 Bishop Street, Rimouski, and J. P. Léopold Flynn, of New Carlisle.

Given at the office of the Provincial Secretary, December, sixteenth, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,  
52499 Assistant Secretary of the Province.

## Proclamation

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.] O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires; Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT:

## PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,  
C. E. CANTIN. } ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de Mont-Saint-Hilaire, dans le comté municipal de Rouville, et de l'annexer à la municipalité d'Otterburn Park, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 25 novembre 1959, portant le numéro 1359, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

"Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de Mont-Saint-Hilaire, se composant

## Proclamation

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.] O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING:

## PROCLAMATION

C. E. CANTIN, Deputy Attorney General. } WHEREAS We have been requested to detach the territory hereafter described from the Municipality of Mont-Saint-Hilaire, in the Municipal County of Rouville and annex it to the Municipality of Otterburn Park, the same Municipal county;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 25, 1959, bearing number 1359, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We hereby declare and enact:

THAT the following territory, to wit:

"A territory presently forming part of the municipality of Mont-Saint-Hilaire, being com-

de deux étendues de terre, ci-après décrites:

*Premièrement:*

Une étendue de terre comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hilaire, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou parties d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne nord-est du lot de subdivision 150-30 avec la rive sud-est de la Rivière Richelieu; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la dite ligne nord-est du lot de subdivision 150-30 prolongée à travers le chemin public; la ligne nord-est des lots de subdivision 150-1, 150-2, 150-3, 150-4, 150-5 et de la partie non subdivisée du lot 150 jusqu'au côté nord-ouest du chemin des Trente; ledit côté nord-ouest dudit chemin sur la largeur des lots 150, 151, 152, 153, 154, 156 et 157; la ligne sud-ouest des lots 157, 156, 155 et 154, la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Richelieu; ledit axe de la rivière Richelieu en allant vers le nord-est jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot de subdivision 150-30 et enfin ce dernier prolongement jusqu'au point de départ.

*Deuxièmement:*

Une étendue de terre comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hilaire, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou parties d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection du côté Sud-est du droit de voie du chemin de fer Canadien National (N<sup>o</sup> cadastral 457) avec la ligne nord-est du lot 106; ladite ligne nord-est du lot 106 et la ligne nord-est des lots de subdivision 106-6, 106-5, 106-4, 106-3, et 106-2; le côté nord-ouest du chemin des Trente limitant vers le sud-est les lots de subdivision 106-2, 106-1 (rue), 106, 132, 130 et les lots de subdivision 130-755, 130-756, (rue), 130-777, 130-778 et 130-779; la ligne sud-ouest des lots de subdivision 130-779 et de 130-774 en rétrogradant à 130-760; partie de la ligne sud-est du lot de subdivision 130-452; une ligne dans la rue Clifton séparant les lots de subdivision 130-451 et 130-452 jusqu'au côté sud-est du droit de voie du chemin de fer Canadien National (lot cadastral 457) et enfin ledit côté sud-est dudit droit de voie en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ"; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou parties d'iceux, renfermés dans les limites ci-dessus décrites, sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de Mont-Saint-Hilaire, dans le comté municipal de Rouville, et sera annexé à la municipalité d'Otterburn Park, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieu-

posed of two extents of land, hereinafter described:

*Firstly:*

An extent of land comprising, with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Hilaire, lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, water-courses or parts thereof, enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the northeast line of subdivision lot 150-30 with the southeast bank of the Richelieu River; thence, successively, the following lines and demarcations: the said northeast line of subdivision lot 150-30 prolonged across the public road, the northeast line of subdivision lots 150-1, 150-2, 150-3, 150-4, 150-5 and from the unsubdivided part of lot 150 to the northwest side of the road "des Trente"; the said northwest side of the said road on the width of lots 150, 151, 152, 153, 154, 156 and 157; the southwest line of lots 157, 156, 155 and 154, the latter prolonged to the axis of the Richelieu River; the said axis of the Richelieu River going towards the northeast to the prolongation of the northeast line of the subdivision lot 150-30 and finally this latter prolongation to the starting point.

*Secondly:*

An extent of land comprising, with reference to the official cadaster for the parish of Saint-Hilaire, all lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, water-courses or parts thereof, enclosed within the following limits, to wit: Starting from the point of intersection on the southeast side to the right-of-way of the Canadian National Railway (cadastral No. 457) with the northeast line of lot 106 the said northeast line of lot 106, and the northeast line of subdivision lots 106-6, 106-5, 106-4, 106-3, and 106-2; the northwest side of the road "des Trente" limiting on the southeast subdivision lots 106-2, 106-1 (street), 106, 132, 130 and subdivision lots 130-755, 130-756, (street), 130-777, 130-778 and 130-779; the southwest line of subdivision lots 130-779 and 130-774 retrograding to 130-760; part of the southeast line of subdivision lot 130-452; a line in Clifton Street separating subdivision lots 130-451 and 130-452 up to the southeast side to the right-of-way of the Canadian National Railway (cadastral lot 457) and finally the said southeast side of the said right-of-way going towards the north, to the starting point"; which territory, together with the roads, streets, lanes, water-courses or part thereof, enclosed within the limits above described shall be, from and after the first day of January following the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of Mont-Saint-Hilaire, in the municipal county of Rouville, and shall be annexed to the municipality of Otterburn Park, in the same municipal county.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C.,

tenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de décembre en l'année mil neuf cent cinquante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,  
52499-0 RAYMOND DOUVILLE.

Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given at Our Government House in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this tenth day of December, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-nine and in the eighth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,  
52499 Assistant Secretary of the Province.

## Sièges sociaux

### COMPAGNIE IMMOBILIÈRE VALRAN

Avis est, par les présentes, donné que la "Compagnie Immobilière Valran", une compagnie dûment constituée en corporation, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises en date du 23ième jour d'octobre 1959 et ayant son siège social à Montréal, province de Québec, Canada, y a établi un bureau à 3955, rue St-Denis.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré, par la compagnie, comme étant son siège social.

Donné et signé à Montréal, province de Québec, Canada, en date du 18ième jour de novembre 1959.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,  
52506-0 JEAN THIBAULT.

### THE GLEN-DORION GOLF CLUB INC.

Avis est, par les présentes, donné que "The Glen-Dorion Golf Club Inc.", une compagnie dûment constituée en corporation, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises en date du 9ième jour de juin 1958 et ayant son siège à Montréal, province de Québec, Canada, y a établi un bureau à 261 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré, par la compagnie, comme étant son siège social.

Donné et signé à Montréal, province de Québec, Canada, en date du 2ième jour d'octobre 1959.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,  
52507-0 JÉRÔME CHOQUETTE.

### ARTISTIC FURS LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Artistic Furs Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes, le 28e jour de septembre 1959, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à 2319 est, rue Bélanger.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 14e jour d'octobre 1959.

52508 Le Président,  
M. RUBINFELD.

### BEAULAC & FILS INC.

Avis est donné que la compagnie "Beaulac & Fils Inc.", constituée en corporation par lettres

## Head Offices

### COMPAGNIE IMMOBILIÈRE VALRAN

Notice is given that the "Compagnie Immobilière Valran", a company duly incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent issued on the 23rd day of October, 1959, and having its head office at Montreal, Province of Quebec, Canada, has therein established its office at 3955 St-Denis Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given and signed at Montreal, Province of Quebec, Canada, on the 18th day of November, 1959.

(Seal) JEAN THIBAULT,  
52506 Secretary-Treasurer.

### THE GLEN-DORION GOLF CLUB INC.

Notice is hereby given that "The Glen-Dorion Golf Club Inc.", a company duly incorporated into a corporation, under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent issued on the 9th day of June, 1958 and having its head office at Montreal, Province of Quebec, Canada, has therein established its office at 261 St-James Street, West, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered, by the company, as being its head office.

Given and signed at Montreal, Province of Quebec, Canada, this 2nd day of October, 1959.

(Seal) JÉRÔME CHOQUETTE,  
52507 Secretary-Treasurer.

### ARTISTIC FURS LTD.

Notice is hereby given that "Artistic Furs Ltd.", incorporated by letters patent on the 28th day of September, 1959, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 2319 Bélanger Street, East.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 14th day of October, 1959.

52508-0 M. RUBINFELD,  
President.

### BEAULAC & FILS INC.

Notice is hereby given that the company "Beaulac & Fils Inc.", incorporated by letters

patentes émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 21 septembre 1959, aura sa principale place d'affaires à Waterloo, Province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Waterloo, le 1er décembre 1959.

52509-o Le Président,  
GEORGES BEAULAC.

J. OUELLETTE, INC.

Avis est donné que la compagnie "J. Ouellette, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 6ième jour de novembre, 1959, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 5363 de la rue Duquette, a Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 28ième jour de novembre 1959.

52510-o Le Président,  
JOSEPH E. OUELLETTE.

MAGASINS REGAL STORES INC.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Magasins Regal Stores Inc.", incorporée par lettres patentes le 11 septembre 1959, et ayant son siège social en la cité de Trois-Rivières, a établi son bureau principal au numéro 520 de la rue Whitehead.

A compter de la date du présent avis, ce bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Trois-Rivières, ce 24 novembre 1959.

52511-o Le Secrétaire,  
GÉRARD CHARETTE.

M. A. MURPHY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "M. A. Murphy Limited" constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 12e jour de juin 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau à 2178 avenue Harvard, Montréal, P. Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 8e jour de décembre 1959.

52512 Par le Président,  
M. A. MURPHY.

NORTHLAND ACCEPTANCE CORPORATION

Avis est donné que la compagnie "Northland Acceptance Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 octobre 1959, et ayant son bureau principal en la ville de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, a établi son bureau au numéro 62 de la rue Principale, à Rouyn.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Rouyn, ce 27 octobre 1959.

52513-o Le Secrétaire-trésorier,  
JACQUES ANGERS.

patent issued under part I of the Quebec Companies Act, dated September 21, 1959, will have its head office at Waterloo, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Waterloo, December 1st, 1959.

52509 GEORGES BEAULAC,  
President.

J. OUELLETTE, INC.

Notice is hereby given that the company "J. Ouellette, Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 6th day of November, 1959, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 5363, Duquette Street, in Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 28th day of November, 1959.

52510-o JOSEPH E. OUELLETTE,  
President.

MAGASINS REGAL STORES INC.

Notice is hereby given that "Magasins Regal Stores Inc.", a company incorporated by letters patent on the 11th day of September 1959 and having its head office in the city of Trois-Rivières, has established its office at No. 520, Whitehead Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Trois-Rivières, this 24th day of November 1959.

52511-o GÉRARD CHARETTE,  
Secretary.

M. A. MURPHY LIMITED

Notice is hereby given that "M. A. Murphy Limited" incorporated pursuant to the Quebec Companies Act by letters patent, dated 22nd day of June 1959, and having its head office at the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 2178 Harvard Avenue, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 8th day of December 1959.

52512-o Per: M. A. MURPHY,  
President.

NORTHLAND ACCEPTANCE CORPORATION

Notice is hereby given that "Northland Acceptance Corporation", incorporated by letters patent under date of October 23rd, 1959, has established its principal office in the city of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, at 62 Main Street.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Rouyn, this 27th day of October 1959.

52513-o JACQUES ANGERS,  
Secretary-Treasurer.

## GARMER CORP.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Garmer Corp.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 23e jour de septembre 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 502, 1449 rue St-Alexandre, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 10e jour de décembre 1959.

52514 Le Président,  
JOSEPH HOPMEYER.

BEDFORD ORGANIC FERTILIZER  
COMPANY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Bedford Organic Fertilizer Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 9e jour de mars 1959, et ayant son siège social à Bedford, province de Québec, a établi son bureau à Bedford.

52515 Le Secrétaire-trésorier,  
J. PATRICK.

CEDARCREST FARMS LIMITED  
CORRECTION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Cedarcrest Farms Limited" constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 4e jour de septembre 1959 et ayant son siège social à Bedford, province de Québec, a établi son bureau à Cedarcrest Farms.

52516 Le Secrétaire-trésorier,  
J. PATRICK.

## SAMCO INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Samco Inc.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 23e jour de septembre 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 502, 1449 rue Saint-Alexandre, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 15e jour de décembre 1959.

52535 Le Président,  
B. A. GARSON.

## ALMA INSURANCE ADJUSTERS INC.

Avis est donné que la compagnie "Alma Insurance Adjusters Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 août 1959 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 3486 avenue du Parc.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, le 9 décembre 1959.

52536-o Le Président,  
THOMAS WEBBER.

## GARMER CORP.

Notice is hereby given that "Garmer Corp.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 23rd day of September 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Room 502, 1449 St. Alexander Street, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 10th day of December, 1959.

52514-o JOSEPH HOPMEYER,  
President.

BEDFORD ORGANIC FERTILIZER  
COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that "Bedford Organic Fertilizer Company Limited", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on the 9th day of March, 1959, and having its head office in Bedford, in the Province of Quebec, has established its office at Bedford.

52515-o J. PATRICK,  
Secretary-Treasurer.

CEDARCREST FARMS LIMITED  
CORRECTION

Notice is hereby given that "Cedarcrest Farms Limited", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on the 4th day of September, 1959, and having its head office in Bedford, in the Province of Quebec, has established its office at Cedarcrest Farms.

52516-o J. PATRICK,  
Secretary-Treasurer.

## SAMCO INC.

Notice is hereby given that "Samco Inc." incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 2nd day of September 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Room 502, 1449, St. Alexander Street, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of December-1959.

52535-o B. A. GARSON,  
President.

## ALMA INSURANCE ADJUSTERS INC.

Notice is hereby given that "Alma Insurance Adjusters Inc.", company incorporated by letters patent on August 17th, 1959 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 3486 Park Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 9th day of December 1959.

52536-o THOMAS WEBBER,  
President.

(P.G. 10441-59)  
**THE ELECTRICAL MAINTENANCE ASSOCIATION OF MONTREAL & DISTRICT**

Le règlement N° XIV — Changement d'adresse du siège social de Verdun à Montréal Nord.

Le siège social de la corporation sera à 10416 avenue Laurentides, en la ville de Montréal-Nord.

Vraie copie certifiée du règlement numéro XIV de "The Electrical Maintenance Association of Montreal & District" dûment passé à une assemblée du conseil d'administration de cette corporation à une assemblée tenue le 16 septembre 1959 et ratifié, sanctionné et confirmé à une assemblée générale spéciale des membres de cette corporation tenue le 11 novembre 1959.

(Seal)

Le Secrétaire,  
 W. R. ANDERSON.

52544

(A.G. 10441-59)  
**THE ELECTRICAL MAINTENANCE ASSOCIATION OF MONTREAL & DISTRICT**

By-law No. XIV — Change of head office from Verdun to Montreal North.

The head office of the Corporation shall be at 10416 Laurentides Avenue, in the town of Montreal North.

Certified true copy of by-law number XIV of "The Electrical Maintenance Association of Montreal & District" duly passed at a meeting of the Board of Directors of such corporation at a meeting held on September 16, 1959 and ratified, sanctioned and confirmed at a special general meeting of the members of such Corporation held on November 11, 1959.

(Seal)

W. R. ANDERSON,  
 Secretary.

52544-o

(P.G. 10969-56)  
**VERGA CONSTRUCTION LTÉE**

A une assemblée spéciale des actionnaires de la compagnie "Verga Construction Ltée", tenue en la ville de Dolbeau, le dixième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-neuf, à laquelle étaient présents tous les actionnaires de ladite compagnie, la résolution suivante a été adoptée:

"Règlement N° 28

QUE le bureau-chef de la compagnie "Verga Construction Ltée" soit transféré de Chicoutimi, P.Q. à Dolbeau, P.Q.

Adopté à l'unanimité.

QUE le règlement numéro 28 adopté par une assemblée des directeurs de la compagnie ce même jour soit approuvé et ratifié.

Adopté à l'unanimité."

Vraie copie.

Le Secrétaire,  
 GÉRARD LALIBERTÉ.

52545-o

(A.G. 10969-56)  
**VERGA CONSTRUCTION LTÉE**

At a special meeting of the shareholders of the company "Verga Construction Ltée", held in the town of Dolbeau, on the tenth day of October, one thousand nine hundred and fifty-nine, at which were present all the shareholders of the said company, the following resolution was adopted:

"By-law No. 28

That the head office of the company "Verga Construction Ltée", be transferred from Chicoutimi, P.Q. to Dolbeau, P.Q.

Unanimously adopted.

That by-law number 28 adopted by a meeting of the directors of the company this same day be approved and ratified.

Unanimously adopted."

True copy.

GÉRARD LALIBERTÉ,  
 Secretary.

52545

**CLARENDON INVESTMENT CORPORATION**

Avis est donné que la compagnie "Clarendon Investment Corporation" constituée en corporation par lettres patentes en date du 3ième jour de septembre 1959, et ayant son bureau principal dans la cité et district de Montréal, a établi son bureau au N° 5210 rue Van Horne, à compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 14ième jour de décembre 1959.

52546-o

GUY CHOQUETTE.

**CLARENDON INVESTMENT CORPORATION**

Notice is given that the company "Clarendon Investment Corporation" incorporated by letters patent dated this 3rd day of September, 1959, and having its head-office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its office at number 5210 Van Horne St. from and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 14th day of December, 1959.

52546-o

GUY CHOQUETTE.

**Soumissions**

**VILLE DE FORT-CHAMBLY**  
 (Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Pierre Demers, secrétaire-trésorier, Fort-Chambly, comté de Chambly, jusqu'à 8.30 heures du soir, jeudi, le 7 janvier 1960, pour l'achat de \$150,000.00 d'obligations de la ville de Fort-Chambly, comté de Chambly, datées du 1er

**Tenders**

**TOWN OF FORT-CHAMBLY**  
 (County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fierre Demers, Secretary-Treasurer, Fort-Chambly, county of Chambly, until 8.30 o'clock p.m. Thursday, January 7, 1960 for the purchase of an issue of \$150,000.00 of bonds for the town of Fort-Chambly, county of Chambly dated January 1st, 1960,

janvier 1960 et remboursables par séries du 1er janvier 1961 au 1er janvier 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlenent d'emprunt numéro 198 — construction d'une usine de filtration dans les limites de la ville de Chambly et qui desservira Fort-Chambly.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$150,000.00 — 20 ans

| Année                 | Capital     |
|-----------------------|-------------|
| 1er janvier 1961..... | \$ 3,000.00 |
| 1er janvier 1962..... | 3,000.00    |
| 1er janvier 1963..... | 3,000.00    |
| 1er janvier 1964..... | 3,000.00    |
| 1er janvier 1965..... | 3,000.00    |
| 1er janvier 1966..... | 4,000.00    |
| 1er janvier 1967..... | 4,000.00    |
| 1er janvier 1968..... | 4,000.00    |
| 1er janvier 1969..... | 4,000.00    |
| 1er janvier 1970..... | 4,000.00    |
| 1er janvier 1971..... | 5,000.00    |
| 1er janvier 1972..... | 5,000.00    |
| 1er janvier 1973..... | 5,000.00    |
| 1er janvier 1974..... | 5,000.00    |
| 1er janvier 1975..... | 5,000.00    |
| 1er janvier 1976..... | 5,000.00    |
| 1er janvier 1977..... | 5,000.00    |
| 1er janvier 1978..... | 5,000.00    |
| 1er janvier 1979..... | 5,000.00    |
| 1er janvier 1980..... | 70,000.00   |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Fort-Chambly, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er janvier 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er janvier 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er janvier 1970 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 7 janvier 1960 à 8.30 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Fort-Chambly, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

and redeemable serially from January 1st, 1961 to January 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on January 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law number 198 — construction of a filter plant within the limits of the town of Chambly and which will serve Fort-Chambly.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$150,000.00 — 20 years

| Year                   | Capital     |
|------------------------|-------------|
| January 1st, 1961..... | \$ 3,000.00 |
| January 1st, 1962..... | 3,000.00    |
| January 1st, 1963..... | 3,000.00    |
| January 1st, 1964..... | 3,000.00    |
| January 1st, 1965..... | 3,000.00    |
| January 1st, 1966..... | 4,000.00    |
| January 1st, 1967..... | 4,000.00    |
| January 1st, 1968..... | 4,000.00    |
| January 1st, 1969..... | 4,000.00    |
| January 1st, 1970..... | 4,000.00    |
| January 1st, 1971..... | 5,000.00    |
| January 1st, 1972..... | 5,000.00    |
| January 1st, 1973..... | 5,000.00    |
| January 1st, 1974..... | 5,000.00    |
| January 1st, 1975..... | 5,000.00    |
| January 1st, 1976..... | 5,000.00    |
| January 1st, 1977..... | 5,000.00    |
| January 1st, 1978..... | 5,000.00    |
| January 1st, 1979..... | 5,000.00    |
| January 1st, 1980..... | 70,000.00   |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bond. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Fort-Chambly, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to January 1st, 1967, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to January 1st, 1968, inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to January 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payments in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, January 7, 1960, at 8.30 o'clock p.m., at the Town-Hall Fort-Chambly, county of Chambly.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Fort-Chambly, (Comté de Chambly), ce 15 décembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,  
PIERRE DEMERS.

Fort-Chambly, (Chambly), P.Q.  
Téléphone: OLYMPIA: 8-2291. 52549-0

Fort-Chambly, (County of Chambly), December 15, 1959.

PIERRE DEMERS,  
Secretary-Treasurer.

Fort-Chambly, (Chambly), P.Q.  
Telephone: OLYMPIA 8-2291. 52549

VILLAGE DE LA STATION-DU-COTEAU  
(Comté de Soulanges)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné L. Ladouceur, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, rue Lippé, Coteau-Station, comté de Soulanges, jusqu'à 8.00 heures du soir, jeudi, le 7 janvier 1960, pour l'achat de \$170,000.00 d'obligations du village de La Station-du-Coteau, comté de Soulanges, datées du 1er janvier 1960 et remboursables par séries du 1er janvier 1961 au 1er janvier 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 95 — \$95,000.00, travaux d'aqueduc; 96 — \$60,000.00, travaux d'égouts; et 97 — \$15,000.00, travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$170,000.00 — 20 ans

| Année                 | Capital     |
|-----------------------|-------------|
| 1er janvier 1961..... | \$ 3,000.00 |
| 1er janvier 1962..... | 3,000.00    |
| 1er janvier 1963..... | 3,000.00    |
| 1er janvier 1964..... | 3,000.00    |
| 1er janvier 1965..... | 3,000.00    |
| 1er janvier 1966..... | 3,000.00    |
| 1er janvier 1967..... | 3,500.00    |
| 1er janvier 1968..... | 3,500.00    |
| 1er janvier 1969..... | 3,500.00    |
| 1er janvier 1970..... | 4,000.00    |
| 1er janvier 1971..... | 4,500.00    |
| 1er janvier 1972..... | 4,500.00    |
| 1er janvier 1973..... | 4,500.00    |
| 1er janvier 1974..... | 4,500.00    |
| 1er janvier 1975..... | 5,500.00    |
| 1er janvier 1976..... | 5,500.00    |
| 1er janvier 1977..... | 5,500.00    |
| 1er janvier 1978..... | 6,000.00    |
| 1er janvier 1979..... | 6,000.00    |
| 1er janvier 1980..... | 91,000.00   |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Coteau-Station, comté de Soulanges.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er janvier 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er janvier 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er janvier 1970 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous

VILLAGE OF COTEAU-STATION  
(County of Soulanges)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned L. Ladouceur, Secretary-Treasurer, Town Hall, Lippé Street, Coteau-Station, county of Soulanges, until 8.00 o'clock p.m. Thursday, January 7, 1960, for the purchase of an issue of \$170,000.00 of bonds for the village of Coteau-Station, county of Soulanges, dated January 1st, 1960, and redeemable serially from January 1st, 1961 to January 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 95 — \$95,000.00, work on aqueduct; 96 — \$60,000.00, work on sewers; and 97 — \$15,000.00, work on aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$170,000.00 — 20 years

| Year                   | Capital     |
|------------------------|-------------|
| January 1st, 1961..... | \$ 3,000.00 |
| January 1st, 1962..... | 3,000.00    |
| January 1st, 1963..... | 3,000.00    |
| January 1st, 1964..... | 3,000.00    |
| January 1st, 1965..... | 3,000.00    |
| January 1st, 1966..... | 3,000.00    |
| January 1st, 1967..... | 3,500.00    |
| January 1st, 1968..... | 3,500.00    |
| January 1st, 1969..... | 3,500.00    |
| January 1st, 1970..... | 4,000.00    |
| January 1st, 1971..... | 4,500.00    |
| January 1st, 1972..... | 4,500.00    |
| January 1st, 1973..... | 4,500.00    |
| January 1st, 1974..... | 4,500.00    |
| January 1st, 1975..... | 5,500.00    |
| January 1st, 1976..... | 5,500.00    |
| January 1st, 1977..... | 5,500.00    |
| January 1st, 1978..... | 6,000.00    |
| January 1st, 1979..... | 6,000.00    |
| January 1st, 1980..... | 91,000.00   |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Coteau-Station, county of Soulanges.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to January 1st 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to January 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to January 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of

l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 7 janvier 1960, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, rue Lippé, Coteau-Station, comté de Soulanges.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Coteau-Station, (Comté de Soulanges), ce 16 décembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,  
L. LADOUCEUR.

Hôtel de Ville, rue Lippé,  
Coteau-Station, (Soulanges) P.Q.  
Téléphone: 1-W-4.

52550-0

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA  
MUNICIPALITÉ DE LA BANLIEUE  
DES TROIS-RIVIÈRES  
(Comté de Trois-Rivières)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné André Montour, secrétaire-trésorier, 1625 rue Royale, Trois-Rivières, jusqu'à 8.00 heures du soir, jeudi, le 7 janvier 1960, pour l'achat de \$121,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la Banlieue des Trois-Rivières, comté de Trois-Rivières, datées du 1er janvier 1960 et remboursables par séries du 1er janvier 1961 au 1er janvier 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 5 octobre 1959, telle que modifiée — construction d'une école pour filles dans le rang Ste-Marguerite.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$121,000.00 — 20 ans

| Année                 | Capital      |
|-----------------------|--------------|
| 1er janvier 1961..... | x\$15,000.00 |
| 1er janvier 1962..... | x 16,000.00  |
| 1er janvier 1963..... | x 17,000.00  |
| 1er janvier 1964..... | x 18,000.00  |
| 1er janvier 1965..... | 2,000.00     |
| 1er janvier 1966..... | 2,500.00     |
| 1er janvier 1967..... | 2,500.00     |
| 1er janvier 1968..... | 2,500.00     |
| 1er janvier 1969..... | 2,500.00     |
| 1er janvier 1970..... | 3,000.00     |
| 1er janvier 1971..... | 3,000.00     |
| 1er janvier 1972..... | 3,000.00     |
| 1er janvier 1973..... | 3,500.00     |
| 1er janvier 1974..... | 3,500.00     |
| 1er janvier 1975..... | 4,000.00     |
| 1er janvier 1976..... | 4,000.00     |
| 1er janvier 1977..... | 4,500.00     |
| 1er janvier 1978..... | 4,500.00     |
| 1er janvier 1979..... | 5,000.00     |
| 1er janvier 1980..... | 5,000.00     |

Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order if maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, January 7, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the town hall, Lippé Street, Coteau-Station, county of Soulanges.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Coteau-Station, (County of Soulanges), December 16th, 1959.

L. LADOUCEUR,  
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Lippé Street,  
Coteau-Station, (Soulanges) P.Q.  
Telephone: 1-W-4.

52550

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE  
MUNICIPALITY OF THE SUBURBS  
OF TROIS-RIVIÈRES  
(County of Trois-Rivières)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André Montour, Secretary-Treasurer, 1625 Royale Street, Trois-Rivières, until 8.00 o'clock p.m., Thursday, January 7, 1960, for the purchase of an issue of \$121,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of the suburbs of Trois-Rivières, county of Trois-Rivières, dated January 1st, 1960, and redeemable serially from January 1st, 1961 to January 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated October 5, 1959, as amended — construction of a girls' school in range Ste-Marguerite.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$121,000.00 — 20 years

| Year                   | Capital      |
|------------------------|--------------|
| January 1st, 1961..... | x\$15,000.00 |
| January 1st, 1962..... | x 16,000.00  |
| January 1st, 1963..... | x 17,000.00  |
| January 1st, 1964..... | x 18,000.00  |
| January 1st, 1965..... | 2,000.00     |
| January 1st, 1966..... | 2,500.00     |
| January 1st, 1967..... | 2,500.00     |
| January 1st, 1968..... | 2,500.00     |
| January 1st, 1969..... | 2,500.00     |
| January 1st, 1970..... | 3,000.00     |
| January 1st, 1971..... | 3,000.00     |
| January 1st, 1972..... | 3,000.00     |
| January 1st, 1973..... | 3,500.00     |
| January 1st, 1974..... | 3,500.00     |
| January 1st, 1975..... | 4,000.00     |
| January 1st, 1976..... | 4,000.00     |
| January 1st, 1977..... | 4,500.00     |
| January 1st, 1978..... | 4,500.00     |
| January 1st, 1979..... | 5,000.00     |
| January 1st, 1980..... | 5,000.00     |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$68,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$17,000.00 chacun, de 1961 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Trois-Rivières.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er janvier 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er janvier 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er janvier 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 7 janvier 1960, à 8.00 heures du soir, à 1625 rue Royale, Trois-Rivières.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumission.

Trois-Rivières, ce 15 décembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,  
ANDRÉ MONTOUR.

1625, rue-Royale, Trois-Rivières, P. Q.  
Téléphone: FRontenac 6-2393. 52551-0

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$68,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$17,000.00 each, from 1961 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Trois-Rivières.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to January 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to January 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to January 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, January 7, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at 1625 Royale Street, Trois-Rivières.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Trois-Rivières, December 15, 1959.

ANDRÉ MONTOUR,  
Secretary-Treasurer.

1625 Royale Street, Trois-Rivières, P. Q.  
Telephone: FRontenac 6-2393. 52551

## Département des Mines

### AVIS DE RÉVOCATION DES DROITS DE MINE

Conformément aux articles 50, 51 51A et suivants de la Loi des Mines de Québec (S.R.Q. 1941 ch. 196) tels qu'amendés par 3-4 Elizabeth II, ch. 38, avis est présentement donné aux détenteurs des droits de mine sur les terrains ci-dessous mentionnés qu'après un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date du présent avis, le Ministre des Mines recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil, la révocation quant aux droits de mine de ces terrains, si l'exploitation d'iceux est demeurée inactive, durant les vingt et une années qui ont suivi le 1er mars 1934, à savoir:

Canton Broughton: Rang XI, lot (12A, 12B, 12C, 12F cadastre).

## Department of Mines

### NOTICE OF REVOCATION OF MINING RIGHTS

Pursuant to section 50, 51, 51A and following of the Quebec Mining Act (R.S.Q. 1941, ch. 196) as amended by 3-4 Elizabeth II, ch. 38, notice is hereby given to the holders of mining rights on the parcels of land hereunder listed that the Minister of Mines will recommend to the Lieutenant-Governor in Council, the revocation of the mining rights on these concessions of land, the working of which has remained inactive during the twenty-one years following the first of March, 1934, to wit:

In Broughton township: Range XI, lot (12A, 12B, 12C, 12F, cadastral lots).

Canton Halifax: Rang I, lot 13; rang III, lot 11.

Canton Hull: Rang VIII, lots 24, 25.

Canton Onslow: Rang VII, lots 7, 8, 12, 13; rang VIII, lots 10, 11, 12.

Québec, 8 octobre 1959.

52480-50-2-o

Le Sous-ministre,  
A. O. DUFRESNE.

In Halifax township: Range I, lot 13; range III, lot 11.

In Hull township: Range VIII, lot 24, 25.

In Onslow township: Range VII, lots 7, 8, 12, 13; range VIII, lots 10, 11, 12.

Quebec, October 8th 1959.

52480-50-2-o

A. O. DUFRESNE,  
Deputy Minister.

AVIS DE RÉVOCATION DE  
DROITS DE MINE

Avis est, par les présentes, donné conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 50 de la Loi des mines, que par l'arrêté en conseil N° 1229, en date du 28 octobre 1959, les droits de mine autres que l'or et l'argent ont été révoqués en faveur de la couronne relativement aux lots ci-après décrits, savoir:

District électoral d'Argenteuil:

Canton Gore de Lochaber: Rang VIII, lots 6A, 6B;

District électoral d'Arthabaska:

Canton de Chester: Rang II, partie du lot 5 (subdivisions 105 à 108 incl. cad.); partie du lot 6 (subdivisions 111 à 113 incl. cad.); rang III, partie du lot 5 (subdivisions 184, 185, 186 cad.); rang IV, lot 6 (279, 280, 281 cad.); lot 8 (284, 285, 286 cad.); rang V, partie du lot 5 (345, 346 cad.); lot 7 (349, 350, 351 cad.);

District électoral de Beauce:

Canton de Broughton: Rang XI, lot 13;

District électoral de Bonaventure:

Canton de Mann: Rang nord, Rivière-du-Loup, lots A, B, 3, 5, 6, 7 et 8; rang ouest, Rivière-du-Loup, lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7; rang Pointe-aux-Chênes, lots 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12;

Canton de Ristigouche: Rang I, Rivière Ristigouche, lots 4 à 9 incl.

District électoral de Brome:

Canton de Bolton: Rang VII, lots 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28; rang VIII, lots 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28;

Canton Brome: Rang III, lot 1; rang IV, lots 1, 2 et 4; rang V, lots 1, 2, 3, 5;

Canton Sutton: Rang VI, lots 14 à 19 incl.; rang VII, lots 13 à 18 incl.; rang VIII, lots 12 à 17 incl.; rang IX, lots 12 à 16 incl.; rang X, lot 7 (1/3 ouest et 1/3 centre);

District électoral de Dorchester:

Canton de Cranbourne: Rang A, lots 22 et 23;

District électoral de Frontenac:

Canton de Dorset: Rang XII, lots 1 et 2; rang XIII, lots 1 et 2;

District électoral de Gatineau:

Canton d'Eardley: Rang VI, lots 1 et 2; rang VII, lots 2 et 3; rang VIII, lots 1, 2 et 1/2 nord du lot 4; rang X, lot 6; rang XI, lot 6;

District électoral de Gatineau-Hull:

Canton de Hull: Rang IX, 1/2 nord lot 28; rang X, lots 27 et 28; rang XI, 1/2 sud lot 28, lot 1A;

District électoral de Mégantic:

Canton d'Halifax-Sud: Rang II, lot 13 (48, 49, 50 cad.); rang III, lot 10 (120, 121, 122 cad.);

Canton Ireland: Rang V, lot 19 (308, 309 cad.); lot 20 (310, 311, 312 cad.); rang VI, lot 18 (337 cad.); lot 19 (335 et 336 cad.); lot 20 (332, 333, 334 cad.);

Canton de Leeds: Rang XIV, lot 1/2 n.-e. 13; lot 16; rang XV, lot 12; rang XVI, lots 17 et 18;

District électoral de Papineau:

NOTICE OF REVOCATION  
OF MINING RIGHTS

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the last paragraph of Section 50 of the Quebec Mining Act, that by Order in Council No. 1229 dated October the 28th, 1959, the mining rights other than for gold and silver, have been revoked in favour of the Crown in the lots herein-after described, to wit:

Electoral district of Argenteuil:

Township of Gore of Lochaber: Range VIII, lots 6A, 6B;

Electoral district of Arthabaska:

Township of Chester: Range II, part of lot 5 (subdivisions 105 to 108 incl. cad.); part of lot 6 (subdivisions 111 to 113 incl. cad.); range III, part of lot 5 (subdivisions 184, 185, 186 cad.); range IV, lot 6 (279, 280, 281 cad.); lot 8 (284, 285, 286 cad.); range V, part of lot 5 (345, 346 cad.); lot 7 (349, 350, 351 cad.);

Electoral district of Beauce:

Township of Broughton: Range XI, lot 13;

Electoral district of Bonaventure:

Township of Mann: Range north, Rivière-du-Loup, lots A, B, 3, 5, 6, 7 and 8; range west, Rivière-du-Loup, lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7; range Pointe aux Chênes, lots 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12;

Township of Ristigouche: Range I, Rivière Ristigouche, lots 4 to 9 incl.

Electoral district of Brome:

Township of Bolton: Range VII, lots 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28; range VIII, lots 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 and 28;

Township of Brome: Range III, lot 1 range IV, lot 1, 2 and 4; Range V, lots 1, 2, 3, 5;

Township of Sutton: Range VI, lots 14 to 19 incl.; range VII, lots 13 to 18 incl.; Range VIII, lots 12 to 17 incl.; range IX, lots 12 to 16 incl.; range X, lot 7 (1/3 west and 1/3 centre);

Electoral district of Dorchester:

Township of Cranbourne: Range A, lots 22 and 23;

Electoral district of Frontenac:

Township of Dorset: Range XII, lots 1 and 2; range XIII, lots 1 and 2;

Electoral district of Gatineau:

Township of Eardley: Range VI, lots 1 and 2; range VII, lots 2 and 3; range VIII, lots 1, 2 and 1/2 north of lot 4; range X, lot 6; range XI, lot 6;

Electoral district of Gatineau-Hull:

Township of Hull: Range IX, 1/2 north of lot 28; range X, lots 27 and 28; range XI, 1/2 south of lot 28, lot 1A;

Electoral district of Mégantic:

Township of Halifax South: Range II, lot 13 (48, 49, 50 cad.); Range III, lot 10 (120, 121, 122 cad.);

Township of Ireland: Range V, lots 19 (308, 309 cad.); 20 (310, 311, 312 cad.); range VI, lots 18 (337, cad.); 19 (335 and 336 cad.); 20 (332, 333, 334 cad.);

Township of Leeds: Range XIV, 1/2 n.-e. of lot 13; lot 16; range XV, lot 12; range XVI, lots 17 and 18;

Electoral district of Papineau:

Canton d'Hartwell: Rang II, lot B; rang III, lots A, B et 12;  
 District électoral de Papineau-Hull:  
 Canton de Templeton: Rang VI, lots 27A, 28A et 28B; rang VII, lot 27B;  
 District électoral de Sherbrooke:  
 Canton d'Ascot: Rang VI, lots 7 et 8; rang VII, lots 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11; rang VIII, lots 5 et 6;  
 District électoral de Wolfe:  
 Canton de Garthby: Rang III, lot 16;  
 Canton de Price: Rang I, lots 9A, 9B, 9C et 10A;  
 Canton de Wolfestown: Rang III, lot 22C.  
 Québec, le 21 novembre 1959.

Le Sous-ministre des Mines,  
 52480-50-2-o A. O. DUFRESNE.

Township of Hartwell: Range II, lot B, range III, lots A, B and 12;  
 Electoral district of Papineau-Hull:  
 Township of Templeton: Range VI, lots 27A, 28A and 28B; range VII, lot 27B;  
 Electoral district of Sherbrooke:  
 Township of Ascot: Range VI, lots 7 and 8; range VII, lots 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 and 11; range VIII, lots 5 and 6;  
 Electoral district of Wolfe:  
 Township of Garthby: Range III, lot 16;  
 Township of Price: Range I, lots 9A, 9B, 9C and 10A;  
 Township of Wolfestown: Range III, lot 22C.  
 Quebec, November 21st, 1959.

A. O. DUFRESNE,  
 52480-50-2-o Deputy Minister of Mines.

### Vente par licitation

Province de Québec district de Montréal Cour supérieure N° 443 241, Dame LILLIAN WAYNE WATSON demanderesse, vs LES HÉRITIERS de feu John Wayne, jr, défendeurs

#### AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge Paul-E. Côté, le 5 août 1959, dans une cause dans laquelle Dame Lillian Wayne Watson, épouse séparée de biens de Frank Marcus, de la cité de Sainte-Anne, dans le comté de Saint-Louis, dans l'état de Missouri, l'un des États-Unis d'Amérique; et ledit Frank Marcus pour autoriser son épouse aux fins des présentes, est demanderesse, et les Héritiers de feu John Wayne, jr, en son vivant fermier de Rollo dans l'état de Dakota-Nord, l'un des États-Unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

1° Ces certains lots de terre situés dans la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros huit cent dix-huit et huit cent dix-neuf (818 et 819) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne de ladite cité de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques six cent six à six cent quatorze (606 à 614), rue Richmond.

2° Ce certain lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro neuf cent deux (902) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne de ladite cité de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques mille sept cent soixante à mille sept cent soixante-six (1760 à 1766), rue Centre.

3° Ce certain lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent cinquante-six (256) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne de ladite cité de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques cinq cent quarante à cinq cent quarante-huit (540 à 548), rue Sainte-Madeleine.

4. Ce certain lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-six (286) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne de ladite cité de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros

### Sale by Licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 443 241, Dame LILLIAN WAYNE WATSON, plaintiff, vs THE HEIRS of the late John Wayne, Jr., defendants

#### NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice Paul-E. Côté on the 5th day of August 1959, in a case in which Dame Lillian Wayne Watson, wife separate as to property of Frank Marcus, of the city of Sainte-Anne in the county of Saint-Louis in the State of Missouri, one of the United States of America; and the said Frank Marcus to authorize his wife for the purpose of these presents, is plaintiff, and The Heirs of the late John Wayne, Jr., in his lifetime farmer of Rollo in the State of North Dakota, one of the United States of America, are defendants, ordering the licitation of the immoveables described as follows:

1. Those certain lots of land situate in the city of Montreal known and designated as lots Nos. eight hundred and eighteen and eight hundred and nineteen (818 and 819) on the official plan and book of reference of Sainte-Anne's Ward of the said city of Montreal, with the buildings thereon erected bearing civic numbers six hundred and six to six hundred and fourteen (606 to 614) Richmond Street.

2. That certain lot of land situate in the city of Montreal known and designated as lot No. nine hundred and two (902) on the official plan and book of reference of Sainte-Anne's Ward of the said city of Montreal, with the buildings thereon erected bearing civic numbers seventeen hundred and sixty to seventeen hundred and sixty-six (1760 to 1766) Centre Street.

3. That certain lot of land situate in the city of Montreal known and designated as lot No. two hundred and fifty-six (256) on the official plan and book of reference of the Sainte-Anne's Ward of the said city of Montreal, with the buildings thereon erected bearing civic numbers five hundred and forty to five hundred and forty-eight (540 to 548) Sainte-Madeleine Street.

4. That certain lot of land situate in the city of Montreal known and designated as lot No. two hundred and eighty-six (286) on the official plan and book of reference of the Sainte-Anne's Ward of the said city of Montreal, with the buildings thereon erected bearing

civiques cinq cent trente-trois à cinq cent quarante et un (533 à 541), rue Congrégation.

5° Ce certain lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-cinq (285) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne de ladite cité de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques cinq cent vingt-trois à cinq cent trente et un (523 à 531), rue Congrégation.

6° Ce certain lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent quarante-deux (242) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne de ladite cité de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques quatre cent soixante-trois à quatre cent soixante-neuf (463 à 469) rue Congrégation.

7° Un pâté ou assemblage de terres et de bâtisses composé comme suit:

a) ce certain lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot N° cent quatre-vingt-treize (s.-e. ptie 193) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne de ladite cité de Montréal et contenant 24' 1" de largeur par 87' de profondeur et étant borné d'un côté, au nord-ouest, par le résidu dudit lot cent quatre-vingt-treize (193), de l'autre côté, au sud-est, par le lot N° cent quatre-vingt-quatorze (194), en front par la rue Sainte-Madeleine et en arrière par la ruelle ci-après mentionnée;

b) ce certain lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le N° cent quatre-vingt-quatorze (194) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne de ladite cité de Montréal et contenant 48' de largeur par 87' de profondeur;

c) ce certain lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot N° cent quatre-vingt-quinze (195) auxdits plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Sainte-Anne et contenant 29' 3" de largeur par 87' de profondeur, borné en front par la rue Sainte-Madeleine, en arrière par la ruelle ci-après mentionnée, d'un côté, au nord-ouest, par ledit lot N° cent quatre-vingt-quatorze (194) et de l'autre côté, au sud-est, par le résidu dudit lot N° cent quatre-vingt-quinze (195).

Le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Du lot ci-dessus et des parties de lots ci-dessus décrites doivent être déduits 9' du côté de la ruelle, lesdits 9' à être pris de l'arrière dudit lot et parties de lots, c'est-à-dire, telle déduction étant le surplus de profondeur du lot et des parties de lots, laquelle profondeur est de 87'.

Ladite partie composée dudit lot et des parties de lots ci-dessus décrits contenant en tout environ 100' en front et en arrière par 87' en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques trois cent quatre-vingt-dix-huit à quatre cent six (398 à 406), rue Sainte-Madeleine.

8. Un pâté ou assemblage de terres et de bâtisses composé comme suit:

a) Ces certains lots de terre situés dans la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les numéros cent quatre-vingt-neuf, cent quatre-vingt-dix et cent quatre-vingt-onze (189, 190 et 191) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne de ladite cité de Montréal;

b) Une lisière de terrain formant partie du lot connu et désigné comme étant le lot numéro

civic numbers five hundred and thirty-three to five hundred and forty-one (533 to 541), Congregation Street.

5. That certain lot of land situate in the city of Montreal known and designated as lot No. two hundred and eighty-five (285) on the official plan and book of reference of the Sainte-Anne's Ward of the said city of Montreal, with the buildings thereon erected bearing civic numbers five hundred and twenty-three to five hundred and thirty-one (523 to 531) Congregation Street.

6. That certain lot of land situate in the city of Montreal known and designated as lot No. two hundred and forty-two (242) on the official plan and book of reference of the Sainte-Anne's Ward of the said city of Montreal, with the buildings thereon erected bearing civic numbers four hundred and sixty-three to four hundred and sixty-nine (463 to 469) Congregation Street.

7. A block or parcel of lands and houses consisting as follows:

a) that certain lot of land situate in the city of Montreal known and designated as the south-east part of lot No. one hundred and ninety-three (s. e pt. 193) on the official plan and book of reference of the Sainte-Anne's Ward of the said city of Montreal and containing 24' 1" in width by 87' in depth and being bounded on one side to the northwest by the remainder of the said lot one hundred and ninety-three (193), on the other side to the south-east by lot No. one hundred and ninety-four (194), in front by Sainte-Madeleine Street and in rear by the lane hereinafter mentioned;

b) that certain lot of land situate in the city of Montreal known and designated as lot No. one hundred and ninety-four (194) on the official plan and book of reference of the Sainte-Anne's Ward of the said city of Montreal and containing 48' in width by 87' in depth;

c) that certain lot of land situate in the city of Montreal known and designated as the north-west part of lot No. one hundred and ninety-five (195) on the said official plan and book of reference of the said Sainte-Anne's Ward and containing 29' 3" in width by 87' in depth, bounded in front by Sainte-Madeleine Street, in rear by the lane hereinafter mentioned, on one side to the north-west by the said lot No. one hundred and ninety-four (194) and on the other side to the south-east by the remaining part of the said lot No. one hundred and ninety-five (195).

The whole English measure and more or less.

From the above lot and parts of lots hereinbefore described must be deducted 9' towards a lane, said 9' to be taken from the rear of the said lot and parts of lots, that is to say, such deduction being the excess over and above, the depth of the same, which depth is 87'.

The said parcel consisting of the said lot and parts of lots hereinbefore described containing in all about 100' in front and in rear by 87' in depth, English measure and more or less, with the buildings thereon erected bearing civic numbers three hundred and ninety-eight to four hundred and six (398 to 406) Sainte-Madeleine Street.

8. A block or parcel of lands and houses consisting as follows:

a) Those certain lots of land situate in the city of Montreal known and designated as lots Nos. one hundred and eighty-nine, one hundred and ninety and one hundred and ninety-one (189, 190 and 191) on the official plan and book of reference of the Sainte-Anne's Ward of the said city of Montreal;

b) A strip of land forming a part and portion of the lot known and designated as lot No.

cent quatre-vingt-douze (192) auxdits plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Sainte-Anne et mesurant 8' 1" de largeur en front et en arrière par une profondeur de 87' et borné en front, au nord, par la rue Sainte-Madeleine, en arrière, au sud, par la ruelle ci-après mentionnée, d'un côté, à l'est, par le résidu dudit lot numéro cent quatre-vingt-douze (192) et de l'autre côté, à l'ouest, par ledit lot numéro cent quatre-vingt-onze (191);

c) une lisière de terrain formant partie du lot connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-huit (188) auxdits plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Sainte-Anne, mesurant 28' 1" de largeur en front et en arrière par une profondeur de 87', borné en front, au nord, par la rue Sainte-Madeleine, en arrière, au sud, par une ruelle ci-après mentionnée, d'un côté, à l'ouest, par le résidu dudit lot numéro cent quatre-vingt-huit (188) et de l'autre côté, à l'est, par ledit lot numéro cent quatre-vingt-neuf (189).

Le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Des lots ci-dessus et des parties de lots ci-dessus décrites doivent être déduits 9' du côté de la ruelle, lesdits 9' à être pris à l'arrière desdits lots et parties de lots, c'est-à-dire, telle déduction étant le surplus de profondeur des lots et des parties de lots, laquelle profondeur est de 87'.

Ledit assemblage se composant desdits lots et parties de lots ci-dessus décrits contenant en tout environ 180' en front et en arrière par 87' de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques quatre cent vingt-huit à quatre cent cinquante-huit (428 à 458), rue Sainte-Madeleine.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DEUX FÉVRIER 1960, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours (12) avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours (6) après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les détails prescrits par les présentes, elles seront forecloses du droit de le faire.

Un dépôt de dix mille dollars (\$10,000.00) sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, 23 novembre 1959.

Les Procureurs de la demanderesse,  
HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM,  
52291-48-2-o SMITH & DAVIS.

one hundred and ninety-two (192) on the said official plan and book of reference of the said Sainte-Anne's Ward and measuring 8' 1" in breadth in front and rear by a depth of 87' and bounded in front to the north by Sainte-Madeleine Street, in rear to the south by the lane hereinafter mentioned, on one side to the east by the remainder of the said lot No. one hundred and ninety-two (192) and on the other side to the west by the said lot No. one hundred and ninety-one (191);

c) a strip of land forming a part and portion of the lot known and designated as lot No. one hundred and eighty-eight (188) on the said official plan and book of reference of the said Sainte-Anne's Ward and measuring 28' 1" in breadth in front and rear by a depth of 87', bounded in front to the north by Sainte-Madeleine Street, in rear to the south by a lane hereinafter mentioned, on one side to the west by the remainder of the said lot No. one hundred and eighty-eight (188) and on the other side to the east by the said lot No. one hundred and eighty-nine (189).

The whole English measure and more or less.

From the above lots and parts of lots hereinbefore described must be deducted 9' towards a lane, said 9' to be taken from the rear of the said lots and parts of lots, that is to say, such deduction being the excess over and above the depth of the same, which depth is 87'.

The said parcel consisting of the said lots and parts of lots above described containing in all about 180' in front and rear by 87' in depth, English measure and more or less, with the buildings thereon erected bearing civic numbers four hundred and twenty-eight to four hundred and fifty-eight (428 to 458) Sainte-Madeleine Street."

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the SECOND day of FEBRUARY 1960, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Room No. 31, in the Court House of Montreal or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of chartes filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six (6) days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of ten thousand dollars (\$10,000.00) shall be exacted before the sale, from each and every bidder.

Montreal, November 23, 1959.

HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM,  
52291-48-2-o HOLM, SMITH & DAVIS,  
Attorneys for Plaintiff.

## Vente pour taxes

### AVIS PUBLIC

Avis est par le présent donné par le soussigné, Gilles Chabot, secrétaire-trésorier de la ville de Plessisville, que le ONZIÈME jour de JANVIER 1960, à DIX heures du matin, au bureau du conseil, à l'hôtel de ville de Plessisville, je procéderai, en conformité des articles 548 et suivants de la loi des cités et villes, à la vente pour les taxes des propriétés suivantes:

## Sale for Taxes

### PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by the undersigned, Gilles Chabot, secretary-treasurer of the town of Plessisville, that on JANUARY, the ELEVENTH 1960, at TEN a.m., at the council's office at the city hall, I will proceed, according to sections 548 and following of the towns and cities act, to the sale for taxes of the following properties:

| Numéro du cadastre<br>Cadafter number | Propriétaire<br>Owner                           | Taxes dues<br>Taxes due |
|---------------------------------------|---|-------------------------|
| 14.....                               | Jean-Paul Gagnon.....                           | \$754.85                |
| 76-1-2, 76-2-2, P. 76-1-21.....       | Narcisse Aubre.....                             | 834.60                  |
| 139-2.....                            | Dame veuve-widow Edouard St-Hilaire.....        | 8.47                    |
| 137.....                              | Louis St-Hilaire et-and Simonne St-Hilaire..... | 455.28                  |
| P. 61.....                            | Hervé Olivier.....                              | 336.68                  |

Plessisville, le 4 décembre 1959.  
Le Secrétaire-trésorier,  
de la ville de Plessisville,  
52475-50-2-o GILLES CHABOT.

Plessisville, December the 4th, 1959.  
GILLES CHABOT,  
Secretary-treasurer,  
of the town of Plessisville.

### Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

#### ARTHABASKA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District d'Arthabaska

Cour de Magistrat, { ROBERT DEMERS,  
N° 22437. { commerçant d'automobiles, faisant affaires à 119, rue du Marché, Victoriaville, P. Q., demandeur; vs MARCEL BLANCHETTE, soudeur, demeurant à Pierreville, comté d'Yamaska, défendeur.

Une terre faisant partie du premier lot du dixième rang du canton de Chester, contenant cinq arpents et demi de front, plus ou moins, sur la profondeur du lot, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de St-Paul de Chester, comme étant les numéros trois cent six (306), trois cent cinq (305) et la partie nord-ouest du numéro trois cent quatre (p.n.o.—304), prenant d'un côté, au nord-ouest, à Ovide Leblond, fils, et de l'autre côté, au sud-est, à Bernard Boucher, à une terre de deux arpents que possède ce dernier entre la grande ligne de Ham et le terrain présentement vendu. Le vendeur déclare que le voisin a droit de venir puiser de l'eau à la source sur la terre présentement vendue. Avec toutes les bâtisses dessus construites, et avec, aussi, toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Ham, JEUDI, le TRENTE-et-UN DÉCEMBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Arthabaska, ce 21 novembre 1959. Le Shérif, FÉLIX HOULE. 52310-48-2-o

#### CHICOUTIMI

*Fieri Facias*  
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { THE MANUFACTURERS  
N° 26,460. { LIFE INSURANCE COMPANY, une corporation dûment constituée, ayant son siège social et

### Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### ARTHABASKA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District of Arthabaska

Magistrate's Court, { ROBERT DEMERS,  
No. 22437. { tradesman in automobiles, carrying on business at 119 du Marché Street, Victoriaville, P. Q., plaintiff; vs MARCEL BLANCHETTE, solderer, residing at Pierreville, county of Yamaska, defendant.

A farm forming part of the first lot of the tenth range of the township of Chester, containing five arpents and one-half in frontage, more or less, on a depth of lot, known and designated on the official cadaster of the parish of St-Paul de Chester, as being numbers three hundred and six (306), three hundred and five (305) and the northwest part of number three hundred and four (N.W.Pt.—304), touching on one side, towards the northwest, by Ovide Leblond, son, and on the other side, on the southeast, by Bernard Boucher, by a farm of two arpents owned by the latter between the big line of Ham and the land presently sold. The vendor declares that the neighbor has the right to come and draw water at the spring on the farm presently sold. With all the buildings thereon erected, and with, also, all the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to the said immovable.

To be sold at the door of the parochial church of Notre-Dame de Ham, THURSDAY, the THIRTY-FIRST day of DECEMBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Arthabaska, November 21st, 1959. FÉLIX HOULE, Sheriff. 52310-48-2

#### CHICOUTIMI

*Fieri Facias*  
District of Chicoutimi

Superior Court, { THE MANUFACTURERS  
No. 26,460. { LIFE INSURANCE COMPANY a corporation duly incorporated, having its head office and

principale place d'affaires en la cité de Toronto, province d'Ontario, et une place d'affaires en la cité et district de Montréal; demanderesse, vs DAVID JEAN, de la cité d'Arvida, district de Chicoutimi, P.Q. défendeur.

Contre le défendeur:

"Toute cette partie du lot connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la cité d'Arvida, comme étant la subdivision numéro mille trente-deux du lot original vingt-quatre (24-1032) de forme irrégulière, située sur le côté nord-est de la rue Larouche, bornée vers le sud-ouest, par la subdivision numéro mille quarante-six du lot original vingt-quatre (24-1046), vers le nord-ouest par la subdivision numéro mille trente-trois du lot original vingt-quatre (24-1033), vers le nord-est par la subdivision numéro quatre cent quarante-quatre du lot original vingt-quatre (24-444), vers le sud-est par le résidu dudit lot dont elle forme partie, mesurant cinquante-trois (53) pieds le long de la ligne formée par la rue, cent (100) pieds de profondeur et quarante-huit pieds et cinq dixièmes (48.5) le long de la ligne courbe formée par l'arrière du lot, avec la maison y érigée, portant le N° 256 rue Larouche en ladite cité d'Arvida."

Conformément au jugement de l'honorable Pierre Gobeil, J.C.S., en date du 16 novembre 1959, un dépôt minimum de \$464.00 sera exigé de tout offrant avant de recevoir son enchère.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Mathias, cité d'Arvida, le VINGT et UNIÈME jour du mois de JANVIER 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Chicoutimi, le 14 décembre 1959. RENÉ DELISLE.  
52530-51-2-0

principal place of business in the city of Toronto, Province of Ontario, and a place of business in the city and district of Montreal; plaintiff, vs DAVID JEAN, of the city of Arvida, district of Chicoutimi, P.Q. defendant.

Against the defendant:

"All that part of lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the city of Arvida, as being the subdivision number one thousand thirty-two of original lot twenty-four (24-1032) of irregular form, situated on the northeast side of Larouche Street, bounded on the southwest, by subdivision number one thousand forty-six of the original lot twenty-four (24-1046), on the northwest, by subdivision number one thousand thirty-three of original lot twenty-four (24-1033), on the northeast by subdivision number four hundred and forty-four of original lot twenty-four (24-444), on the southeast by the residue of the said lot of which it forms part, measuring fifty-three (53) feet along the curved line formed by the street, one hundred (100) feet in depth and forty-eight and five-tenths (48.5) along the curved line formed by rear of lot, with the house thereon erected, bearing No. 256 Larouche Street, in the said city of Arvida."

In conformity with the judgment of the Honourable Pierre Gobeil, J.S.C., dated November 16, 1959, a deposit of a minimum of \$464.00 shall be required of any bidder before receiving his bid.

To be sold at the parochial church door of St-Mathias, city of Arvida, on the TWENTY-FIRST day of the month of JANUARY, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Sheriff.  
Chicoutimi, December 14th, 1959 RENÉ DELISLE,  
52530-51-2

LABELLE

Canada — Province de Québec  
District de Labelle

Cour Supérieure, { ANTOINE LARAMÉE, No. 5526. }  
commerçant, résidant et domicilié à la Minerve, district de Labelle, demandeur, vs GEORGES MORIER, résidant et domicilié à la Minerve, district de Labelle, défendeur.

AVIS DE VENTE

Savoir: Le lot N° cinquante-et-un (51) au complet, rang C canton Marchand, district de Labelle, avec dépendances et bâtisses.

Pour être vendu en blocs, à la porte de l'église paroissiale de La Minerve, dans le district de Labelle, le TRENTE-UNIÈME jour de DÉCEMBRE 1959, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Mont-Laurier, ADRIEN LAROSE.  
ce 21 novembre 1959. 52307-48-2-0

MONTMAGNY

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Montmagny

Cour Supérieure, { M PAUL BRETON, N° 8311. }  
ca- mionneur, domicilié en la ville de Montmagny, de-

LABELLE

Canada — Province of Quebec  
District of Labelle

Superior Court, { ANTOINE LARAMÉE, No. 5526. }  
tradesman, residing and domiciled at la Minerve, district of Labelle, plaintiff, vs GEORGES MORIER, residing and domiciled at la Minerve, district of Labelle, defendant.

NOTICE OF SALE

To wit: Lot No. fifty-one (51) completely, range C township Marchand, district of Labelle, with dependencies and buildings.

To be sold in block at the parochial church door of La Minerve, in the district of Labelle, on the THIRTY-FIRST day of DECEMBER, 1959, at TWO (2) o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ADRIEN LAROSE, Sheriff.  
Mount-Laurier, this 21st, day of November, 1959. 52307-48-2

MONTMAGNY

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Montmagny

Superior Court, { MR. PAUL BRETON, No. 8311. }  
trucker, domiciled in the town of Montmagny, de-

mandeur, vs M. LÉANDRE BERNIER, demeurant à St. Michel, Bellechasse, défendeur, et ÉMILE BOULANGER et JEAN BAPTISTE CLOUTIER, demeurant à Montmagny tous deux registrateurs pour la division d'enregistrement du comté de Montmagny, mis-en-cause.

"Un terrain connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent soixante-deux (Ptie 162) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Thomas de Montmagny, comté de Montmagny, mesurant deux cents pieds (200) de largeur sur une profondeur de deux cents (200'), borné vers le nord et vers l'ouest au terrain appartenant à M. Arthur-François Fournier, vers le sud à la route Trans-Canada et vers l'est à M. Fortunat Fournier, avec bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu au bureau du shérif à Montmagny (rue St-Jean-Baptiste, Montmagny), VENDREDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER 1960, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHS OMER BERNIER,  
Montmagny, le 16 décembre 1959.  
52553-51-2-0

plaintiff; vs MR. LÉANDRE BERNIER, residing at St. Michel, Bellechasse, defendant; and ÉMILE BOULANGER and JEAN BAPTISTE CLOUTIER, residing at Montmagny, both registrars for the registration division of the county of Montmagny, mis-en-cause.

"A lot of land known and designated as forming part of lot number one hundred and sixty-two (Pt. 162) on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the parish of St-Thomas de Montmagny, county of Montmagny, measuring two hundred feet (200) in width by a depth of two hundred (200') bounded on the north and on the west by the land belonging to Mr. Arthur-François Fournier, on the south by the Trans-Canada route and on the east, by Mr. Fortunat Fournier, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Sheriff's Office at Montmagny (St-Jean-Baptiste Street, Montmagny) FRIDAY, the TWENTY-SECOND day of JANUARY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS OMER BERNIER,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Montmagny, December 16, 1959.  
52553-51-2'

## QUÉBEC

### *Fieri Facias*

Québec, à savoir: { L AURÉAT CORRIVEAU,  
N° 96,345. { de St-Michel, comté de  
Bellechasse, navigateur, contre  
ADÉLARD LABRANCHE, de St-Vallier,  
comté de Bellechasse.

"Un lot portant le numéro cent trente-sept-un (N° 137-1) du cadastre de St-Vallier, étant une subdivision du lot cent trente-sept (137), de figure irrégulière borné vers l'est et le sud par une partie non subdivisée du lot cent trente-sept (137), vers l'ouest par une partie du lot cent quarante-quatre (P. 144), et vers le nord par la route Nationale, mesurant soixante-neuf pieds et cinq dixièmes (69' 5/10) dans la ligne est, cent dix-neuf pieds et cinq dixièmes (119' 5/10) dans sa ligne sud et cent dix-sept pieds (117') dans sa ligne ouest, contenant en superficie dix mille sept cent quatre-vingt pieds carrés (10,780' p.c.) mesure anglaise;

Un lot portant le numéro cent trente-sept-deux (N° 137-2) étant une subdivision d'une partie des lots cent trente-sept et cent quarante-quatre (P. 137-144) du cadastre de St-Vallier, de figure irrégulière, borné au nord-est et au sud-est par la partie non subdivisée du lot cent trente-sept (N° 137), au sud-ouest par le lot cent trente-sept-un (137-1) au nord-ouest par la route N° 2, mesurant soixante pieds (60') au nord-est, douze pieds et demi (12½') au sud-est, soixante-neuf pieds et demi (69½') au sud-ouest, vingt-trois pieds (23') de front, contenant en superficie mille deux cent trois pieds carrés (1,203' p.c.) mesure anglaise;

Un lot portant le numéro cent trente-sept-cinq (N° 137-5) étant une subdivision d'une partie du lot cent trente-sept (P. 137) du cadastre de St-Vallier, de figure irrégulière, borné au nord-est par le lot cent trente-sept-un (No 137-1), au sud-est par le lot cent trente-sept n.s., (137 n.s.) au sud-ouest par le lot cent trente-sept n.s. (137) au

## QUEBEC

### *Fieri Facias*

Quebec, to wit : { L AURÉAT CORRIVEAU,  
No. 96,345. { of St-Michel, county of  
Bellechasse, navigator, against  
ADÉLARD LABRANCHE, of St-Vallier,  
county of Bellechasse.

"A lot bearing number one hundred and thirty-seven-one (No. 137-1) of the cadaster of St-Vallier, being a subdivision of lot one hundred and thirty-seven (137), of irregular figure bounded on the east and on the south by an undivided part of lot one hundred and thirty-seven (137), on the west, by a part of lot one hundred and forty-four (Pt. 144), and on the north, by the National highway, measuring sixty-nine feet and five-tenths (69' 5/10) in the east line, one hundred and nineteen feet and five-tenths (119' 5/10) in its south line and one hundred and seventeen feet (117') in its west line, containing in area ten thousand seven hundred and eighty square feet (10,780' sq. ft.) English measure;

A lot bearing number one hundred and thirty-seven-two (No. 137-2) being a subdivision of a part of lots one hundred and thirty-seven and one hundred and forty-four (Pt. 137-144) of the cadaster of St-Vallier, of irregular figure, bounded on the northeast and on the southeast by the unsubdivided part of lot one hundred and thirty-seven (No. 137), on the southwest by lot one hundred and thirty-seven-one (137-1), on the northwest by route No. 2, measuring sixty feet (60') on the northeast, twelve feet and one-half (12½') on the southeast, sixty-nine feet and one-half (69½') on the southwest, twenty-three feet (23') in front, containing in area one thousand two hundred and three square feet (1,203' sq. ft.) English measure;

A lot bearing number one hundred and thirty-seven-five (No. 137-5) being a subdivision of a part of lot one hundred and thirty-seven (Pt. 137) of the cadaster of St-Vallier, of irregular figure, bounded on the northeast by lot one hundred and thirty-seven-one (No. 137-1), on the southeast by lot one hundred and thirty-seven n.s., (137

nord-ouest par la route N° 2, mesurant quatre-vingt-dix-sept pieds (97') au nord-est, cent quarante-cinq pieds (145') au sud-est, soixante-seize pieds (76') au sud-ouest, cent quarante-deux pieds et cinq dixièmes (142' 5/10) en front, contenant en superficie douze mille cinq cent trente-deux pieds carrés (12,532' p.c.) mesure anglaise, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'égoïse paroissiale de St-Vallier, comté de Bellechasse, le VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER 1960, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
Dr. J. R. GOBEIL.

Bureau du Shérif, Québec, le 16 décembre 1959. 52552-51-2-o  
[Première insertion: 19 décembre 1959]  
[Deuxième insertion: 9 janvier 1960.]

**RICHELIEU**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure, N° 14-547. { EMILE DEGUISE, garsiste, domicilié à Sorel, district de Richelieu demandeur, vs RICHELIEU STEEL & METAL CO., corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires à Sorel, dit district de Richelieu, défenderesse.

"1° Un terrain situé en la cité de Sorel, faisant partie du lot numéro trente-sept (P. 37) du cadastre de la ville de Sorel, tenant au nord entre autre partie dudit N° 37 du vendeur, au sud une lisière de terrain de dix pieds de largeur qui suit la voie ferrée des Chemins de Fer Nationaux du Canada, et qui appartient à Victor Lavallée ou représentants, à l'est autre partie dudit N° 37 du vendeur, et à l'ouest partie de la partie du N° 37 que le vendeur a vendue à Sorel Asphalte Co.; les lignes nord et ouest dudit terrain forment entre elles un angle de quatre-vingt-dix degrés, et les lignes est et ouest sont parallèles entre elles.

Ce terrain mesure quatre cents pieds de longueur dans sa ligne ouest, cent trente pieds dans sa ligne nord, et six cents cinquante pieds, plus ou moins, dans sa ligne est, soit toute la longueur qui se trouve à partir du pont extrême est de saide ligne nord à aller jusqu'à la lisière de terrain de dix pieds de largeur qui longe la voie ferrée.

2° Une lisière de terrain de dix pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a du terrain de la compagnie acquéreuse longeant la ligne de chemin de fer, à aller jusqu'à la profondeur du terrain de l'acquéreuse qui se trouve en arrière du terrain de Sorel Asphalte, faisant partie du lot numéro trente-sept (P. 37) du cadastre de la ville de Sorel; tenant en front autre partie du N° 37 de l'acquéreuse, en profondeur autre partie du N° 37 de l'acquéreur, et du côté sud la ligne du chemin de fer; avec la cabane qui y est érigée."

Pour être vendus à mon bureau au Palais de Justice, a Sorel, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER 1960, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
F. COURNOYER.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sorel, le 7 décembre 1959. 52525-51-2-o

n.s.) on the southwest by lot one hundred and thirty-seven n.s. (137) on the northwest by route No. 2; measuring ninety-seven feet (97') on the northeast, one hundred and forty-five feet (145') on the southeast, seventy-six feet (76') on the southwest, one hundred and forty-two feet and five-tenths (142' 5/10) in front, containing in area twelve thousand five hundred and thirty-two square feet (12,532' sq. ft.) English measure, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Vallier, county of Bellechasse, on the TWENTY-SECOND day of JANUARY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

Dr. J. R. GOBEIL,  
Sheriff's Office, Sheriff.

Quebec, December 16, 1959. 52552-51-2  
[First insertion: December 19, 1959]  
[Second insertion: January 9, 1960]

**RICHELIEU**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court, N° 14-547. { EMILE DEGUISE, garage-keeper, domiciled at Sorel, district of Richelieu, plaintiff, vs RICHELIEU STEEL & METAL CO., a corporation legally instituted having its head business office at Sorel, said district of Richelieu, defendant.

"1. A lot of land situated in the city of Sorel, forming part of lot number thirty-seven (Pt. 37) of the cadaster of the town of Sorel, touching on the north, a part of the said No. 37 of the vendor, on the south, by a strip of land of ten feet in width which follows the Canadian National Railway line and which belongs to Victor Lavallée or representatives, on the east, another part of the said No. 37 of the vendor, and on the West, part of part of No. 37 which the vendor has sold to Sorel Asphalte Co.; the north and west lines of the said land forming between them an angle of ninety degrees, and the lines east and west are parallel.

This land measures four hundred feet in length in its west line, one hundred and thirty feet in its north line, and six hundred and fifty feet, more or less, in its east line, albeit the whole length which is to be found starting from the extreme point east of its said north line to as far as the strip of land of ten feet in width which follows the railroad.

2. A strip of land of ten feet in width on the depth there is from the land of the purchasing company following the railroad going as far as the depth of the land of the purchaser which is to be found in rear of the land of the Sorel Asphalte, forming part of lot number thirty-seven (Pt. 37) of the cadaster of the town of Sorel; touching in front another part of No. 37 of the purchaser, in depth, another part of No. 37 of the purchaser, and on the south side of the railroad; with the cabin thereon erected."

To be sold at my office, at the Court House, at Sorel, on the TWENTY-THIRD day of JANUARY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

F. COURNOYER,  
Sheriff's Office, Sheriff.

Court House, Sorel, December 7, 1959. 52525-51-2

## SAINT-HYACINTHE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District de Saint-Hyacinthe

Cour de Magistrat, { SRS DE LA CHARITÉ  
N° 21,121. { DE L'HÔTEL-DIEU  
DE ST-HYACINTHE, de-  
manderesse, vs ADRIEN L'HEUREUX, dé-  
fendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur.

Une terre située en la paroisse de St-Liboire, comté de Bagot, de deux arpents de largeur par vingt-et-un arpents de profondeur, plus ou moins, étant le lot numéro quatre cent trente-trois (N° 433) du cadastre officiel de la paroisse de St-Liboire, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Liboire, comté de Bagot le MARDI, VINGT-TROISIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil neuf cent cinquante-neuf à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, RENÉ PERREAULT.  
Saint-Hyacinthe. 52236-47-2-0

## TERREBONNE

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { WILFRID GUÉRETTE,  
N° 26657. { menuisier, domicilié à  
l'Abord à Plouffe, district de  
Montréal, demandeur; vs GÉRARD BEAU-  
CAGE & MARCEL BEAUCAGE, faisant affai-  
res ensemble en société pour l'exploitation d'un  
hôtel situé à Rosemère, comté de Terrebonne,  
sous les nom et raison sociale de "Rosemère Inn"  
et GASTON COUTURE, garçon de table, do-  
milié à Rosemère, comté de Terrebonne, défen-  
deurs.

## AVIS DE VENTE

L'immeuble ci-après désigné appartenant au demandeur Wilfrid Guérette:

"Un emplacement situé sur la rue Bélanger faisant partie du lot numéro 202 du village de Ste-Thérèse de Blainville. De forme irrégulière, mesurant en fond 68 pieds par 88 pieds de profondeur dans sa ligne est et 117 pieds de profondeur dans sa ligne sud-ouest, de 17 pieds du cimetière, mesure anglaise plus ou moins, borné en fond vers le nord, par la rue Bélanger, d'un côté vers l'est par l'emplacement de Aldas Beauchamp sur le même numéro et de l'autre côté vers l'ouest et en arrière vers le sud par le cimetière, avec bâtisse y-dessus érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Thérèse de Blainville MERCREDI, le TREN-  
TIÈME jour de DÉCEMBRE 1959, à UNE  
heure de l'après-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.  
St-Jérôme, 23 novembre 1959. 52308-48-2-0

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour de Magistrat, { INTERPROVINCIAL  
N° 22487. { BUILDING CREDITS  
LTD, corps politique léga-  
lement incorporé, ayant sa principale place

## SAINT-HYACINTHE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District of Saint-Hyacinthe

Magistrate's Court, { SRS DE LA CHARITÉ  
No. 21,121. { DE L'HÔTEL DIEU  
DE ST-HYACINTHE,  
plaintiff, vs ADRIEN L'HEUREUX, defendant.

Seized as belonging to the said defendant.

A farm situated in the parish of St-Liboire, county of Bagot, of two arpents in width by twenty-one arpents in depth, more or less, being lot number four hundred and thirty-three (No. 433) of the official cadaster for the parish of St-Liboire, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Liboire, county of Bagot, on TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of the month of DECEMBER, one thousand nine hundred and fifty-nine at HALF-PAST TEN o'clock in the forenoon.

RENÉ PERREAULT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint-Hyacinthe. 52236-47-2

## TERREBONNE

Canada — Province of Quebec  
District of Terrebonne

Superior Court, { WILFRID GUÉRETTE,  
No. 26657. { joiner, domiciled at  
l'Abord à Plouffe, district of  
Montreal, plaintiff, vs GÉRARD BEAUCAGE  
& MARCEL BEAUCAGE, doing business in  
partnership, for the operation of a hotel situated  
at Rosemere, county of Terrebonne, under the  
name and style of "Rosemere Inn" and GASTON  
COUTURE, waiter, domiciled at Rosemère,  
county of Terrebonne, defendants.

## NOTICE OF SALE

The immoveable hereinafter designated belong-  
ing to the plaintiff, Wilfrid Guérette:

An emplacement situated on Bélanger Street, forming part of lot number 202 in the village of Ste-Thérèse de Blainville. Of irregular form, measuring in rear, 68 feet by 88 feet in depth in its easterly line and 117 feet in depth in its south-westerly line, at 17 feet from the cemetery, English measure, more or less, bounded in rear on the north, by Bélanger Street, on one side, on the east, by the emplacement of Aldas Beauchamp on the same number and on the other side on the west, and in rear on the south, by the cemetery, with building thereon erected.

To be sold at the church door of Ste-Thérèse de Blainville, on WEDNESDAY, on the THIR-  
TIETH day of DECEMBER, 1959, at ONE  
o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
St-Jérôme, November 23, 1959. 52308-48-2

Canada — Province of Quebec  
District of Terrebonne

Magistrate's Court, { INTERPROVINCIAL  
No. 22487. { BUILDING CREDITS  
LTD, a body politic le-  
gally incorporated, having its head office for the

d'affaires pour la province de Québec, en les cité et district de Montréal, demanderesse; vs MAURICE DOUCET, domicilié et résidant à Rosemère, district de Terrebonne, défendeur.

Province of Quebec in the city and district of Montreal, plaintiff; vs MAURICE DOUCET, domiciled and residing at Rosemere, district of Terrebonne, defendant.

AVIS DE VENTE

L'immeuble ci-après désigné en la possession du défendeur:

"Un emplacement situé dans la municipalité de Rosemère, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cinquante-trois (P. 53) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, et borné comme suit: en avant par le boulevard Labelle ou route Nationale numéro 11, en arrière vers l'est par partie dudit lot numéro 53 appartenant à Eugène Gendron et de l'autre côté vers le sud par partie dudit numéro 53 appartenant à Arnold Gilmour, avec bâtisses dessus érigées et portant le numéro civique 781 Boulevard Labelle."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Rosemère, MERCREDI, le TRENTIÈME jour de DÉCEMBRE 1959, à DEUX heures TRENTE de l'après-midi (30 décembre 1959, à 2.30 p.m.).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.  
St-Jérôme, 21 novembre 1959. 52309-48-20

NOTICE OF SALE

The immoveable hereinafter designated in possession of the defendant:

"An emplacement situated in the municipality of Rosemere, known and designated as forming part of lot number fifty-three (Pt. 53) of the official cadaster for the parish of Ste-Thérèse de Blainville, and bounded as follows: in front, by Labelle Boulevard or the National Route number 11, in rear, on the east, by part of the said lot number 53 belonging to Eugène Gendron and on the other side, on the south, by part of the said number 53 belonging to Arnold Gilmour, with buildings thereon erected and bearing civic number 781 Labelle Boulevard."

To be sold at the Catholic church door of Rosemere, on WEDNESDAY, on the THIRTIETH day of DECEMBER, 1959, at HALF-PAST TWO o'clock in the afternoon (December, 30, 1959, at 2.30 p.m.).

GEO. AUCLAIR,

Sheriff's Office, Sheriff.  
St-Jérôme, November 21st, 1959. 52309-48-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 51

Index of the Quebec Official Gazette, No. 51

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

|                           |      |
|---------------------------|------|
| Dumont vs Bélanger .....  | 5573 |
| Gariépy vs Dagenais ..... | 5574 |
| Hébert vs Beaulieu .....  | 5573 |

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 5515

AVIS DIVERS:

|  |      |
|--|------|
| Ben-Rose Sportwear Inc. (Directeurs)..                                       | 5576 |
| Building Products Employees (Mont-réal) (Nom changé) .....                   | 5575 |
| Caisse d'Économie Brevnat (Montréal) Credit Union (Fondation) .....          | 5574 |
| Caisse d'Économie Jacques-Cartier (Fondation) .....                          | 5574 |
| Heron Enterprises Ltd. (Dist. de l'actif)                                    | 5575 |
| La Caisse Populaire Saint-René Goupil-Gatineau (Fondation) .....             | 5577 |
| La Caisse Populaire St-Conrad-Ville d'Anjou (Fondation) .....                | 5577 |
| Les Placements Merlin Investments Ltd (Directeurs) .....                     | 5576 |
| Montreal Tourist and Convention Bureau Incorporated (Directeurs) .....       | 5577 |
| Seaford Corporation (Directeurs) .....                                       | 5577 |
| Singer Sewing Machine Company (Nouvel agent) .....                           | 5576 |
| Syndicat Coopératif des Épiciers de Hull, Inc. (Changement de nom) .....     | 5574 |
| Syndicat d'Épargne des Épiciers du Saguenay et Lac St-Jean (Fondation) ..... | 5574 |
| Terra Firma Development Corp. (Directeurs) .....                             | 5575 |
| Tri-Val Credit Union (Nom changé) .....                                      | 5575 |
| The Electrical Maintenance Association of Montreal District (Règlements)     | 5578 |

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

|                           |      |
|---------------------------|------|
| Dumont vs Bélanger .....  | 5573 |
| Gariépy vs Dagenais ..... | 5574 |
| Hébert vs Beaulieu .....  | 5573 |

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 5515

MISCELLANEOUS NOTICES:

|   |      |
|---|------|
| Ben-Rose Sportwear Inc. (Directeurs)...                                       | 5576 |
| Building Products Employees (Mont-réal) (Name changed) .....                  | 5575 |
| Caisse d'Économie Brevnat (Montréal) Credit Union (Foundation) .....          | 5574 |
| Caisse d'Économie Jacques-Cartier (Foundation) .....                          | 5574 |
| Heron Enterprises Ltd. (Dist. of assets).                                     | 5575 |
| La Caisse Populaire Saint-René Goupil-Gatineau (Foundation) .....             | 5577 |
| La Caisse Populaire St-Conrad-Ville d'Anjou (Foundation) .....                | 5577 |
| Les Placements Merlin Investments Ltd. (Directors) .....                      | 5576 |
| Montreal Tourist and Convention Bureau Incorporated (Directeurs) .....        | 5577 |
| Seaford Corporation (Directeurs) .....  | 5577 |
| Singer Sewing Machine Company (New agent) .....                               | 5576 |
| Syndicat Coopératif des Épiciers de Hull, Inc. (Name changed) .....           | 5574 |
| Syndicat d'Épargne des Épiciers du Saguenay et Lac St-Jean (Foundation) ..... | 5574 |
| Terra Firma Development Corp. (Directeurs) .....                              | 5575 |
| Tri-Val Credit Union (Name changed) .....                                     | 5575 |
| The Electrical Maintenance Association of Montreal District (By-Laws).        | 5578 |

## CHARTES — ABANDON DE:

|                                 |      |
|---------------------------------|------|
| Bank Hotel Limited.....         | 5578 |
| Brights Metal Ltd.....          | 5578 |
| O'Connell Lodge Ltd.....        | 5578 |
| Westmount Holdings Limited..... | 5578 |

## COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:

|                                       |      |
|---------------------------------------|------|
| Boulder Lake Mines Inc.....           | 5579 |
| Comercial Fenix S. A.....             | 5579 |
| Community Counselling Service Inc.... | 5580 |
| Smitty's Pancake Houses Ltd.....      | 5579 |

## CURATELLE PUBLIQUE:

|                                 |      |
|---------------------------------|------|
| Isodoroff, succession Yvon..... | 5580 |
|---------------------------------|------|

## DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

|  |      |
|--|------|
| Acton Vale, ville.....   | 5570 |
| Association des Citoyens d'Outremont Inc.....                    | 5568 |
| Beauharnois, cité.....   | 5572 |
| Bromptonville, ville.....  | 5571 |
| Chambly, comté, comm. des écoles secondaires.....                | 5567 |
| Corporation des Maîtres-Nettoyeurs de la Province de Québec..... | 5568 |
| Danville, ville.....   | 5566 |
| Dorval, cité.....  | 5571 |
| Dorval, ville, comm. des écoles cath....                         | 5569 |
| Drury's Limited.....   | 5567 |
| Griggs, Joseph Maurice Antoine.....                              | 5572 |
| Jacques-Cartier, cité, comm. d'écoles cath.....                  | 5567 |
| La Corporation de Gaz Saguenay Lac-St-Jean Enr.....              | 5573 |
| La Tuque, comm. scolaire.....                                    | 5565 |
| Lesnowski, Dame Amelia-Renée.....                                | 5568 |
| L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie.....             | 5566 |
| Marsan, Gaétan.....  | 5564 |
| Repentigny, ville.....   | 5572 |
| Sainte-Anne-de-Bellevue, ville.....                              | 5569 |
| St-Bruno de Montarville, ville.....                              | 5571 |
| St-Charles-de-Lachenaie, paroisse.....                           | 5572 |
| Sept-Iles, cité.....   | 5570 |
| Succession du Dr Alyre Aubin.....                                | 5568 |
| Succession Lewis Azef.....                                       | 5569 |
| Ukrainian National Federation of Quebec.....                     | 5570 |

## DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

## AFFAIRES MUNICIPALES:

|                         |      |
|-------------------------|------|
| Port-Alfred, ville..... | 5580 |
|-------------------------|------|

## AGRICULTURE:

|                               |      |
|-------------------------------|------|
| L'Ascension de Patapedia..... | 5581 |
| Ste-Elisabeth de Warwick..... | 5581 |
| St-Gilles-de-Beaurivage.....  | 5581 |

## AGRICULTURE:

*Industrie laitière:*

|  |      |
|--|------|
| Ordonnance N° 18-57B—région d'Amos.....        | 5581 |
| Ordonnance N° 75-56A — région de Mégantic..... | 5582 |

## CHARTERS — SURRENDER OF:

|                                 |      |
|---------------------------------|------|
| Bank Hotel Limited.....         | 5578 |
| Brights Metal Ltd.....          | 5578 |
| O'Connell Lodge Ltd.....        | 5578 |
| Westmount Holdings Limited..... | 5578 |

## COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:

|                                       |      |
|---------------------------------------|------|
| Boulder Lake Mines Inc.....           | 5579 |
| Comercial Fenix S. A.....             | 5579 |
| Community Counselling Service Inc.... | 5580 |
| Smitty's Pancake Houses Ltd.....      | 5579 |

## PUBLIC CURATORSHIP:

|                                |      |
|--------------------------------|------|
| Isodoroff, estate of Yvon..... | 5580 |
|--------------------------------|------|

## APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

|   |      |
|---|------|
| Acton Vale, town.....   | 5570 |
| Association des Citoyens d'Outremont Inc.....                 | 5568 |
| Beauharnois, city.....  | 5572 |
| Bromptonville, town.....                                      | 5571 |
| Chambly, county, the syndics of High School.....              | 5567 |
| Corporation of Master-Cleaners of the Province of Quebec..... | 5568 |
| Danville, town.....   | 5566 |
| Dorval, city.....   | 5571 |
| Dorval, town, Cath. school comm.....                          | 5569 |
| Drury's Limited.....  | 5567 |
| Griggs, Joseph Maurice Antoine.....                           | 5572 |
| Jacques-Cartier, city, Cath. school comm.....                 | 5567 |
| La Corporation de Gaz Saguenay Lac-St-Jean Enr.....           | 5573 |
| La Tuque, school comm.....                                    | 5565 |
| Lesnowski, Dame Amelia-Renée.....                             | 5568 |
| Industrial Life Insurance Company... ..                       | 5566 |
| Marsan, Gaétan.....   | 5564 |
| Repentigny, town.....   | 5572 |
| Sainte-Anne-de-Bellevue, town.....                            | 5569 |
| St-Bruno de Montarville, town.....                            | 5571 |
| St-Charles-de-Lachenaie, parish.....                          | 5572 |
| Sept-Iles, city.....  | 5570 |
| Estate of Dr. Alyre Aubin.....                                | 5568 |
| Estate of Lewis Azef.....                                     | 5569 |
| Ukrainian National Federation of Quebec.....                  | 5570 |

## DEPARTMENTAL NOTICES:

## MUNICIPAL AFFAIRS:

|                        |      |
|------------------------|------|
| Port-Alfred, town..... | 5580 |
|------------------------|------|

## AGRICULTURE:

|                               |      |
|-------------------------------|------|
| L'Ascension de Patapedia..... | 5581 |
| Ste-Elisabeth de Warwick..... | 5581 |
| St-Gilles-de-Beaurivage.....  | 5581 |

## AGRICULTURE:

*Dairy Industry:*

|  |      |
|--|------|
| Order No. 18-57B — region of Amos... ..    | 5581 |
| Order No. 75-56A — region of Mégantic..... | 5582 |

INSTRUCTION PUBLIQUE:

*Municipalité scolaire de:*

|   |      |
|---|------|
| Beaulac .....                           | 5583 |
| St-Boniface-de-Shawinigan, village..... | 5583 |
| Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin .....      | 5584 |
| Ste-Gertrude-de-Pontiac .....           | 5584 |
| St-Joseph, paroisse .....               | 5584 |
| St-Vincent-de-Paul .....                | 5584 |
| Verchères .....                         | 5583 |

MINES:

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Révocation de droits de mine ..... | 5597 |
|------------------------------------|------|

TERRES ET FORÊTS:

*Service du Cadastre:*

|                        |      |
|------------------------|------|
| Lachine, village ..... | 5584 |
|------------------------|------|

TRAVAIL:

*Industrie ou métiers de:*

|                                       |      |
|---------------------------------------|------|
| Meuble, Province (Modification) ..... | 5585 |
|---------------------------------------|------|

LETTRES PATENTES:

|   |      |
|---|------|
| Abgreen Investment Co. Ltd. ....                  | 5516 |
| Adanac Bedding Co. Ltd. ....                      | 5517 |
| Agence d'Assurances Chartrand Ltée ..             | 5517 |
| Alexandra Realty Corp. ....                       | 5517 |
| Alliance Motor Corp. ....                         | 5518 |
| All-Trade Co. Ltd. ....                           | 5518 |
| Amelior Inc. ....                                 | 5518 |
| Andrews Realty Inc. ....                          | 5519 |
| Aster Corporation .....                           | 5519 |
| Aubé Equipment Company Limited .....              | 5519 |
| Auberge Chez Son Père Ltée .....                  | 5520 |
| Beacon Associates (Quebec) Ltd. ....              | 5520 |
| Bellina Hosiery Mills Ltd. ....                   | 5520 |
| Berey Investments Inc. ....                       | 5521 |
| B. K. Land Inc. ....                              | 5521 |
| Boivin & Lauzon Compagnie Limitée ..              | 5521 |
| Boucherville Limited Dividend Compa-<br>ny .....  | 5522 |
| Bowl-O-Rama Val Royal Inc. ....                   | 5522 |
| B. Rodrigue & Fils Inc. ....                      | 5522 |
| Canfer Corporation .....                          | 5523 |
| Cap St-Martin Lumber Co. Ltd. ....                | 5523 |
| Chartier Auto Spring Inc. ....                    | 5523 |
| Citadel Saw Chain Products Ltd. ....              | 5524 |
| C. & L. Marine Ltd. ....                          | 5524 |
| Coffee Mill Espresso Co. ....                     | 5524 |
| Comco Equipment Inc. ....                         | 5525 |
| Compagnie Immobilière Valran .....                | 5525 |
| Connecticut Construction Corp. ....               | 5525 |
| Construction St-Hilaire Ltée .....                | 5526 |
| Coulombe Natural Gas Heating Ltd. ...             | 5526 |
| Danney Construction Co. Ltd. ....                 | 5526 |
| Dante Investment Corp. ....                       | 5527 |
| Deluxe Car Wash Inc. ....                         | 5527 |
| Directa Trafing Co. Ltd. ....                     | 5527 |
| Dominion Merchandising Corp. ....                 | 5528 |
| Donnalee Dress Mart Inc. ....                     | 5528 |
| Dubus Construction Ltd. ....                      | 5528 |
| Eastern Improvement Corporation .....             | 5529 |
| Electro-Vac Ltd. ....                             | 5529 |
| Émilien Paré Inc. ....                            | 5529 |
| Euramerica Land Co. Ltd. ....                     | 5530 |
| Fairyland Investment Ltd. ....                    | 5530 |
| Food Basket Inc. ....                             | 5530 |
| Frank & Mike Service Station Inc. ....            | 5531 |
| Fulgor Development Inc. ....                      | 5531 |
| Gagnon Frères Meubles (Forestville)<br>Ltée ..... | 5531 |
| Gardenia Development Inc. ....                    | 5532 |
| Gervais Jacques Inc. ....                         | 5532 |

EDUCATION:

*School Municipality of:*

|   |      |
|---|------|
| Beaulac .....                           | 5583 |
| St-Boniface-de-Shawinigan, village..... | 5583 |
| Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin .....      | 5584 |
| Ste-Gertrude-de-Pontiac .....           | 5584 |
| St-Joseph, parish .....                 | 5584 |
| St-Vincent-de-Paul .....                | 5584 |
| Verchères .....                         | 5583 |

MINES:

|                                   |      |
|-----------------------------------|------|
| Revocation of mining rights ..... | 5597 |
|-----------------------------------|------|

LANDS AND FOREST:

*Cadastral Branch:*

|                        |      |
|------------------------|------|
| Lachine, village ..... | 5584 |
|------------------------|------|

LABOUR:

*Industry or Trades of:*

|                                       |      |
|---------------------------------------|------|
| Furniture, Province (Amendment) ..... | 5585 |
|---------------------------------------|------|

LETTERS PATENT:

|   |      |
|---|------|
| Abgreen Investment Co. Ltd. ....                  | 5516 |
| Adanac Bedding Co. Ltd. ....                      | 5517 |
| Agence d'Assurances Chartrand Ltée ..             | 5517 |
| Alexandra Realty Corp. ....                       | 5517 |
| Alliance Motor Corp. ....                         | 5518 |
| All-Trade Co. Ltd. ....                           | 5518 |
| Amelior Inc. ....                                 | 5518 |
| Andrews Realty Inc. ....                          | 5519 |
| Aster Corporation .....                           | 5519 |
| Aubé Equipment Company Limited .....              | 5519 |
| Auberge Chez Son Père Ltée .....                  | 5520 |
| Beacon Associates (Quebec) Ltd. ....              | 5520 |
| Bellina Hosiery Mills Ltd. ....                   | 5520 |
| Berey Investments Inc. ....                       | 5521 |
| B. K. Land Inc. ....                              | 5521 |
| Boivin & Lauzon Compagnie Limitée ..              | 5521 |
| Boucherville Limited Dividend Compa-<br>ny .....  | 5522 |
| Bowl-O-Rama Val Royal Inc. ....                   | 5522 |
| B. Rodrigue & Fils Inc. ....                      | 5522 |
| Canfer Corporation .....                          | 5523 |
| Cap St-Martin Lumber Co. Ltd. ....                | 5523 |
| Chartier Auto Spring Inc. ....                    | 5523 |
| Citadel Saw Chain Products Ltd. ....              | 5524 |
| C. & L. Marine Ltd. ....                          | 5524 |
| Coffee Mill Espresso Co. ....                     | 5524 |
| Comco Equipment Inc. ....                         | 5525 |
| Compagnie Immobilière Valran .....                | 5525 |
| Connecticut Construction Corp. ....               | 5525 |
| Construction St-Hilaire Ltée .....                | 5526 |
| Coulombe Natural Gas Heating Ltd. ...             | 5526 |
| Danney Construction Co. Ltd. ....                 | 5526 |
| Dante Investment Corp. ....                       | 5527 |
| Deluxe Car Wash Inc. ....                         | 5527 |
| Directa Trafing Co. Ltd. ....                     | 5527 |
| Dominion Merchandising Corp. ....                 | 5528 |
| Donnalee Dress Mart Inc. ....                     | 5528 |
| Dubus Construction Ltd. ....                      | 5528 |
| Eastern Improvement Corporation .....             | 5529 |
| Electro-Vac Ltd. ....                             | 5529 |
| Émilien Paré Inc. ....                            | 5529 |
| Euramerica Land Co. Ltd. ....                     | 5530 |
| Fairyland Investment Ltd. ....                    | 5530 |
| Food Basket Inc. ....                             | 5530 |
| Frank & Mike Service Station Inc. ....            | 5531 |
| Fulgor Development Inc. ....                      | 5531 |
| Gagnon Frères Meubles (Forestville)<br>Ltée ..... | 5531 |
| Gardenia Development Inc. ....                    | 5532 |
| Gervais Jacques Inc. ....                         | 5532 |

|   |      |   |      |
|---|------|---|------|
| Gladwick Investment Corporation   | 5532 | Gladwick Investment Corporation   | 5532 |
| Greater Rawdon Realities Inc.   | 5532 | Greater Rawdon Realities Inc.   | 5532 |
| Hôtel Monaco de Fort Chambly Inc.   | 5533 | Hôtel Monaco de Fort Chambly Inc.   | 5533 |
| Imprimerie Mariveau Printing Inc.   | 5533 | Imprimerie Mariveau Printing Inc.   | 5533 |
| Jean Crépin Builders Supply Inc.  | 5533 | Jean Crépin Builders Supply Inc.  | 5533 |
| J. Ouellette, Inc.  | 5534 | J. Ouellette, Inc.  | 5534 |
| J. R. Lemire Inc.   | 5534 | J. R. Lemire Inc.   | 5534 |
| Kenmont Realty Limited  | 5534 | Kenmont Realty Limited  | 5534 |
| La Cie de Construction Bruno Rodrigue Ltée                                      | 5535 | La Cie de Construction Bruno Rodrigue Ltée                                      | 5535 |
| La Cie Ozal Ltée — Ozal Company Ltd.  | 5535 | Ozal Company Ltd. — La Cie Ozal Ltée  | 5535 |
| L'Association Ambulancière Catholique   | 5535 | L'Association Ambulancière Catholique   | 5535 |
| Le Club de Curling de Thurso Inc. — The Thurso Curling Club Inc.                | 5536 | The Thurso Curling Club Inc. — Le Club de Curling de Thurso Inc.                | 5536 |
| Lee's Association of Montreal   | 5536 | Lee's Association of Montreal   | 5536 |
| Les Entreprises Welga Ltée — Welga Enterprises Ltd.                             | 5536 | Welga Enterprises Ltd. — Les Entreprises Welga Ltée                             | 5536 |
| Les Jardins de St. Elzéar Inc.  | 5537 | Les Jardins de St. Elzéar Inc.  | 5537 |
| Les Placements du Vallon Inc.   | 5537 | Les Placements du Vallon Inc.   | 5537 |
| Le Système Comptant Ltée  | 5537 | Le Système Comptant Ltée  | 5537 |
| Librairie Parent et Beaupré Inc.  | 5538 | Librairie Parent et Beaupré Inc.  | 5538 |
| Lot 101 Enterprises Inc.  | 5538 | Lot 101 Enterprises Inc.  | 5538 |
| Lowell Realty & Investment Inc.   | 5538 | Lowell Realty & Investment Inc.   | 5538 |
| Martin Rentals Ltd.   | 5539 | Martin Rentals Ltd.   | 5539 |
| M. & A. Wolfe Holding Corp.   | 5539 | M. & A. Wolfe Holding Corp.   | 5539 |
| Mil Brand Corporation   | 5539 | Mil Brand Corporation   | 5539 |
| Morub Holdings Ltd.   | 5540 | Morub Holdings Ltd.   | 5540 |
| National Rendering Corp.  | 5540 | National Rendering Corp.  | 5540 |
| Nella Investments Corp.   | 5540 | Nella Investments Corp.   | 5540 |
| New Roslind Groceteria Inc.   | 5541 | New Roslind Groceteria Inc.   | 5541 |
| New York Structural Steel Corp.   | 5541 | New York Structural Steel Corp.   | 5541 |
| Niru Investments Ltd.   | 5541 | Niru Investments Ltd.   | 5541 |
| North American Handbags Ltd.  | 5542 | North American Handbags Ltd.  | 5542 |
| Northland Acceptance Corporation  | 5542 | Northland Acceptance Corporation  | 5542 |
| Nouvelles de Ste-Geneviève Inc.   | 5542 | Nouvelles de Ste-Geneviève Inc.   | 5542 |
| Old Hall Stream Cemetery  | 5543 | Old Hall Stream Cemetery  | 5543 |
| Olympia Mining Exploration Ltd.   | 5543 | Olympia Mining Exploration Ltd.   | 5543 |
| Ovide Guay & Fils Ltée — Ovide Guay & Son Ltd.                                  | 5544 | Ovide Guay & Fils Ltée — Ovide Guay & Son Ltd.                                  | 5544 |
| Paul's Meat & Sausage Inc.  | 5544 | Paul's Meat & Sausage Inc.  | 5544 |
| Perfection Footwear Co.   | 5544 | Perfection Footwear Co.   | 5544 |
| Pharmacie Vétérinaire Dr. Grignon Ltée — Dr. Grignon Veterinary Pharmacist Ltd. | 5545 | Dr. Grignon Veterinary Pharmacist Ltd. — Pharmacie Vétérinaire Dr. Grignon Ltée | 5545 |
| Placements Nordex Inc. — Nordex Investments Inc.                                | 5545 | Nordex Investments Inc. — Placements Nordex Inc.                                | 5545 |
| Pomona Development Corp.  | 5545 | Pomona Development Corp.  | 5545 |
| Preferred Properties & Investments Ltd.   | 5546 | Preferred Properties & Investments Ltd.   | 5546 |
| Punch Design Inc.   | 5546 | Punch Design Inc.   | 5546 |
| Quirion & Fortin Ltée   | 5546 | Quirion & Fortin Ltée   | 5546 |
| Raymond & Fernet Inc.   | 5547 | Raymond & Fernet Inc.   | 5547 |
| Regimental Supply Inc.  | 5547 | Regimental Supply Inc.  | 5547 |
| Richelieu Développement Inc.  | 5547 | Richelieu Développement Inc.  | 5547 |
| Robert & Robert Limitée   | 5548 | Robert & Robert Limitée   | 5548 |
| Robin Enterprises Ltd.  | 5548 | Robin Enterprises Ltd.  | 5548 |
| Rolay Construction Inc.   | 5548 | Rolay Construction Inc.   | 5548 |
| Ste-Julienne Auto Parts Limited   | 5549 | Ste-Julienne Auto Parts Limited   | 5549 |
| St. Michel Apartments Inc.  | 5549 | St. Michel Apartments Inc.  | 5549 |
| St. Michel Auto Body Co. Ltd.   | 5549 | St. Michel Auto Body Co. Ltd.   | 5549 |
| St. Sulpice Development Corp.   | 5550 | St. Sulpice Development Corp.   | 5550 |
| Savaria Transport Ltée  | 5550 | Savaria Transport Ltée  | 5550 |
| Script-Bureau Inc.  | 5550 | Script-Bureau Inc.  | 5550 |
| Skyben Fabrics Ltd.   | 5551 | Skyben Fabrics Ltd.   | 5551 |
| Smart Sue Inc.  | 5551 | Smart Sue Inc.  | 5551 |
| Sono Service Inc.   | 5551 | Sono Service Inc.   | 5551 |
| Starbrite Fashions Inc.   | 5552 | Starbrite Fashions Inc.   | 5552 |
| Steecons Co. Ltd.   | 5552 | Steecons Co. Ltd.   | 5552 |
| The Tweed Shoppe Inc.   | 5552 | The Tweed Shoppe Inc.   | 5552 |
| Topsail Inc.  | 5553 | Topsail Inc.  | 5553 |
| Topstyle Thread Inc.  | 5553 | Topstyle Thread Inc.  | 5553 |
| Trans-Vision de Danville Inc.   | 5554 | Trans-Vision de Danville Inc.   | 5554 |
| Ukrainian Canadian Professional and Businessmen's Association                   | 5554 | Ukrainian Canadian Professional and Businessmen's Association                   | 5554 |
| Ungava Steel Industries Ltd.  | 5554 | Ungava Steel Industries Ltd.  | 5554 |
| Valmour Realty & Development Inc.   | 5555 | Valmour Realty & Development Inc.   | 5555 |
| Ville de Brossard Golf & Country Club Inc.                                      | 5555 | Ville de Brossard Golf & Country Club Inc.                                      | 5555 |
| Webster Realities Co. Inc.  | 5555 | Webster Realities Co. Inc.  | 5555 |

|                         |      |                         |      |
|-------------------------|------|-------------------------|------|
| Wellie Munroe Inc. .... | 5556 | Wellie Munroe Inc. .... | 5556 |
| Z. Balogh Inc. ....     | 5556 | Z. Balogh Inc. ....     | 5556 |

LETRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

|  |      |
|--|------|
| A. D. McGibbon & Sons Limited. ....                | 5557 |
| Alfred Lambert Inc. ....                           | 5557 |
| Anjou Industrial Park Ltd. ....                    | 5557 |
| Antonio Bureau Limitée ....                        | 5557 |
| Brind'Amour & Fils Inc. ....                       | 5557 |
| Defrostomatic Co. Limited. ....                    | 5558 |
| Duval & Raymond Inc. ....                          | 5558 |
| Hochelega Petroleum (Sorel) Ltd. ....              | 5558 |
| Hôtel Canada Inc. ....                             | 5558 |
| Jacoby's House of Antiques Co. Ltd. ...            | 5559 |
| Java Food Products Ltd-Ltée ....                   | 5559 |
| London Mfg. Co. Ltd. ....                          | 5559 |
| Marché A. Bélanger Ltée ....                       | 5559 |
| Maurice Pollack Realty Company Limited. ....       | 5559 |
| McLean Investments Ltd. ....                       | 5560 |
| Northeast Investment Corporation. ....             | 5560 |
| Park Avenue Radio Company. ....                    | 5560 |
| Paul Bergeron Automobile Inc. ....                 | 5560 |
| Princess Furriers Inc. ....                        | 5561 |
| Quemont Engineering Ltd. ....                      | 5561 |
| Rica Corporation ....                              | 5561 |
| Roberta Fashions Inc. ....                         | 5561 |
| Rochester Mister Ease Inc. ....                    | 5562 |
| Ron Sportswear Co. ....                            | 5562 |
| Sabourin Enterprises Ltd. ....                     | 5562 |
| Samuel Mintz Enterprises Ltd. ....                 | 5562 |
| Sanguinet Oil Products Ltd. ....                   | 5563 |
| Standard-Triumph (Quebec) Limited. ....            | 5563 |
| Supermarché M. J. Supermarket Inc. ...             | 5563 |
| The Italian Pentecostal Church of Canada. ....     | 5563 |
| The Morris Finance & Mortgage Corporation. ....    | 5563 |
| The Royal Trust Company Mortgage Corporation. .... | 5564 |
| Victor Development Corporation Limited. ....       | 5564 |

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

|  |      |
|--|------|
| A. D. McGibbon & Sons Limited. ....                | 5557 |
| Alfred Lambert Inc. ....                           | 5557 |
| Anjou Industrial Park Ltd. ....                    | 5557 |
| Antonio Bureau Limitée ....                        | 5557 |
| Brind'Amour & Fils Inc. ....                       | 5557 |
| Defrostomatic Co. Limited. ....                    | 5558 |
| Duval & Raymond Inc. ....                          | 5558 |
| Hochelega Petroleum (Sorel) Ltd. ....              | 5558 |
| Hôtel Canada Inc. ....                             | 5558 |
| Jacoby's House of Antiques Co. Ltd. ...            | 5559 |
| Java Food Products Ltd-Ltée ....                   | 5559 |
| London Mfg. Co. Ltd. ....                          | 5559 |
| Marché A. Bélanger Ltée ....                       | 5559 |
| Maurice Pollack Realty Company Limited. ....       | 5559 |
| McLean Investments Ltd. ....                       | 5560 |
| Northeast Investment Corporation. ....             | 5560 |
| Park Avenue Radio Company. ....                    | 5560 |
| Paul Bergeron Automobile Inc. ....                 | 5560 |
| Princess Furriers Inc. ....                        | 5561 |
| Quemont Engineering Ltd. ....                      | 5561 |
| Rica Corporation ....                              | 5561 |
| Roberta Fashions Inc. ....                         | 5561 |
| Rochester Mister Ease Inc. ....                    | 5562 |
| Ron Sportswear Co. ....                            | 5562 |
| Sabourin Enterprises Ltd. ....                     | 5562 |
| Samuel Mintz Enterprises Ltd. ....                 | 5562 |
| Sanguinet Oil Products Ltd. ....                   | 5563 |
| Standard-Triumph (Quebec) Limited. ....            | 5563 |
| Supermarché M. J. Supermarket Inc. ...             | 5563 |
| The Italian Pentecostal Church of Canada. ....     | 5563 |
| The Morris Finance & Mortgage Corporation. ....    | 5563 |
| The Royal Trust Company Mortgage Corporation. .... | 5564 |
| Victor Development Corporation Limited. ....       | 5564 |

NOMINATIONS:

|              |      |
|--------------|------|
| Divers. .... | 5588 |
|--------------|------|

APPOINTMENTS:

|                     |      |
|---------------------|------|
| Miscellaneous. .... | 5588 |
|---------------------|------|

PROCLAMATION:

|   |      |
|---|------|
| Concernant l'annexion d'un certain territoire de la municipalité de Mont-Saint-Hilaire à la municipalité d'Otterburn Park. .... | 5588 |
|---|------|

PROCLAMATION:

|  |      |
|--|------|
| Concerning the annexation of a certain territory of the municipality of Mont-Saint-Hilaire to the municipality of Otterburn Park. .... | 5588 |
|--|------|

SIÈGES SOCIAUX:

|   |      |
|---|------|
| Alma Insurance Adjusters Inc. ....                                | 5592 |
| Artistic Furs Ltd. ....   | 5590 |
| Bedford Organic Fertilizer. ....                                  | 5592 |
| Beaulac & Fils Inc. ....  | 5590 |
| Cedarcrest Farms Limited (Correction). ....                       | 5592 |
| Clarendon Investment Corporation. ....                            | 5593 |
| Compagnie Immobilière Valran. ....                                | 5590 |
| Garmer Corp. ....   | 5592 |
| J. Ouellette Inc. ....  | 5591 |
| Magasins Regal Stores Inc. ....                                   | 5591 |
| M. A. Murphy Limited. ....  | 5591 |
| Northland Acceptance Corporation. ....                            | 5591 |
| Samco Inc. ....   | 5592 |
| The Electrical Maintenance Association of Montreal District. .... | 5593 |
| The Glen-Dorion Golf Club Inc. ....                               | 5590 |
| Verga Construction Ltée. ....                                     | 5593 |

HEAD OFFICES:

|   |      |
|---|------|
| Alma Insurance Adjusters Inc. ....                                | 5592 |
| Artistic Furs Ltd. ....   | 5590 |
| Bedford Organic Fertilizer. ....                                  | 5592 |
| Beaulac & Fils Inc. ....  | 5590 |
| Cedarcrest Farms Limited (Correction). ....                       | 5592 |
| Clarendon Investment Corporation. ....                            | 5593 |
| Compagnie Immobilière Valran. ....                                | 5590 |
| Garmer Corp. ....   | 5592 |
| J. Ouellette Inc. ....  | 5591 |
| Magasins Regal Stores Inc. ....                                   | 5591 |
| M. A. Murphy Limited. ....  | 5591 |
| Northland Acceptance Corporation. ....                            | 5591 |
| Samco Inc. ....   | 5592 |
| The Electrical Maintenance Association of Montreal District. .... | 5593 |
| The Glen-Dorion Golf Club Inc. ....                               | 5590 |
| Verga Construction Ltée. ....                                     | 5593 |

## SOUMISSIONS:

|   |      |
|---|------|
| Banlieu des Trois-Rivières, comm. scolaire..... | 5596 |
| Fort-Chambly, ville.....                        | 5593 |
| Station-du-Coteau, village.....                 | 5595 |

## VENTE PAR LICITATION:

|  |      |
|--|------|
| Watson vs héritiers de feu John Wayne, jr..... | 5599 |
|--|------|

## VENTE POUR TAXES:

|                          |      |
|--------------------------|------|
| Plessisville, ville..... | 5601 |
|--------------------------|------|

## VENTES PAR SHÉRIFS:

## ARTHABASKA:

|                           |      |
|---------------------------|------|
| Demers vs Blanchette..... | 5602 |
|---------------------------|------|

## CHICOUTIMI:

|   |      |
|---|------|
| The Manufacturers Life Insurance Company vs Jean..... | 5602 |
|---|------|

## LABELLE:

|                        |      |
|------------------------|------|
| Laramée vs Marier..... | 5603 |
|------------------------|------|

## MONTMAGNY:

|                                       |      |
|---------------------------------------|------|
| Breton vs Bernier <i>et al.</i> ..... | 5603 |
|---------------------------------------|------|

## QUÉBEC:

|                             |      |
|-----------------------------|------|
| Corriveau vs Labranche..... | 5604 |
|-----------------------------|------|

## RICHELIEU:

|  |      |
|--|------|
| Deguisse vs Richelieu Steel & Metal Co. .... | 5605 |
|--|------|

## SIT-HYACINTHE:

|   |      |
|---|------|
| Srs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe vs L'Heureux..... | 5606 |
|---|------|

## TERREBONNE:

|   |      |
|---|------|
| Guérette vs Beaucage <i>et al.</i> .....            | 5606 |
| Interprovincial Building Credits Ltd vs Doucet..... | 5606 |

## TENDERS:

|   |      |
|---|------|
| Suburbs of Trois-Rivières, school comm..... | 5596 |
| Fort-Chambly, town.....                     | 5593 |
| Station-du-Coteau, village.....             | 5595 |

## SALE BY LICITATION:

|   |      |
|---|------|
| Watson vs the heirs of John Wayne jr..... | 5599 |
|---|------|

## SALE FOR TAXES:

|                         |      |
|-------------------------|------|
| Plessisville, town..... | 5601 |
|-------------------------|------|

## SHERIFFS' SALES:

## ARTHABASKA:

|                           |      |
|---------------------------|------|
| Demers vs Blanchette..... | 5602 |
|---------------------------|------|

## CHICOUTIMI:

|   |      |
|---|------|
| The Manufacturers Life Insurance Company vs Jean..... | 5602 |
|---|------|

## LABELLE:

|                        |      |
|------------------------|------|
| Laramée vs Marier..... | 5603 |
|------------------------|------|

## MONTMAGNY:

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Breton vs Bernier <i>al.</i> ..... | 5603 |
|------------------------------------|------|

## QUÉBEC:

|                             |      |
|-----------------------------|------|
| Corriveau vs Labranche..... | 5604 |
|-----------------------------|------|

## RICHELIEU:

|  |      |
|--|------|
| Deguisse vs Richelieu Steel & Metal Co. .... | 5605 |
|--|------|

## SAINT-HYACINTHE:

|   |      |
|---|------|
| Srs de la Chraité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe vs L'Heureux..... | 5606 |
|---|------|

## TERREBONNE:

|   |      |
|---|------|
| Guérette vs Beaucage <i>et al.</i> .....            | 5606 |
| Interprovincial Building Credits Ltd vs Doucet..... | 5606 |